

# Agreste Panorama



Numéro 2 - juin 2019

**En 2019, des prix à la production en hausse sur un an, portés par les céréales depuis le début de l'année et par les porcins à partir d'avril**

## ■ Fruits

Les récoltes élevées de pommes dans l'UE pèsent sur les exportations françaises, voire sur le marché intérieur

*L. Bernadette*

## ■ Grandes cultures

En 2018/2019, redressement du prix des graines sous l'effet de la baisse des productions et du dynamisme de la demande

*J-M. Pognat*

En 2018/2019, forte augmentation des prix de la pomme de terre sous l'effet du recul de la production

*T. Champagnol*

## ■ Lait

En France, depuis l'automne 2018, le recul de la collecte laitière soutient les prix

*A. Calvino, O. Le Tollec*

## ■ Animaux de boucherie

En 2018, hausse sur un an des abattages d'agneaux et des prix à la production

*M-A. Lapuyade*

En 2018, des prix à la production bas pour le porc sur fond d'offre européenne abondante

*C. Ugliera*

## ■ IAA

En 2018, la production en volume des IAA repart à la baisse

*F. Royer*





# Éditorial

## En 2019, des prix à la production en hausse sur un an, portés par les céréales depuis le début de l'année et par les porcins à partir d'avril

À l'exception du mois de janvier et mai 2019, les températures sont supérieures aux normales sur les cinq premiers mois de 2019. En revanche, les précipitations sont déficitaires, hormis en avril (*Infos rapides Climatologie, juin 2019*). La recharge des nappes phréatiques n'a ainsi pas pu se faire comme d'habitude. Au 20 mai 2019, la pousse d'herbe était néanmoins supérieure à celle de la période de référence (1982-2009) à la même période dans la plupart des régions fourragères. La moitié nord du territoire et les régions de l'ouest ont une production excédentaire, alors que les régions du centre et du sud connaissent une situation plus contrastée (*Infos rapides Prairies, mai 2019*). Les pluies d'avril ont été bénéfiques aux céréales et le gel fin avril-début mai sur certaines parcelles viticoles du Bordelais a été sans conséquence. Les orages de la mi-juin auraient cependant touché en région Auvergne-Rhône-Alpes certaines vignes ainsi que des productions fruitières.

En 2019, les surfaces consacrées aux céréales (à paille et maïs grain) ainsi qu'aux protéagineux progresseraient (respectivement + 3,9 % et + 4,5 %). En revanche, pénalisés par la sécheresse des sols au moment des semis de l'automne 2018, les ensemencements d'oléagineux reculeraient (- 10 %) selon les estimations du SSP établies au 1<sup>er</sup> juin (*Infos rapides Grandes cultures et fourrages, juin 2019*). Les surfaces seraient dans la moyenne des cinq dernières années, mais se contracteraient pour les oléoprotéagineux. Avec des prix en nette reprise sur la campagne 2018-2019, les agriculteurs développeraient les surfaces de pommes de terre de conservation, de demi-saison et, à un moindre degré, de féculerie. En 2018, les récoltes de pommes de terre ont été pénalisées par la baisse des rendements. Dans un contexte favorable dans l'UE, avec le repli de la production chez nos principaux partenaires, les exportations françaises de pommes de terre devraient progresser sur la campagne 2018-2019. Sur les huit premiers mois de la campagne (août 2018 - juillet 2019), le solde commercial extérieur renoue avec les excédents (*En 2018/2019, forte augmentation du prix de la pomme de terre sous l'effet du recul de la production, Grandes cultures n° 2019/343, juin 2019*).

Les bonnes conditions de développement des cultures de céréales et d'oléoprotéagineux en Europe, en Mer Noire tirent les prix des céréales à la baisse en fin de campagne, malgré des bonnes performances à l'exportation pour le blé français (compétitivité et qualité). Les prix demeurent toutefois nettement supérieurs à ceux de la campagne précédente, la faiblesse des récoltes mondiales ayant soutenu les prix (*En 2018/2019, redressement des prix des graines sous l'effet de la baisse des productions et du dynamisme de la demande, Grandes cultures n° 2019/344, juin 2019*). Outre la tendance au repli des prix, la prochaine campagne 2019-2020 s'inscrit sur fond d'incertitudes pour le commerce international des céréales ; les tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine demeurent et la fièvre porcine africaine qui sévit en Chine pourrait conduire ce pays à une baisse substantielle de ses importations de matières premières destinées à l'alimentation animale.

Après la bonne tenue affichée depuis le début de l'année, les prix de l'ensemble des légumes repassent en mai 2019 en dessous de ceux de 2018, tout en restant ételes par rapport aux prix moyens 2014-2018. Les prix des salades, tomates et concombres fléchissent sous l'effet d'une météo peu propice à la demande, d'apports croissants sur les marchés et de concurrence extérieure (*Infos rapides légumes, mai-juin 2019*). La douceur des températures de l'hiver 2018-19 favorise le démarrage précoce de la production des tomates mais leur production s'annonce en baisse. En revanche les intempéries du printemps entraînent des retards végétatifs en début de campagne pour la courgette.

Depuis le début de l'année, les cours des fruits sont supérieurs aux cours moyens 2014-2018, mais fléchissent par rapport à ceux de 2018. Les marchés de la pomme et de la fraise expliquent cette baisse, en dépit d'une bonne tenue des prix de la cerise en début de campagne. Les récoltes élevées de pommes dans l'UE pèsent sur les prix européens et le commerce extérieur français. En revanche, la baisse de la production nationale (à son plus bas niveau depuis 2012), surtout en Golden, maintient les cours au-dessus de leurs niveaux moyens

(Les récoltes élevées de pommes dans l'UE pèsent sur les exportations françaises, voire sur le marché intérieur, *Fruits* n° 2019/339, avril 2019). Avec des pommes françaises qui se vendent difficilement sur le marché intérieur et extérieur, les stocks français dépassent, fin avril 2019, de 27 % ceux de fin avril 2018 tout en restant au niveau des stocks moyens 2014-2018. Les stocks de la Gala française, variété phare à l'exportation, doublent sur un an (*Infos rapides Stocks Pommes-Poires*, mai 2019). L'arrivée parfois précoce des récoltes de fraises sur les étals se heurte à une demande insuffisante avec la météo plutôt fraîche en avril et mai. Les cours des fraises démarrent ainsi la saison en dessous des niveaux de 2018. En 2019, les récoltes de pêches, d'abricots et de cerises rebondiraient sur un an, s'établissant même au-dessus de la moyenne 2014-2018 pour l'abricot, dans un contexte de baisse des surfaces pour les pêches (*Infos rapides fruits*, juin 2019). Les conditions climatiques ont été particulièrement favorables à la floraison.

En cumul sur les quatre premiers mois de 2019, les abattages des animaux de boucherie s'accroissent sur un an, à l'exception des bovins (*Infos rapides Bovins/ovins/porcins*, mai 2019). Les cours à la production sont supérieurs à ceux de 2018, sauf pour les veaux. Ces derniers pâtissent d'une consommation particulièrement morose début 2019 et d'importations qui brident les cours, malgré des abattages en repli. En revanche, les disponibilités limitées en gros bovins maintiennent les cours au-dessus de ceux de 2018.

Sur les quatre premiers mois de 2019, les abattages de porcins sont en hausse sur un an. Les exportations françaises sont portées par le retour de la demande chinoise sur le marché européen, à la suite de la baisse de sa production touchée par la peste porcine africaine. La Chine confirme ainsi sa place de premier partenaire commercial de l'UE : 40 % des volumes exportés par l'UE le sont vers la Chine. Le Japon et les Philippines sont également très présents. Le mouvement de hausse des cours européens amorcé en mars se confirme en mai, laissant entrevoir pour 2019 une amélioration des perspectives pour la filière porcine française, malgré un marché intérieur peu porteur. En 2018, l'activité a été marquée par une offre européenne abondante, un tassement de la demande chinoise et des tensions commerciales avec les États-Unis qui ont pesé sur les prix. Parallèlement, la progression des importations de viande de porc en provenance de l'UE a accentué le déficit extérieur de la filière. Après deux années de repli, le coût de l'aliment porcin est reparti à la hausse en 2018, générant un effet de ciseau avec les prix à la production, défavorable à la marge brute des élevages porcins sur les derniers mois de 2018 (*En 2018, des prix bas à la production pour le porc sur fond d'offre européenne abondante*, *Animaux de boucherie* n° 2019/345, mai 2019).

Sur les quatre premiers mois de 2019, la hausse des abattages d'agneaux compense le repli de ceux d'ovins de réforme. Les cours des ovins, déprimés en début d'année,

retrouvent de la vigueur en avril au moment de la fête de Pâques et avec des importations de viande en repli. En 2018, la production française d'agneaux s'est repliée de nouveau en têtes et en poids mais les abattages ont légèrement augmenté. L'excédent commercial des échanges d'agneaux vivants s'est dégradé, du fait de la forte baisse des exportations. Parallèlement, le repli de la demande de viande ovine s'est répercuté sur les importations : elles baissent tout en restant majoritaires dans la consommation de viande. Confronté à partir de l'été à des produits importés à des prix faibles, le cours de l'agneau a néanmoins progressé sur un an (*En 2018, hausse sur un an des abattages d'agneaux et des prix à la production*, *Animaux de boucherie* n° 2019/340, mai 2019).

Depuis l'été 2018, les abattages de volaille de chair peinent à dépasser ceux de l'année précédente. Dès le début 2019, ils sont même en dessous des niveaux de 2018 et en avril, ils deviennent inférieurs aux abattages moyens 2014-2018. La baisse concerne principalement les poulets et dindes. En revanche, les abattages de palmipèdes s'accroissent même s'ils n'ont pas encore retrouvé les niveaux d'avant l'épizootie aviaire. Avec une offre globalement limitée, les prix augmentent depuis août 2018 sur un an et par rapport à la moyenne 2014-2018. Le déficit du commerce extérieur de viande de poulet reste important, la perte de débouchés au Moyen-Orient et vers l'UE continuant de peser. Les prix des œufs de consommation retombent par rapport aux niveaux exceptionnellement élevés de 2018. Pour autant, ils sont supérieurs aux cours moyens sous l'effet d'une production peu abondante. Au 2<sup>e</sup> trimestre 2019, la production est de nouveau prévue en baisse par rapport au même trimestre de l'année précédente, bien qu'elle progresse par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre (*Infos rapides Aviculture*, juin 2019).

En avril 2019, la collecte française de lait de vache recule sur un an (*Infos rapides Lait*, juin 2019) pénalisée par les intempéries (froid ou manque de pluie). Le décrochage par rapport à l'année précédente remonte à septembre 2018 et s'est amplifié en fin d'année 2018, pour ensuite se réduire en mars et avril 2019. Sur l'ensemble de l'année 2018, la collecte a toutefois été quasiment stable, retrouvant le niveau de 2016. Le marché des produits laitiers se rééquilibre peu à peu : la collecte ralentit aux États-Unis et en Nouvelle-Zélande, et les stocks européens de poudre de lait écrémé sont en forte baisse pour une demande toujours soutenue. Cette situation devrait favoriser les exportations des pays européens dont la collecte progresse en mars, après plusieurs mois de baisse. Sur les premiers mois de 2019, le prix du lait s'établit ainsi au-dessus de son cours de 2018 (*En France, depuis l'automne 2018, le recul de la collecte laitière soutient les prix*, *Lait* n° 2019/342, mai 2019).

En avril 2019, les cours de l'ensemble des produits agricoles à la production repartent à la hausse par rapport au mois précédent, après une hausse quasiment continue au second semestre 2018, suivie d'un repli de janvier à mars 2019. Ils progressent toujours en revanche sur un an depuis le début 2019 (*Infos rapides Prix agricoles*

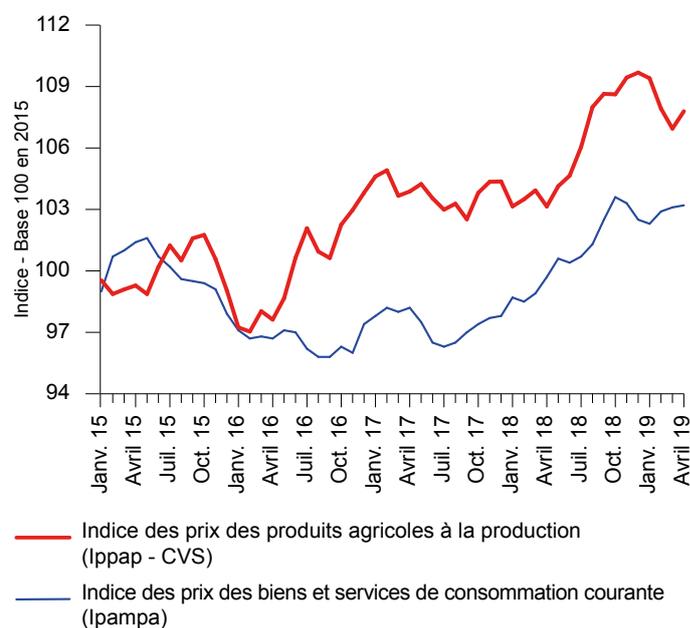
et alimentaires, mai 2019). Parallèlement, les prix à la consommation des biens alimentaires et des boissons non alcoolisées augmentent sur un an, à un rythme toutefois moins soutenu que ceux à la production.

En augmentation en février 2019 par rapport au mois précédent, le prix d'achat des intrants se stabilise plus ou moins en mars et avril. Sur les quatre premiers mois de 2019, le coût des intrants s'accroît par rapport à la même période de 2018, sous l'effet de la hausse du coût de l'énergie et des lubrifiants, des engrais et des aliments pour animaux. Depuis le début de l'année 2019, la production d'aliments composés stagne sur un an, malgré la bonne tenue des fabrications d'aliments pour bovins dopées par l'insuffisance des disponibilités fourragères. En revanche, la production pour volailles (1<sup>er</sup> débouché de l'alimentation animale) recule, notamment pour les poulets, en lien avec la baisse des abattages. Les livraisons d'azote et de phosphore baissent sensiblement, en cumul sur un an depuis le début des différentes campagnes, tandis que celle du potassium progressent. La diminution des surfaces de betterave sucrière et surtout de colza, au profit de celles de blé tendre et d'orge de printemps ainsi qu'un état des sols meilleur que l'an passé peuvent expliquer ces évolutions. Toutefois, les semis de maïs et de tournesol pourraient relancer les besoins d'ici à la fin juin (Infos rapides Coûts de production, juin 2019).

En 2018, la production en volume des industries alimentaires et boissons (hors tabac) recule à nouveau. Proche de 2013, elle s'inscrit dans une tendance à la baisse depuis 2011, et plus généralement dans un contexte de faible progression depuis le début des années 2000, contrastant avec la dynamique de croissance des années 1990. Toutes les branches sont touchées, à l'exception des viandes, des poissons, des aliments pour animaux et des boissons. Dans un contexte où par ailleurs la demande intérieure se contracte pour la première fois depuis 2008, les importations s'accroissent tandis que les exportations sont étales. En conséquence, après un rebond en 2017,

l'excédent commercial global des IAA s'érode à nouveau, s'établissant en 2018 à son plus bas niveau depuis 2011 (En 2018, la production en volume des IAA repart à la baisse, IAA n° 2019/341, mai 2019). Sur les quatre premiers mois de 2019, l'excédent agroalimentaire s'accroît sur un an. Les exportations de céréales, de boissons sont dynamiques et font plus que compenser la hausse des importations de légumes et de produits issus de la pêche. Le solde progresse tant pour les produits bruts que les produits transformés et est aussi bien porté par les échanges vers l'UE que par ceux avec les pays tiers (Infos rapides Commerce extérieur agroalimentaire, juin 2019).

### En avril 2019, les cours des produits agricoles à la production repartent à la hausse tandis que le coût des intrants se stabilise



Sources : Insee, Agreste





### Les récoltes élevées de pommes dans l'UE pèsent sur les exportations françaises, voire sur le marché intérieur

**Les récoltes élevées de pommes dans l'Union européenne pèsent sur le marché européen. Sur les sept premiers mois de la campagne 2018-2019, les exportations de pommes françaises chutent, particulièrement vers l'UE, tandis que les importations s'accroissent. Les cours français à la production se maintiennent au-dessus des cours moyens, conséquence de la faible production nationale en variété Golden, mais sont peu soutenus en fin de campagne. Le chiffre d'affaires à la production de la pomme baisse légèrement.**

#### En 2018, rebond de la production européenne de pommes

Au 1<sup>er</sup> mars 2019, les stocks européens de pommes sont en nette augmentation: + 74 % par rapport à 2018 et + 19 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années, après une baisse sensible en 2017, selon Wapa (The World Apple and Pear Association). Cette hausse touche particulièrement la variété Gala, dont les stocks doublent sur un an ainsi que comparés à la moyenne. Les évolutions sont moins marquées pour la variété Golden (+ 42 % sur un an et - 3 % comparé à la moyenne).

La production européenne de pommes est également en forte croissance: + 36 % par rapport à 2017 et + 11 % par rapport à la moyenne 2012-2016, d'après les estimations de Prognosfruit (août 2018) (tableau 1). Cette augmentation s'explique en grande partie par la forte progression des récoltes dans l'est de l'Union européenne après le gel de 2017, notamment en Pologne, premier producteur de pommes en Europe (+ 56 % par rapport à 2018 et + 26 % par rapport à la moyenne).

Tableau 1 : Forte hausse de la production européenne

	2018	Écart sur un an (%)	Écart par rapport à la moyenne sur cinq ans (%)
Pologne	4 480	56	26
Italie	2 200	29	2
France	1 443	- 1	- 7
Allemagne	990	66	10
<b>Total UE 28</b>	<b>12 611</b>	<b>36</b>	<b>11</b>

Source : WAPA et Agreste

Dans ce pays, la production est en principe destinée pour plus de la moitié à la transformation. Dans les autres pays de l'UE, plutôt tournés vers le frais, la production dépasse de 4 % le niveau moyen 2013-2017. S'agissant de la variété Gala, la production de l'UE se situe nettement au-dessus de la moyenne 2013-2017 (+ 12 %) ; celle de la variété Golden est en hausse plus modérée, proche de la moyenne.

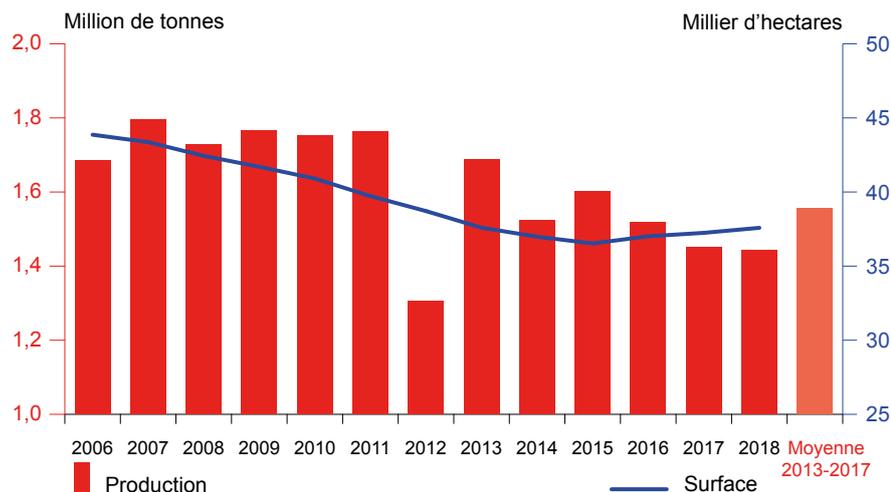
#### La production française s'établit à son plus bas niveau depuis 2012, notamment en variété Golden

En 2018, la production française de pommes (1,4 Mt) recule de nouveau : légèrement sur un an (- 1 %) et plus fortement par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes

(- 7 %) (graphique 1). Essentiellement pénalisée par la canicule et la sécheresse en été, c'est la deuxième plus faible production depuis celle de 2012, particulièrement peu élevée.

La récolte de la pomme Golden, première variété avec un tiers de la production nationale, baisse de 3 % sur un an, s'établissant à un niveau bas par rapport à la moyenne (- 21 %). Avec un recul de 2 % sur un an, la région Paca enregistre sa plus faible récolte depuis 20 ans. La production de la variété Golden y recule d'un tiers par rapport à sa production moyenne. Quant à la pomme Gala, deuxième variété française avec un cinquième de la production nationale, la récolte se contracte de 5 % sur un an.

## Graphique 1 Une production française 2018 relativement faible



Champ : France métropolitaine.  
Source : Agreste

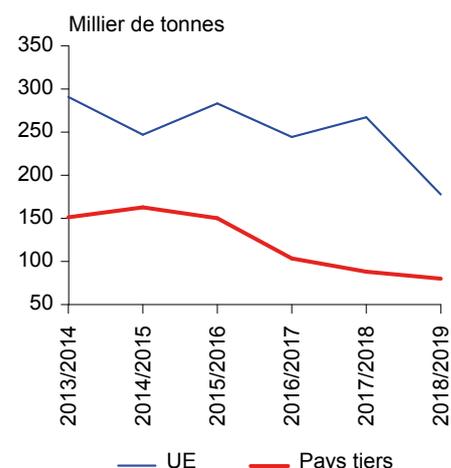
Au 1<sup>er</sup> avril 2019, les stocks de pommes françaises sont supérieurs de 16 % à 2018 mais inférieurs de 1 % à la moyenne 2014-2018. La hausse des stocks sur un an affecte différemment les variétés. La variété Gala est la plus concernée (+ 65 % sur un an) alors que les stocks augmentent moins fortement en variété Golden (+ 8 %).

### Recul des exportations françaises de pommes vers l'UE sur les sept premiers mois de la campagne 2018-2019

Sur les sept premiers mois de la campagne 2018-2019 (août 2018 à février 2019), les exportations françaises de pommes (257 739 tonnes) chutent de 27 % sur un an (tableau 2 – graphique 2). Ce volume est inférieur d'un tiers au niveau moyen atteint sur les cinq dernières campagnes.

Les exportations vers l'UE chutent d'un tiers aussi bien sur un an que par rapport à la moyenne sur cinq ans, dans un contexte de récoltes et stocks européens importants. La variété Gala, variété traditionnellement phare à l'exportation, est la principale touchée, en raison de la saturation du marché européen pour cette variété. La baisse des volumes exportés de pommes est particulièrement importante vers l'Allemagne et la Belgique, principaux clients de la France dans l'UE. Ces deux destinations perdent chacune deux tiers de leurs volumes

## Graphique 2 Des exportations françaises en baisse\*



\* Sur les sept premiers mois de la campagne (août à février).  
Source : DGDDI (Douanes)

(tableau 3). Le rebond de la production dans ces pays pèse fortement sur le niveau des stocks qui doublent en Allemagne et sont multipliés par huit en Belgique, se situant ainsi nettement

au-dessus des stocks des années précédentes. Les autres destinations européennes sont moins touchées par la baisse des exportations françaises.

Tableau 2 : Sur les sept premiers mois de la campagne 2018-2019, les exportations chutent vers l'Europe et les pays tiers

	Campagne 2018-2019 (août 2018 - février 2019) (tonnes)	Écart sur un an (%)	Écart par rapport à la moyenne sur cinq ans (%)
Exportations	257 739	- 27	- 35
• vers l'UE	177 701	- 34	- 33
• vers les pays tiers	80 038	- 9	- 39
Importations	112 418	59	29
• en provenance de l'UE	95 480	71	38
• en provenance des pays tiers <sup>(1)</sup>	16 939	14	- 6
Solde	145 320	- 49	- 53
• avec l'UE	82 221	- 61	- 58
• avec les pays tiers	63 099	- 14	- 44

(1) dont les principaux partenaires : Chili, Afrique du Sud, Nouvelle-Zélande.  
Source : DGDDI (douanes)

Tableau 3 : Les exportations françaises de pommes en forte diminution vers la Belgique et l'Allemagne sur les sept premiers mois de campagne

	Campagne 2018- 2019* (tonnes)	Écart sur un an (%)	Écart par rapport à la moyenne sur cinq ans (%)
UE	177 701	- 34	- 33
Royaume-Uni	49 625	- 24	- 32
Espagne	43 482	- 21	- 26
Allemagne	19 347	- 60	- 48
Belgique	11 370	- 64	- 58
Pays-Bas	16 105	- 34	- 40
Italie	6 403	- 15	31
Pays tiers	80 038	- 9	- 39
Émirats arabes unis	12 036	- 22	- 49
Arabie saoudite	8 841	- 37	- 48
Chine	4 248	+ 579	+ 120
Singapour	4 078	- 5	- 19
Algérie	21	- 90	- 100

\* Sur les sept premiers mois de la campagne (août 2018-février 2019).  
Source : DGDDI (Douanes)

## Des exportations françaises de nouveau en repli vers les pays tiers

Sur les sept premiers mois de la campagne 2018-2019, les exportations françaises vers les pays tiers sont en retrait pour la quatrième année consécutive (- 9 % sur un an et - 39 % par rapport à la moyenne sur cinq ans). Ce recul affecte essentiellement les ventes à destination du Moyen-Orient (Arabie saoudite et Émirats arabes unis), affectées quelques mois auparavant par la baisse des cours du pétrole et du pouvoir d'achat dans ces pays. Quant aux exportations françaises de pommes vers l'Algérie, elles sont quasiment nulles depuis la fermeture de ce marché à l'extérieur en 2016-2017, à la suite du repli des cours du pétrole. En 2015-2016, l'Algérie avait été un marché majeur pour la pomme française, avec 32 000 tonnes, soit 21 % du total exporté vers les pays tiers.

En revanche, les exportations rebondissent en direction de la Chine (multipliées par sept sur un an, à 4 248 tonnes, après une baisse de 40 % l'année précédente), alors qu'elles continuent de baisser vers Singapour (- 5 %). Enfin, en raison de la prolongation de l'embargo instauré par la Russie en août 2014, le marché russe (24 000 tonnes sur la campagne) reste fermé. Il représentait 3 % des exportations totales de la France en 2013-2014.

## Des importations françaises en nette hausse

Sur les sept premiers mois de la campagne 2018-2019, les importations françaises en volume provenant de l'UE augmentent de

plus des deux tiers par rapport à la campagne précédente (*tableau 4*). Elles sont issues essentiellement de Pologne (multipliées par 11 sur un an et par deux par rapport à la moyenne quinquennale), d'Italie (+ 80 % sur un an) et de Belgique (plus du double sur un an). En 2018, l'industrie de transformation s'approvisionne préférentiellement sur le marché européen, notamment en pommes polonaises, en raison de la faiblesse de leurs cours. Conséquence de la forte production européenne, la hausse de ces apports extérieurs pèse sur le marché français. S'agissant des importations en provenance des pays tiers (Afrique du Sud, Amérique du Sud et Nouvelle-Zélande), les évolutions ne sont pas significatives à ce stade, la principale période de commercialisation ne débutant qu'en avril dans l'hémisphère Sud.

## Dégradation de l'excédent commercial français sur les sept premiers mois de la campagne 2018-2019

Sur les sept premiers mois de la campagne 2018-2019, l'excédent commercial français en pomme se réduit de moitié en volume par rapport à 2017-2018. En valeur, il se contracte d'un tiers, conséquence à la fois de la baisse des exportations et de la hausse des importations.

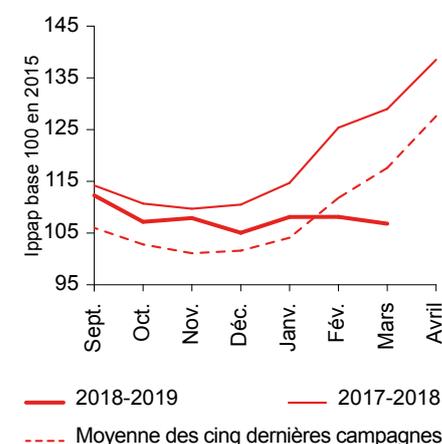
## Les cours de la pomme sur le marché du frais s'établissent au-dessus des prix moyens mais fléchissent en fin de campagne

Sur les sept premiers mois de la campagne 2018-2019, les prix à la production de la pomme se situent au-dessus des cours moyens 2013-2017, reflétant le recul de la collecte.

Les cours fléchissent toutefois par rapport à ceux de la campagne précédente. Le ralentissement du déstockage à l'approche de la fin de la campagne explique la stagnation des cours en mars.

En janvier, février et mars 2019, le marché est peu actif, notamment pour la variété Gala, très affectée par l'abondance de l'offre sur le marché européen. Les cours de la Gala fléchissent par rapport à 2018 et à la moyenne sur cinq ans (- 17 % sur un an et - 9 % par rapport à la moyenne 2013-2018 en mars 2019) (*graphique 3*).

**Graphique 3**  
Des cours en baisse pour la pomme Gala en fin de campagne 2018-2019



Source : Agreste

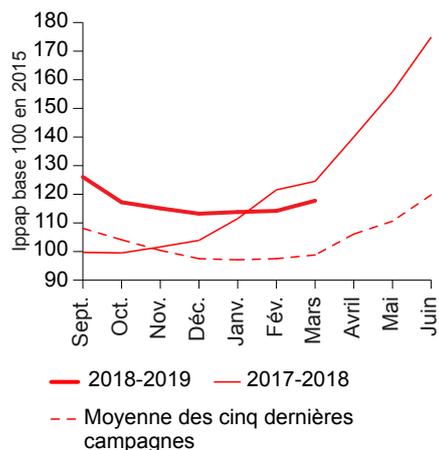
En mars 2019, ceux de la pomme Golden se maintiennent au-dessus des prix moyens (+ 19 %), conséquence d'une faible production française et de stocks peu élevés (*graphique 4*). Les ventes de février et mars, mesurées par les sorties des stations frigorifiques, sont inférieures à celles de l'an dernier. En novembre et décembre 2018, les mouvements sociaux ont ralenti le transport des produits. Auparavant, en tout début de campagne, les températures élevées avaient freiné la consommation nationale, plus orientée vers les fruits d'été. Selon le Kantar Worldpanel-Interfel, la consommation de pommes par les ménages en octobre, novembre et décembre 2018 a été moindre que lors des années précédentes.

**Tableau 4 : Des importations françaises en hausse sur les sept premiers mois de la campagne 2018-2019**

	Août 2018 - fév.2019 (tonnes)	Août 2018 - fév. 2019/ Août 2017 - fév.2018 (%)	Août 2018 - fév.2019/ moyenne sur cinq campagnes (%)
Italie	25 263	+ 80	+ 59
Pologne	13 901	+ 1 100	+ 231
Belgique	17 473	+ 118	+ 26
<b>Total UE 28</b>	<b>95 480</b>	<b>+ 71</b>	<b>+ 38</b>

Source : DGDDI (douanes)

**Graphique 4**  
**Pomme Golden : des cours au-dessus de la moyenne**

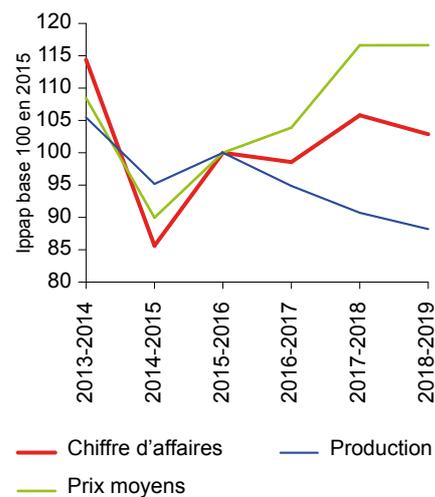


Source : Agreste

**Le chiffre d'affaires est en léger recul sur un an**

En cumul sur les sept premiers mois de 2018-2019, le chiffre d'affaires national à la production diminue de 3 % sur un an, tout en étant supérieur à la moyenne 2013-2017 (+ 2 %) (*graphique 5*). Après la hausse en 2017-2018, ce léger repli du chiffre d'affaires s'explique essentiellement par la baisse de la production. Néanmoins, les évolutions varient selon les bassins : chute du chiffre d'affaires en Aquitaine et dans la Vallée de la Garonne, à la suite d'une récolte et de prix en baisse, et augmentation en Vallée du Rhône et dans le Centre, conséquence d'une meilleure récolte.

**Graphique 5**  
**Le chiffre d'affaires national de la pomme en léger repli sur un an**



Source : Agreste - Données sur les sept premiers mois de campagne

## Sources, définitions et méthodes

DGDDI (Douanes) : données du commerce extérieur

Enquête de conjoncture fruitière du SSP : prévisions de production et de surfaces

Statistique agricole annuelle (SAA) du SSP : données historiques de production et de surfaces

Prognosfruit : prévisions de productions européennes élaborées par WAPA (The World Apple and Pear Association).

Kantar Worldpanel : panel composé de 12 000 ménages représentatifs de la population française déclarant leurs achats de fruits et légumes frais pour une consommation à domicile, toutes origines confondues.

Campagne de la pomme : variable selon les années et les variétés, la récolte des pommes s'étale généralement entre août et novembre. La campagne de commercialisation des pommes s'étend, elle, d'août à juin de l'année suivant la récolte. Toutefois, les cours d'août, correspondant au début de campagne, ne sont pas intégrés dans les indices de prix ou de chiffre d'affaires car les quantités mises sur le marché ce mois sont souvent non significatives. Les indices de prix ou de chiffre d'affaires sont calculés avec les dernières informations connues au moment de la réalisation de la publication.

## Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture - Fruits » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Au 1<sup>er</sup> novembre 2018, une production française de pommes en retrait dans un marché peu actif », Infos rapides Fruits-Pomme n° 5/5, novembre 2018 n° 2018-169.
- « La faiblesse des récoltes dans l'UE favorise les exportations françaises et la hausse des cours de la pomme », Synthèse Fruits n° 2018/323, avril 2018.





Juin 2019 - n° 2019/344

[Retour éditorial](#)

## Synthèses

### En 2018/2019, redressement du prix des graines sous l'effet de la baisse des productions et du dynamisme de la demande

**En 2018/2019, les récoltes céréalières mondiales et françaises reculent, soutenant les cours. Le repli de la production enregistré dans les grandes zones d'exportation ainsi qu'un change euro-dollar favorable favorisent une nette progression des exportations françaises. À l'approche de la fin de campagne, les prix marquent toutefois le pas avec la perspective de récoltes importantes notamment en zone mer Noire en 2019/2020. Pour la prochaine campagne, les stocks mondiaux de blé se réduiraient néanmoins pour la deuxième année consécutive. Avec des disponibilités en retrait, les cours du colza et du tournesol sur le marché français sont légèrement supérieurs à ceux de la campagne précédente.**

#### En 2018/2019, baisse de la production mondiale de céréales mais hausse de la consommation

Pour la campagne 2018/2019, la production mondiale de céréales s'établit à 2 128 millions de tonnes (Mt), soit 14 Mt de moins que pour la campagne 2017/2018, selon les dernières estimations du CIC (Conseil international des céréales). Sur la même période, la consommation mondiale progresse de 13 Mt. En conséquence, les stocks reculent fortement (- 37 Mt), à 611 Mt.

En 2019/2020, la production est attendue en forte progression (+ 50 Mt). L'offre de céréales ne serait toutefois qu'en légère hausse du fait de stocks d'ouverture en repli. La poursuite de l'augmentation de la consommation mondiale se traduirait par une nouvelle baisse des stocks de fin de campagne de 13 Mt.

#### Une récolte mondiale de blé tendre en baisse en 2018/2019

En 2018/2019, la production mondiale de blé tendre recule de 28 Mt, à 735 Mt

selon le CIC. Avec une consommation mondiale à 741 Mt, en hausse de 1 Mt, les stocks mondiaux de blé sont estimés en baisse en fin de campagne 2018/2019 (- 6 Mt sur un an), à 275 Mt, pour la première fois depuis cinq ans. La récolte russe approche les 72 Mt, en net retrait sur un an après une récolte record (- 13 Mt), selon le ministère de l'agriculture américain (USDA). Parallèlement, la production de l'Union européenne recule dans les mêmes proportions.

Pour 2019/2020, le CIC anticipe une croissance de la production mondiale de blé (+ 26 Mt) et de la consommation (+ 11 Mt). Les stocks de fin de campagne augmenteraient de 11 Mt, à 274 Mt.

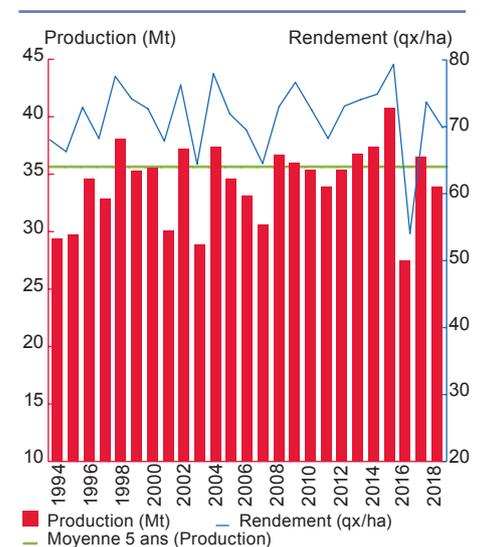
#### En France, recul de la récolte de blé tendre et dynamisme des exportations lors de la campagne 2018/2019

En 2018, la production française de blé tendre se contracte de 7 %, à 34 Mt, après 36,6 Mt en 2017. Par rapport à la moyenne 2013-2017, la baisse est plus limitée (- 4,6 %) (graphique 1).

Le blé tendre est de bonne qualité. Sur l'ensemble de la récolte, 28,9 Mt (soit 85 %) ont un taux de protéine supérieur à 11 %. Les blés classés par l'interprofession en qualité «premium» ou «supérieur» représentent ainsi

#### Graphique 1

#### En 2018, baisse de la production et des rendements de blé tendre en France



Source : Agreste

un tonnage supérieur de 2,9 Mt à la campagne précédente pour une récolte totale pourtant moins importante.

Pour la campagne 2018/2019, la récolte française de blé bénéficie d'une dynamique retrouvée à l'exportation. Celle-ci s'explique d'une part, par une parité monétaire plus favorable que l'année dernière, avec un euro coté en moyenne 1,144 \$ en 2018/2019 contre 1,197 \$ lors de la campagne précédente et, d'autre part, par des disponibilités moins importantes du côté des grands pays exportateurs, à l'image de la Russie dont les exportations reculent de 10 % sur la période. Les expéditions de blé tendre vers l'Union européenne (UE) sont attendues en baisse de 20 % par rapport à la campagne précédente, à 7,4 Mt, du fait des meilleures récoltes enregistrées dans les autres pays de l'UE (graphique 2). En revanche, les exportations vers les pays tiers atteindraient 9,7 Mt pour l'ensemble de la campagne, en hausse de 20 %, grâce à un retour marqué du blé français sur ses marchés traditionnels d'Afrique du Nord.

En 2018/2019, après trois campagnes de hausse, les utilisations de blé

tendre pour la fabrication d'aliments composés diminuent également, à 4,6 Mt (5,6 Mt en 2017/2018). Au final, avec des disponibilités en blé baissant plus fortement que les utilisations, le stock français en fin de campagne 2018/2019 reculerait à 2,3 Mt, après 3 Mt au 30 juin 2018, selon FranceAgriMer. Il s'établirait ainsi à un niveau inférieur au stock moyen des cinq dernières campagnes (2,9 Mt).

### Après une remontée sensible en 2018, les cours du blé tendre sont en recul depuis début 2019

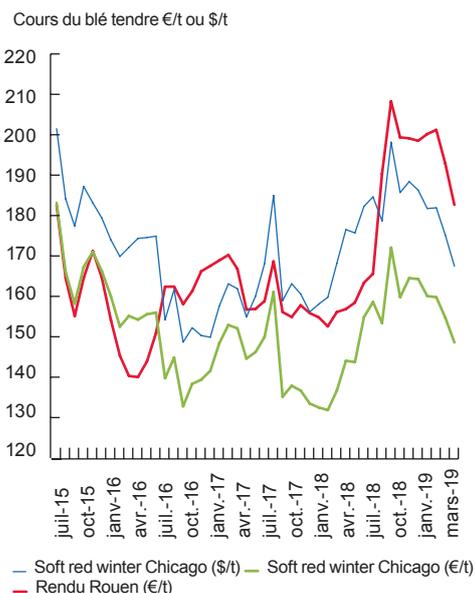
Sur les neuf premiers mois de la campagne 2018/2019, les prix moyens du blé français augmentent de 26 % sur un an. L'ouverture de la campagne 2018/2019 s'accompagne d'une hausse substantielle des prix : en juillet 2018, le prix du blé tendre rendu Rouen augmente de plus de 25 €/t sur un mois et se maintient aux alentours de 200 €/t jusqu'en janvier 2019. Une baisse s'amorce ensuite, en raison, en particulier, d'un afflux de blé plus important que prévu sur le marché mondial (offre en provenance de l'hémisphère Sud) et des perspectives de production en hausse lors de la prochaine campagne.

Pour la campagne 2017/2018, marquée par des prix en recul, les cours très bas constatés lors de la campagne 2016/2017 avaient perduré jusqu'en janvier 2018, les récoltes pléthoriques et de qualité des principales zones de production (dont la mer Noire) pesant fortement sur les prix. Le prix du blé tendre rendu Rouen en janvier 2018 s'était ainsi établi à son plus bas niveau, à 151,4 €. De février à juin 2018, le prix avait ensuite progressé jusqu'à 164,6 € avec la perspective de volumes mondiaux en retrait pour la campagne 2018/2019.

Les cours mondiaux du blé tendre expliquent en grande partie les cours français (graphique 3). Un change favorable permet toutefois au blé français d'être vendu plus cher en €/t que le blé coté à la bourse de Chicago depuis la mi-2018.

### Graphique 3

#### Baisse des cours du blé tendre depuis début 2019



Source : La Dépêche, FranceAgriMer

### En 2018/2019, recul de la production française de blé dur dans un contexte de prix en baisse

Avec 38,1 Mt, la production mondiale de blé dur se redresse en 2018/2019, particulièrement au Canada et en Afrique du Nord. Elle est en revanche quasiment stable dans l'Union européenne (8,7 Mt). Le commerce mondial se contracte de nouveau (7,6 Mt), du fait de la baisse des achats de l'Algérie et de la Tunisie. Dans ce contexte, les stocks mondiaux de blé dur se maintiennent à un niveau relativement élevé, exerçant une pression à la baisse sur les prix.

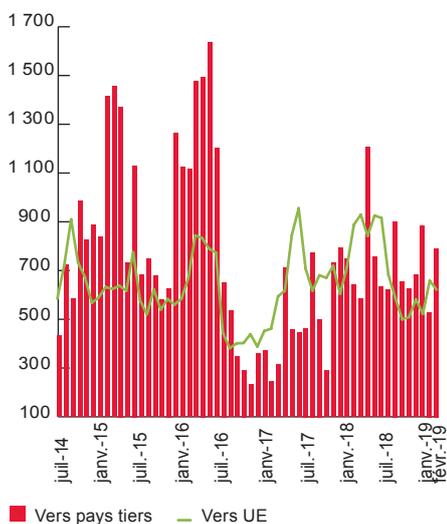
En revanche, pour la prochaine campagne 2019/2020, la production mondiale de blé dur reculerait à 36,5 Mt selon le CIC alors que la consommation progresserait à 37,7 Mt. Les stocks mondiaux devraient donc diminuer. Les principaux pays producteurs seraient touchés par cette baisse. Au Canada, premier producteur mondial, la sole serait inférieure de 20 % à celle de la campagne précédente.

En France, après une campagne 2017/2018 marquée par un rendement record en blé dur et une bonne qualité des grains, la campagne 2018/2019 est

### Graphique 2

#### Exportations françaises de blé tendre en 2018/2019 : progression vers les pays tiers et recul vers l'UE

Exportations (millier de tonnes)



Source : DGDDI

marquée par une baisse de la production de 15,8 %, sous l'effet notamment de la diminution des rendements (- 4 q/ha, à 69,7 q/ha). La qualité des grains a particulièrement souffert dans le sud de la France du fait des intempéries. Les prix y ont donc été plutôt bas et peu rémunérateurs par rapport au blé tendre. En revanche, dans le Centre, la campagne a été plus satisfaisante, grâce à une meilleure qualité des grains et malgré une certaine volatilité des prix. La prochaine campagne se caractériserait par un nouveau recul des surfaces (- 11 % à 316 000 ha) et des perspectives d'exportations plus favorables si le repli de la production en Afrique du Nord se confirme.

### La production française d'orge en repli, à l'image de la production mondiale

La production mondiale d'orge en 2018 est évaluée à 140,7 Mt par l'USDA, en diminution pour la troisième campagne consécutive. L'UE est la première zone de production avec 56,2 Mt, en contraction de 2,6 Mt sur un an. La Russie, au deuxième rang, affiche, elle aussi, des volumes en repli (- 3,4 Mt), à 16,7 Mt.

Avec une consommation en progression et supérieure à la production (142,3 Mt contre 140,7 Mt en 2018/2019), les stocks de report fléchissent de 1,5 Mt, à 18,4 Mt.

En France, la production d'orge baisse de 7 % en 2018 pour s'établir à 11,2 Mt. Cette baisse s'explique principalement par la réduction des surfaces. Dans le même temps, les exportations progressent de 2,2 % vers l'Union européenne et de 0,4 % vers les pays tiers. À l'image du blé tendre, les prix de l'orge sont peu élevés jusqu'au début de l'année 2018 s'établissant à 137 €/t en janvier 2018 pour l'orge de mouture départ Eure-et-Loir. Ils remontent ensuite jusqu'à 154 € en fin de campagne 2017/2018. À l'image du blé tendre, les cours se redressent nettement au début de la campagne actuelle, aux alentours de 197 €/t, avant de retomber en avril 2019 à 156 €/t.

### En 2018/2019, la production française de maïs en recul

En 2018/2019, la production mondiale de maïs s'établit à 1 119 Mt, en hausse de 31 Mt par rapport à la campagne 2017/2018 selon l'USDA. La récolte augmente de 18 Mt au Brésil et de 17 Mt en Argentine, respectivement deuxième et troisième exportateurs mondiaux, derrière les États-Unis.

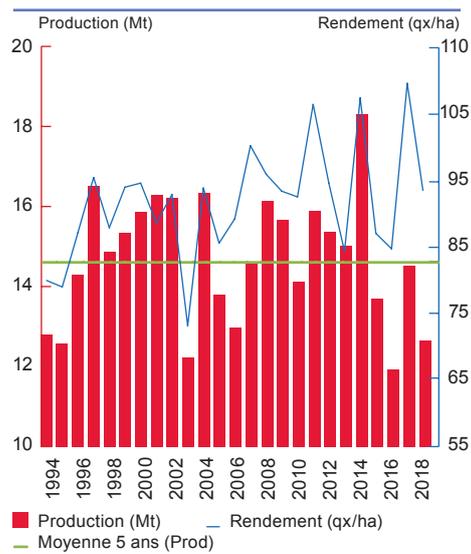
La consommation augmente de 42 Mt, à 1 090 Mt, dont 27 Mt en alimentation animale. Les cours mondiaux du maïs (bourse de Chicago) sont supérieurs d'environ 5 % en 2018/2019 à ceux de la campagne précédente mais s'infléchissent à la baisse sur la période récente (- 4 % sur le seul mois d'avril 2019).

Pour la prochaine campagne 2019/2020, la production mondiale augmenterait de 15 Mt, à 1 134 Mt, selon l'USDA. La consommation progresserait de 13 Mt, à 1 145 Mt. En conséquence, les stocks de fin de campagne diminueraient de 11 Mt.

En 2018/2019, en France, les surfaces de maïs sont identiques à celles de la campagne précédente. La baisse de la production française, de 14,5 Mt à 12,6 Mt, est donc entièrement imputable à la forte réduction des rendements en 2018 (de 102,3 q/ha à 89,1 q/ha), année caractérisée par une sécheresse estivale particulièrement pénalisante pour les cultures non irriguées (graphique 4).

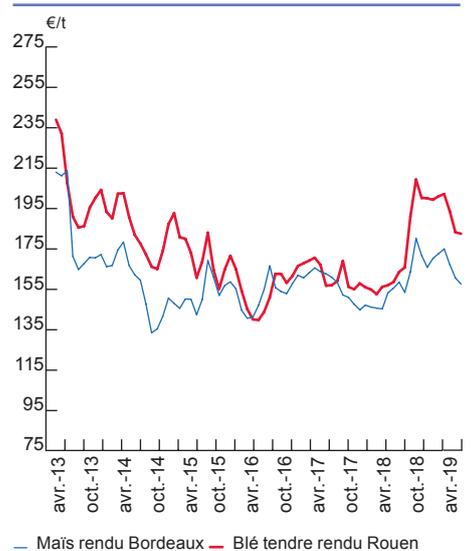
Sur les neuf premiers mois de la campagne 2018/2019, les cours du maïs augmentent de 13,9 % par rapport à la même période de 2017/2018. Pendant l'été 2018, les cours du maïs amorcent une nette remontée, après les niveaux bas atteints lors de la campagne 2017/2018. Les prix ne suivent toutefois pas ceux du blé tendre et l'écart de prix s'accroît nettement entre les deux, en défaveur du maïs (27,8 €/t) (graphique 5). Lors de la campagne 2017/2018, l'écart moyen était seulement de 7,5 €/t. Les perspectives d'une bonne récolte mondiale pour la prochaine campagne pèsent sur les prix actuels, en particulier aux États-Unis où la récolte s'annonce historique.

### Graphique 4 Baisse de production pour le maïs français



Source : Agreste

### Graphique 5 L'écart de prix entre blé et maïs s'est accru au cours de la campagne 2018-2019



Source : La Dépêche

En 2018/2019, les utilisations en alimentation animale sont en nette hausse à 3,3 Mt, contre 2,5 Mt en 2017/2018 (+ 33 %), avec un prix du maïs nettement plus avantageux que celui du blé tendre. Les exportations de maïs vers l'UE, à 3 850 Mt, sont en net retrait par rapport aux campagnes précédentes (- 21,5 % sur un an et - 28,5 % par rapport à la moyenne des cinq campagnes précédentes).

Au 30 juin 2019, les stocks de maïs sur le marché sont estimés à 2,7 Mt, en hausse par rapport à ceux de 2018 (2,6 Mt) et à la moyenne des cinq dernières campagnes (2,5 Mt), selon FranceAgriMer.

### Les cours du colza en hausse par rapport à la campagne précédente

En 2018/2019, la production mondiale de colza est prévue en baisse (72,8 Mt contre 74,7 Mt un an plus tôt) d'après l'USDA. Avec 21 Mt, le Canada demeure le premier producteur mondial, juste devant l'UE (20 Mt). Depuis 2010, le Canada enregistre une expansion de ses surfaces et de sa production. Soutenue par l'industrie de la trituration, la consommation mondiale de graines progresse, atteignant 71,7 Mt. Les stocks mondiaux augmentent de 0,5 Mt, à 7,6 Mt.

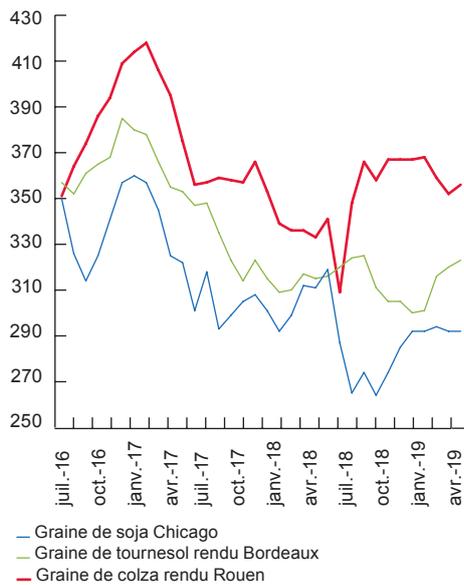
Lors de la prochaine campagne, la production mondiale s'établirait à un niveau record (74,8 Mt) tandis que la consommation s'accroîtrait légèrement. En conséquence, les stocks s'afficheraient à 9,2 Mt, soit un ratio stocks / consommation de 12,7 % après 10,6 % et 2018/2019 et 10 % en 2017/2018.

De son côté, en 2018, la production française de colza s'élève à 4,9 Mt, en baisse par rapport à 2017 (- 7 %), malgré une nette hausse des surfaces semées (+ 15,3 % sur un an). Les mauvaises conditions climatiques ont pénalisé les rendements en favorisant le développement des maladies et des ravageurs et en perturbant la floraison. La baisse de rendement est de 7,3 q/ha sur un an. Pour la quatrième année consécutive, l'activité de trituration baisse (- 5,8 % sur un an ; - 15,3 % par rapport à 2015/2016), avec pour conséquence un accroissement des stocks d'environ 50 %.

Sur les dix premiers mois de la campagne 2018/2019 (juillet 2018 à avril 2019), les cours du colza augmentent de 3,3 % en France. Ils se redressent en tout début de campagne, avant de se stabiliser à un niveau un peu plus élevé que lors de la campagne précédente (*graphique 6*). Plusieurs facteurs pourraient continuer de soutenir les

Graphique 6

### Les cours du colza se redressent en tout début de campagne 2018/2019 en France



Source : La Dépêche

cours : une offre de colza attendue en baisse en Europe, un change favorable euro-dollar, et des prix des huiles qui progressent dans le sillage de l'huile de palme.

### Les prix du tournesol en légère reprise depuis le début 2019

En 2018/2019, la production mondiale de tournesol progresse fortement, de 47,8 Mt à 51,5 Mt sur un an, selon l'USDA. La récolte s'accroît de nouveau en Ukraine (à 15 Mt, + 1,3 Mt sur un an) et en Russie (12,7 Mt, + 2,3 Mt sur un an). En revanche, les récoltes baissent dans l'Union européenne (- 0,5 Mt sur un an, à 9,7 Mt). La consommation est aussi en nette augmentation, à 51 Mt. En 2019/2020, la production resterait à un niveau élevé (51 Mt) tandis que la consommation atteindrait un record à 51,4 Mt.

En 2018, la récolte française de tournesol tombe à 1,25 Mt, en retrait sensible par rapport au record de l'an dernier (1,6 Mt). Les rendements diminuent d'environ 5 q/ha sur un an. L'activité de trituration reste soutenue et les stocks de report sont attendus à un niveau très bas (43 000 tonnes au 30 juin 2019, contre 159 000 tonnes au 30 juin 2018). Sur les dix premiers

mois de campagne, les cours moyens de la tonne de tournesol rendu Bordeaux se replient de 2,4 % avec un léger redressement depuis le début 2019.

### Les cours du soja en baisse en 2018/2019

En 2018/2019, la production mondiale de soja augmente, à 362,1 Mt selon l'USDA. Elle constitue la meilleure récolte jamais enregistrée. De son côté, la consommation s'accroît de 9 Mt à 347 Mt ; avec un niveau sensiblement en deçà de celui atteint par la production, les stocks sont en nette hausse, à 113 Mt (+ 14 Mt sur un an).

La hausse de la production mondiale 2018 s'explique essentiellement par le redressement des récoltes en Argentine après une année 2017 catastrophique due aux mauvaises conditions climatiques (+ 18 Mt sur un an et - 1 Mt par rapport à la campagne 2016). Les récoltes des autres principaux producteurs sont plus contrastées (+ 3,7 Mt aux États-Unis et - 5 Mt au Brésil).

En 2019/2020, la production mondiale baisserait (- 6,5 Mt) ainsi que la consommation du fait d'un repli sensible de la production américaine (- 10,7 Mt). Les stocks seraient quasiment inchangés. Le commerce mondial resterait au même niveau mais l'épidémie de peste porcine africaine en Chine (premier importateur mondial de soja dont la moitié pour l'alimentation animale) pourrait, selon l'importance des abattages, modifier les flux d'importations du pays.

Sur les quatre premiers mois de 2019, les cours des graines de soja à la Bourse de Chicago baissent en moyenne de 3,7 %, passant de 304 €/t en 2018 à 298 €/t en 2019. Si on considère les neuf premiers mois de campagne 2018/2019, la baisse est de 7,1 %. Les prix mondiaux du soja ont en effet fortement chuté d'avril à septembre 2018 en répercussion du conflit commercial opposant les États-Unis à la Chine. La hausse de la production mondiale supérieure à celle de la consommation ainsi que les incertitudes quant aux futures importations chinoises pèsent sur les prix.

## Sources, définitions et méthodes

- Les données de production française proviennent de la SAA provisoire, le chiffre définitif sera publié en fin d'année.
- Les données européennes de production proviennent de l'organisme statistique européen : [www.epp.eurostat.ec.europa.eu](http://www.epp.eurostat.ec.europa.eu), du bulletin MARS édité par la Commission européenne : [http://mars.jrc.it/mars/Bulletins-Publications,ou de la Commission Européenne/DG-Agri](http://mars.jrc.it/mars/Bulletins-Publications,ou%20de%20la%20Commission%20Europ%C3%A9enne/DG-Agri)
- Les bilans français provisoires et prévisionnels sont fournis par FranceAgriMer.  
Les bilans mondiaux sont établis par le Conseil international des céréales et l'USDA : [www.igc.org.uk](http://www.igc.org.uk) et <https://apps.fas.usda.gov/psdonline/app/index.html#/app/downloads>
- Les données sur le Canada proviennent de StatCan : <http://www.statcan.gc.ca/>
- Les cotations françaises et à Chicago sont reprises de l'hebdomadaire La dépêche / Le petit meunier.

## Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Disar », rubrique « Statistique Agricole Annuelle » pour les séries chiffrées de surfaces, rendements, productions
- dans la rubrique « Conjoncture - Grandes cultures et fourrages » pour les publications Agreste Conjoncture et les données régionales de la situation mensuelle grandes cultures
- Les dernières publications parues sur le thème sont :
  - « Une nette baisse de la production de colza, du fait des conditions de culture défavorables, mais une hausse pour les orges d'hiver », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n°04/10, juin 2019
  - « En 2018, une récolte en baisse à la suite d'une météo défavorable mais des prix globalement plus soutenus qu'en 2017 », synthèse Grandes cultures, n° 2018/327, juin 2018





## En 2018/2019, forte augmentation du prix de la pomme de terre sous l'effet du recul de la production

**En 2018, la production française de pommes de terre recule de 8 %, pénalisée par des conditions climatiques défavorables, malgré la progression continue des surfaces depuis 2015. Ce repli de la production, également constaté chez nos voisins européens, tire les prix à la hausse. En progression sur les deux dernières campagnes, les exportations en volume de pommes de terre françaises, principalement des produits frais, s'accroissent de nouveau sur les huit premiers mois de la campagne 2018/2019. À l'inverse, les importations, essentiellement des produits issus de la transformation, continuent de diminuer. Dans ce contexte, pour les huit premiers mois de la campagne 2018/2019, le solde des échanges extérieurs (frais et transformé) redevient excédentaire.**

### En 2018, la production française recule sous l'effet de la sécheresse

Pour la campagne 2018/2019 (août 2018 à juillet 2019), la production française de pommes de terre (y compris les plants) est évaluée à 7,9 millions de tonnes, en baisse de 8 % par rapport à la récolte 2017 (tableau 1). Elle progresse toutefois de 4 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes ; ce qui en fait la troisième meilleure récolte des trente dernières années après celles de 2017 et 2014.

Malgré des surfaces plantées en hausse continue depuis 2015 (+ 3 % par rapport à 2017 et + 15 % par rapport à la moyenne 2013-2017), la production a été pénalisée par la baisse des rendements due aux conditions météorologiques difficiles de l'année 2018. La croissance des pommes de terre a souffert au printemps de l'abondance de pluie

(engendrant l'apparition de mildiou) et, pendant l'été, de la canicule et d'une pluviométrie déficitaire. L'alternance

de périodes caniculaires et de périodes plus fraîches a favorisé les phénomènes de repousse (résultant de

Tableau 1  
Production française de pommes de terre

	2018	2017	Moyenne 2013-2017
<b>Superficie développée (1 000 ha)</b>			
Plants certifiés de pommes de terre	22	21	19
Pommes de terre de féculerie	24	23	21
Pommes de terre de conservation et demi-saison	145	141	126
Autres	9	9	7
<b>Total pommes de terre</b>	<b>200</b>	<b>194</b>	<b>174</b>
<b>Rendement (t/ha)</b>			
Plants certifiés de pommes de terre	28	30	29
Pommes de terre de féculerie	40	48	48
Pommes de terre de conservation et demi-saison	41	46	45
Autres	38	39	40
<b>Total pommes de terre</b>	<b>39</b>	<b>44</b>	<b>43</b>
<b>Production (1 000 t)</b>			
Plants certifiés de pommes de terre	609	630	560
Pommes de terre de féculerie	955	1 118	1 018
Pommes de terre de conservation et demi-saison	5 972	6 444	5 659
Autres	332	353	294
<b>Total pommes de terre</b>	<b>7 869</b>	<b>8 545</b>	<b>7 532</b>

Source : Agreste - SAA

l'alternance de phases de croissance et de non croissance au cours du cycle végétatif). Les conséquences ont été multiples : germination, déformation des tubercules et, dans les cas les plus graves, tubercules vitreux et noircis. Les teneurs en matière sèche ont souvent été trop faibles, générant des rendements moindres en transformation ; à produit fini équivalent, il faut plus de volumes de pommes de terre que pour une année moyenne. Au moment de l'arrachage, la persistance de sols secs a aussi entravé les récoltes des cultures non irriguées, voire endommagé les tubercules rendant leur conservation plus difficile. En conséquence, les rendements reculent à 39,4 t/ha en 2018/2019, après 44,1 t/ha en 2017/2018, et à 43,3 t/ha pour la moyenne des cinq dernières campagnes.

La pomme de terre de conservation et de demi-saison est la plus cultivée en France. Avec 6 millions de tonnes en 2018, soit les trois quarts de la récolte totale de pommes de terre, la production diminue de 7 % par rapport à 2017 tout en augmentant de 6 % par rapport à la moyenne 2013-2017.

Avec des rendements très faibles, les plus bas depuis 1995, en lien avec les mauvaises conditions climatiques, la récolte de pommes de terre de féculerie (1 million de tonnes) est, pour sa part, en baisse de 15 % par rapport à la campagne précédente. Comparée à la moyenne des cinq dernières campagnes, la contraction est de 6 %.

Enfin, la production de pommes de terre primeur dépasse les 253 000 tonnes pour cette campagne, en progression de 4 % par rapport à la campagne 2017/2018.

### Le recul de la production tire les prix de la pomme de terre à la hausse en 2018/2019

Les prix de la pomme de terre sont très volatils, réagissant fortement aux fluctuations de la production : si cette dernière augmente, les prix diminuent et inversement, si la production recule, les prix s'accroissent. En retour, le niveau des prix d'une campagne influence les évolutions de surfaces plantées la campagne suivante. Avec

un bon niveau de prix pour la pomme de terre durant une campagne, les producteurs sont incités à planter plus de pommes de terre et inversement.

Au-delà de l'effet prix de la pomme de terre, la hausse continue de la demande de l'industrie depuis quelques années et l'augmentation des capacités de transformation des pays du nord-ouest de l'Europe favorisent une hausse tendancielle des surfaces de pommes de terre (encadré 1). Ainsi, la relative bonne tenue des prix en 2017/2018, malgré une récolte 2017 abondante, et les besoins en provenance de l'industrie ont été des facteurs encourageant le développement des surfaces en 2018. Les prix observés en 2017/2018 avaient certes diminué sur un an mais sans atteindre les niveaux bas observés lors de la campagne 2014/2015 (graphique 2).

Sur les huit premiers mois de la campagne 2018/2019, les prix de la pomme de terre, augmentent par rapport à la campagne précédente (+ 46 % selon l'indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap)), en lien avec des disponibilités en recul (graphique 3). Ils dépassent de 4 % le niveau le plus élevé atteint en 2016/2017 et de 44 % les prix moyens des cinq dernières campagnes.

Une des principales variétés de pommes de terre produites en France est la Bintje et son prix (calibre 40 à 70 mm, logée en sac de 10 kg, lavée, départ Nord-Picardie) réagit fortement aux évolutions de la production. Sur les huit premiers mois de la campagne 2018/2019, ce dernier augmente de 120 % par rapport à celui de la campagne précédente et double presque par rapport au prix moyen des cinq dernières campagnes.

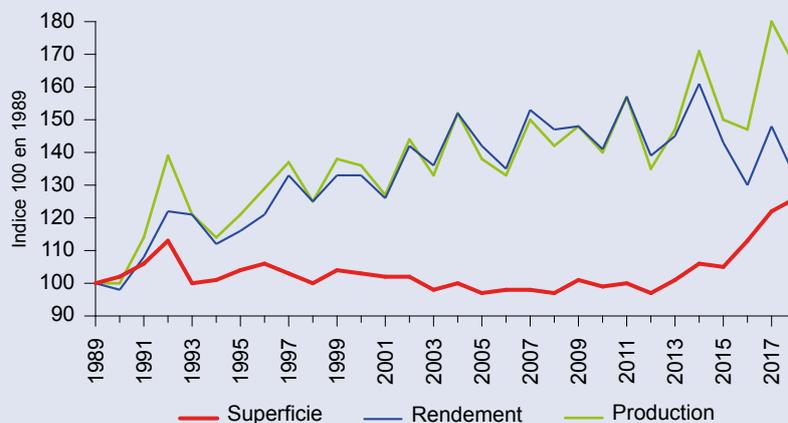
### Des surfaces de pommes de terre en progression

D'une campagne à l'autre, les surfaces, les rendements et donc la production sont soumis à des fluctuations plus ou moins fortes. On distingue toutefois deux grandes tendances depuis le début des années 90. La première, jusqu'en 2008, se caractérise par une baisse des surfaces plantées plus que compensée par la croissance des rendements qui tire à la hausse la production de pommes de terre (+ 2 % par an entre les campagnes 1989/1990 et 2008/2009).

Parallèlement, la diminution des superficies s'accompagne d'un recentrage des terres sur les régions les plus productrices. A contrario, à partir de la campagne 2009/2010, la poursuite de la hausse de la production est davantage le fait des surfaces, qui augmentent de manière significative, en particulier depuis 2013/2014, malgré une rupture en 2015 (graphique 1). En 2018, elles retrouvent des niveaux qui n'avaient plus été atteints depuis les années 80.

Graphique 1

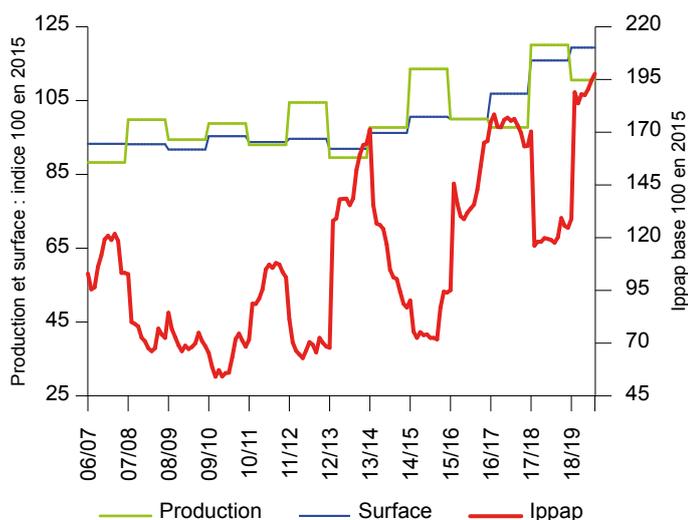
#### Une tendance marquée à l'augmentation des surfaces depuis 2013



Source : Agreste - SAA

## Graphique 2

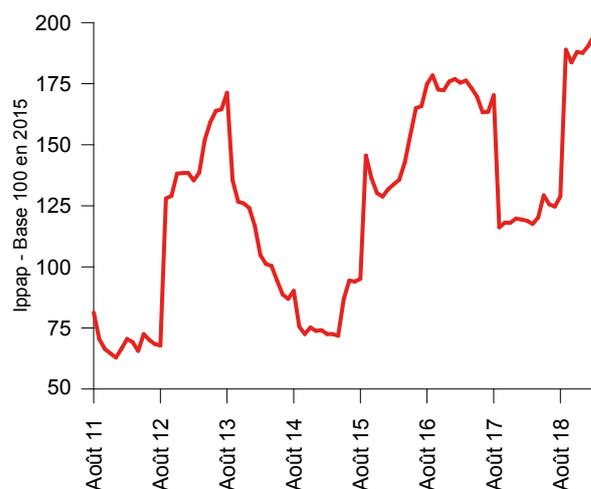
### Les prix réagissent fortement aux variations de production



Sources : Insee, Agreste

## Graphique 3

### Des prix de la pomme de terre élevés en 2018/2019



Source : Insee

### Le repli de la production européenne favorise la progression des exportations françaises de pommes de terre en frais

Sur les huit premiers mois de la campagne 2018/2019, dans un contexte de diminution de la production européenne, les exportations françaises en volume de pommes de terre en frais s'accroissent (+ 8 % par rapport à la campagne 2017/2018), atteignant près de 1,7 million de tonnes, malgré le repli de la production. Cette situation est favorisée par la relative bonne tenue de la production française, comparativement aux autres grosses productions européennes (encadré 2).

En 2018/2019, la hausse des exportations prolonge celle enregistrée en 2017/2018. Lors de cette campagne, les exportations avaient progressé vers la plupart de nos partenaires européens en dépit de baisses vers la Grèce et, à un degré moindre, vers l'Irlande.

La France exporte ses pommes de terre en frais presque exclusivement vers l'Union européenne, même si pour les plants de pommes de terre (8 % des quantités exportées ces cinq dernières années), les destinations sont nettement plus diversifiées.

### Baisse des récoltes européennes en 2018/2019

En Europe, la récolte 2018 de pommes de terre diminue de 16 % par rapport à celle de 2017, du fait de surfaces en baisse (principalement au Royaume-Uni et en Pologne) mais aussi de la sécheresse et des températures caniculaires sur tout le nord-ouest de l'Europe (tableau 2).

La production européenne demeure extrêmement concentrée : six pays (Allemagne, France, Belgique, Pays-Bas, Royaume-Uni et Pologne) rassemblent près des trois quarts de la production totale de l'UE. La production allemande,

la première dans l'UE, diminue de 24 % par rapport à 2017 et de 18 % par rapport à la moyenne 2013-2017. Sur un an, il en va de même pour les autres grands producteurs : entre - 17 % pour la Pologne et - 31 % pour la Belgique. La production belge a d'autant plus souffert de la canicule, que la part des surfaces de pommes de terre irriguées dans ce pays ne dépasse pas les 3 %. Par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes, les baisses sont un peu moins marquées mais se situent entre - 3 % pour la Pologne et - 20 % pour la Belgique.

Tableau 2

#### En 2018, repli des productions dans l'UE\*

	Surfaces (1 000 ha)		Production (1 000 t)	
	2018	2017	2018	2017
Allemagne	252	251	8 921	11 720
France	200	194	7 869	8 545
Pologne	300	321	7 400	8 956
Pays-Bas	165	161	6 030	7 392
Royaume-Uni	121	145	5 028	6 218
Belgique	93	93	3 045	4 417
Roumanie	168	171	2 971	3 117
Espagne	67	71	2 003	2 239
Danemark	52	50	1 807	2 171
Italie	46	49	1 308	1 347
Autres pays	224	241	5 550	5 867

\* Y compris plants.

Source : Eurostat

Sur les huit premiers mois de la campagne 2018/2019, les ventes de pommes de terre à la Belgique, au Portugal et à l'Espagne (qui constituent les quatre principaux clients de la France avec l'Italie) progressent respectivement de + 106 000, + 27 000 et + 10 000 tonnes. En revanche, les exportations reculent fortement vers l'Italie (- 41 000 tonnes) et la Hongrie (- 11 000 tonnes).

Avec des importations en baisse sur cette période (- 16 % sur un an), la France conforte son excédent en pommes de terre fraîches (*graphique 4*).

### Croissance de la demande industrielle en pommes de terre en 2018/2019

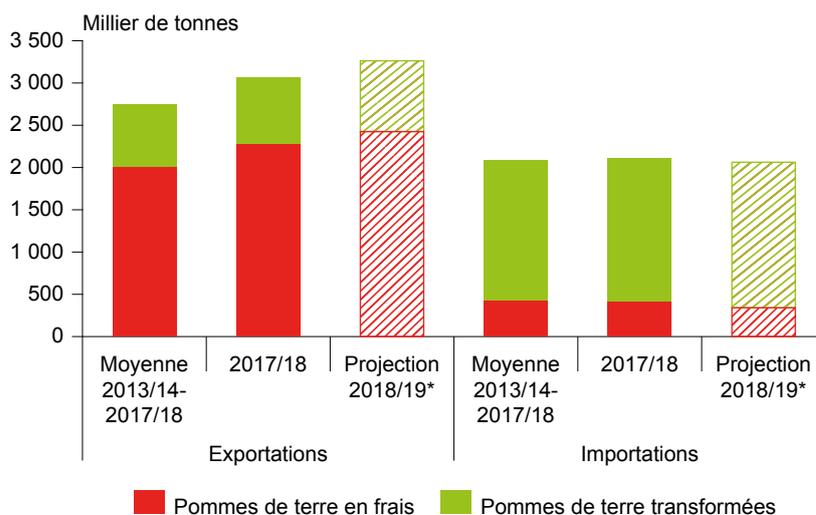
En France, une dizaine d'usines sont en charge de la transformation des pommes de terre. Les variations d'activité d'une année sur l'autre dépendent de deux facteurs : le niveau des disponibilités au démarrage de la campagne (période de « soudure » entre deux campagnes) et le taux de matière sèche des pommes de terre qui joue sur le coefficient de transformation (lui-même influencé par les conditions climatiques pendant le développement des cultures).

Entre juillet 2018 et mars 2019, les approvisionnements des usines françaises en pommes de terre s'élèvent à 928 000 tonnes, en augmentation de 37 000 tonnes par rapport à la même période de la campagne précédente, selon le Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre (GIPT). Si cette tendance se confirme sur l'ensemble de la campagne, il s'agirait de la deuxième année consécutive de hausse des quantités utilisées pour la transformation.

En 2017/2018, 1,2 million de tonnes de pommes de terre avaient alimenté les usines sur l'ensemble de la campagne, en hausse de 6 % par rapport à une campagne 2016/2017 plutôt décevante du point de vue des quantités utilisées pour la transformation (deuxième année de baisse consécutive après une

### Graphique 4

#### La France exporte des pommes de terre en frais et importe des pommes de terre transformées



\* Projection sur la base des huit premiers mois de la campagne.  
Source : DGDDI (Douanes)

campagne 2014/2015 exceptionnelle). 65 % des pommes de terre livrées aux usines sont destinées à la fabrication de pommes de terre surgelées, 16 % à la production de pommes de terre déshydratées, 13 % à celle de chips et enfin, 6 % à la production d'autres produits.

### Hausse des exportations de pommes de terre transformées depuis deux campagnes

Depuis la campagne 2016/2017, les volumes exportés (exprimés en équivalent pommes de terre) de préparations à base de pommes de terre progressent. Il en va de même sur les huit premiers mois de la campagne 2018/2019 (+ 33 000 tonnes soit + 6 % par rapport à la même période de 2017/2018) du fait notamment de la demande croissante en provenance du Royaume-Uni et de l'Espagne.

De leur côté, les importations de pommes de terre transformées augmentent sur la même période (+ 21 000 tonnes soit + 2 % par rapport à 2017/2018), confirmant la tendance haussière enregistrée lors des cinq dernières campagnes.

Avec une progression des exportations supérieure à celle des importations,

le déficit de la balance commerciale des pommes de terre transformées en volume pourrait de nouveau s'améliorer en 2018/2019.

### Progression de la valeur de l'excédent commercial en pommes de terre (fraîches et transformées)

Grâce à des exportations de pommes de terre en l'état (frais) en hausse sur les huit premiers mois de la campagne 2018/2019 et à des prix élevés qui permettent de compenser l'accroissement des achats de produits transformés, le solde commercial global de la filière pommes de terre redevient excédentaire (à 247,3 millions d'euros contre un déficit de 2,5 millions d'euros lors des huit premiers mois de 2017/2018).

Lors de la campagne 2017/2018, les exportations en valeur de produits frais avaient diminué de 23 % sur un an sous l'effet de la baisse des prix, malgré la croissance des quantités expédiées, faisant ainsi chuter l'excédent des pommes de terre en l'état (- 82,5 millions d'euros sur un an). Bien que le déficit soit stabilisé en produits transformés, la balance commerciale globale en pommes de terre était ainsi redevenue déficitaire (à - 16,6 millions d'euros

sur l'ensemble de la campagne), après deux campagnes excédentaires (60,4 millions en 2015/2016 et 65,8 millions d'euros en 2016/2017).

### **Hausse de la consommation de pommes de terre surgelées et de chips en 2018/2019**

Contrairement à la campagne précédente, les achats de produits surgelés par les ménages sont en augmentation sur la période allant de juillet 2018 à avril 2019 par rapport à la même période de 2017/2018, selon le GIPT et Kantar Worldpanel.

Les achats de frites surgelées progressent sensiblement. En revanche, dans le prolongement de 2017/2018, les ventes de produits sous vide continuent de se détériorer. La baisse est cependant moins importante qu'en 2017/2018. De même, les ventes de purée déshydratée reculent après une relative stabilité sur la période 2017/2018. À l'inverse, la consommation de chips continue de croître.

Quant à la consommation de pommes de terre fraîche, elle a été plutôt calme notamment durant l'automne 2018 avec des conditions météorologiques

peu propices aux achats. Cette situation a perduré jusqu'en fin d'année. Début 2019, la situation ne s'améliore pas puisque les achats de pommes de terre effectués sur janvier-février 2019 sont inférieurs à ceux de la même période de l'année précédente, selon FranceAgriMer. Ces évolutions sont à l'image de la contraction des volumes achetés pour la campagne 2017/2018 à la suite notamment de perturbations dans l'approvisionnement de certains magasins à la fin de l'hiver, d'après le Comité national interprofessionnel de la pomme de terre (CNIPT) et Kantar Worldpanel.

### **Quelques chiffres sur la filière pommes de terre**

- Environ 21 000 exploitations produisent des pommes de terre (source : Agreste - RA 2010).
- En 2018, le chiffre d'affaires de la production de pommes de terre s'élève à 2,8 milliards d'euros (source : Insee - Comptes prévisionnels de l'agriculture).
- Le chiffre d'affaires de l'industrie de la transformation et de la féculerie représente près de 0,8 milliard d'euros (source : GIPT).
- Les utilisations de la fécule sont variées : alimentaires (nouilles chinoises, sauces, confiseries...) mais surtout industrielles (papeterie-cartonnerie, cosmétiques, emballages...) (source : GIPT).
- En France, le niveau de consommation des pommes de terre à l'état frais et transformé est d'environ 47 kg/an/habitant (source : Agreste - Bilans d'approvisionnement).
- Durant la campagne 2017/2018, la consommation apparente des français en produits transformés à base de pommes de terre s'est élevée à 2 millions de tonnes équivalent pommes de terre (sources : DGDDI, FNTPT).
- En 2017/2018, les achats des ménages en pommes de terre transformées pour la consommation à domicile se répartissent ainsi : 73 % pour des frites et des spécialités surgelées (46 % en valeur), 17 % pour des chips (42 % en valeur), 7 % pour des purées déshydratées (9 % en valeur) et 3 % pour les produits sous vide (2 % en valeur) (sources : GIPT, Kantar Worldpanel).

## Sources, définitions et méthodes

### Sources

- Statistique agricole annuelle : données de surface, de production et de rendement
- Groupement des producteurs de pommes de terre du Nord-Ouest européen : données européennes
- Eurostat : données de surface et de production au niveau européen
- DGDDI : données du commerce extérieur
- Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre : données concernant la pomme de terre transformée
- Comité national interprofessionnel de la pomme de terre : données concernant la pomme de terre en l'état
- Kantar Worlpanel : données sur les achats de pommes de terre (en l'état et transformées)

### Définitions

- La pomme de terre de transformation comprend la féculerie et les produits transformés (frites, congelés, séchés, flocons, etc.). La pomme de terre de conservation concerne les pommes de terre à l'état frais ou réfrigéré, à l'exclusion des primeurs et des semences.

## Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Disar », rubrique « Conjoncture végétale - Conjoncture Grandes cultures » pour les séries chiffrées du commerce extérieur dans la rubrique « Conjoncture - Grandes cultures et fourrages » pour les publications Agreste Conjoncture

### Et aussi les publications Agreste Conjoncture :

- Infos rapides Grandes cultures et fourrages, paraissant chaque mois sauf en janvier et mars.
- « Le recul de la production française de pommes de terre en 2016 maintient les cours à un niveau élevé », Synthèse Pomme de terre n° 2017/308, juin 2017



## En France, depuis l'automne 2018, le recul de la collecte laitière soutient les prix

**En 2018, la collecte mondiale de lait de vache progresse sur un an mais de façon inégale selon les pays et la période. En légère hausse en Europe, la collecte de lait reste globalement stable en France sur l'année. Un recul s'amorce toutefois depuis septembre et semble se confirmer début 2019. Les prix à la production, après avoir diminué sur un an sur le cumul juillet-septembre 2018, se redressent de façon plus marquée début 2019. Les moindres disponibilités en lait limitent la progression des fabrications françaises et la plupart des exportations se contractent en volume.**

### En 2018, la collecte laitière mondiale de lait de vache continue de croître, sauf en Australie et dans l'UE

En janvier et février 2018, la collecte mondiale de lait de vache poursuit sa croissance au même rythme qu'en 2017 avant de se stabiliser, en lien avec le repli des collectes européenne et australienne.

Dynamique en début d'année (+ 3 % de janvier à mai 2018 par rapport à la même période de 2017), la collecte australienne ralentit dès le mois de juin, en raison de la sécheresse ; le repli se prolonge les mois suivants (- 4,3 % sur la période de juin à novembre 2018).

En Nouvelle-Zélande, a contrario, la collecte de lait fléchit au premier trimestre 2018 du fait de la sécheresse (- 2,9 %), puis reprend à partir de juin grâce à des conditions climatiques plus favorables (+ 4,4 % de juin à décembre 2018 par rapport à la même période de 2017).

Aux États-Unis, la collecte de lait progresse plus modérément que

les années précédentes (+ 1 % en 2018). Après deux années de repli, la production de lait se redresse en Argentine (9,2 millions de tonnes sur 11 mois), malgré un contexte économique dégradé qui freine l'activité des producteurs laitiers.

En 2018, la collecte de lait des cinq principaux exportateurs (Nouvelle-Zélande, Australie, États-Unis, Argentine et Union européenne) augmenterait d'environ 1 % par rapport à 2017.

### Recul de la collecte laitière européenne sur la seconde moitié de l'année 2018

En cumulé sur l'ensemble de l'année 2018, la collecte laitière atteint 157,3 millions de tonnes dans l'Union européenne (UE28), en légère hausse de 0,8 % par rapport à 2017, d'après Eurostat.

Au 1<sup>er</sup> semestre 2018, la collecte est dynamique, à 80,8 millions de tonnes, en augmentation de 1,7 % par rapport à 2017. Les volumes se stabilisent ensuite sur un an jusqu'en octobre, avant un

repli en novembre, puis décembre 2018 (graphique 1). C'est ainsi que la collecte ralentit au second semestre (- 0,1 %), en raison d'un déficit en fourrages plus ou moins marqué selon les pays producteurs, engendré par un printemps pluvieux et la canicule de l'été (tableau 1 - graphique 2).

Graphique 1

**Au second semestre 2018, croissance ralentie de la collecte européenne**

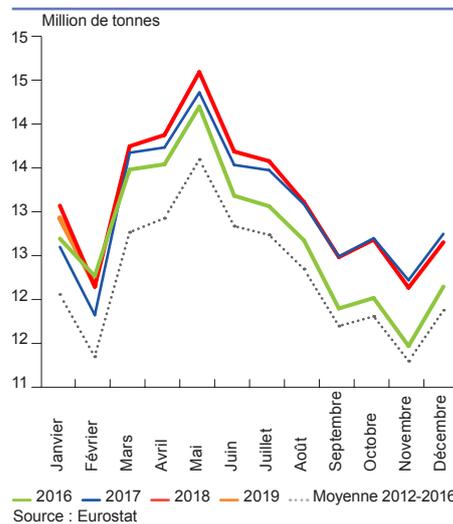


Tableau 1

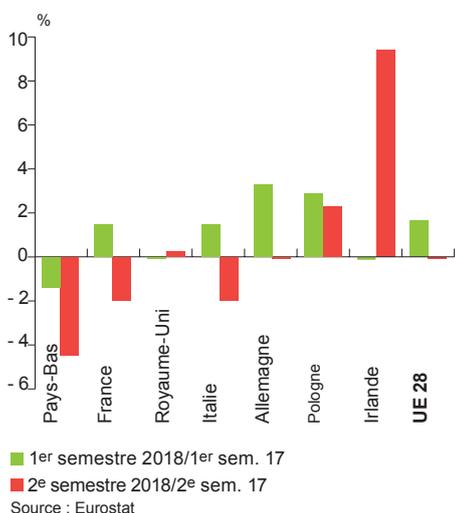
**En 2018, légère hausse de la collecte de lait de vache dans l'UE**

	Collecte (1 000 t.)	2018/2017 (%)	1 <sup>er</sup> semestre 18 1 <sup>er</sup> sem. 17 (%)	2 <sup>e</sup> semestre 18 2 <sup>e</sup> sem. 17 (%)
Allemagne	32 486	1,7	3,3	0,1
France	24 583	-0,2	1,5	-2,0
Royaume-Uni	15 181	0,2	0,1	0,3
Pays-Bas	13 879	-2,9	-1,4	-4,5
Pologne	11 946	2,6	2,9	2,3
Italie	11 944	0,4	1,5	-2,0
Irlande	7 804	4,4	0,0	9,4
<b>UE 28</b>	<b>157 272</b>	<b>0,8</b>	<b>1,7</b>	<b>-0,1</b>

Source : Eurostat

Graphique 2

**Au second semestre 2018, net ralentissement de la collecte dans la plupart des pays européens, à l'exception de l'Irlande**



La baisse ou le ralentissement de la production de lait enregistrés au second semestre 2018 conduisent certains pays à réduire leur cheptel (notamment en Allemagne, Italie, et Espagne).

De leur côté, les Pays-Bas affichent une forte chute de leur production de lait dès le 1<sup>er</sup> semestre 2018 (- 1,4 % au 1<sup>er</sup> semestre ; - 4,5 % au 2<sup>d</sup> semestre), ce pays ayant mis en œuvre depuis 2017 un plan de réduction des phosphates afin de se conformer à la directive nitrates dont l'objectif est de réduire la pollution de l'eau générée par les activités agricoles.

Dans d'autres pays enfin, la croissance de la production est plus

modérée qu'en 2017 : la Pologne, le Royaume-Uni et l'Italie.

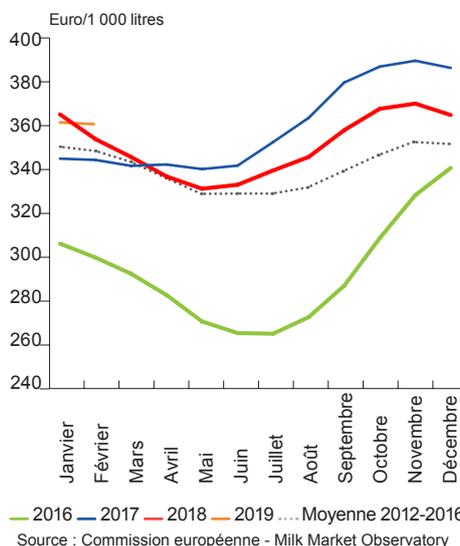
Cette tendance à la baisse se confirme en janvier 2019 (- 1,1 % sur un an) chez la plupart des principaux producteurs : Allemagne (- 0,7 %), France (- 2,6 %) ou Pays-Bas (- 3,6 %). En revanche, la collecte progresse au Royaume-Uni et en Pologne (respectivement + 2,9 % et + 3,6 % en janvier 2019).

**En 2018, des prix du lait en baisse en Europe**

En moyenne sur l'année 2018, le prix du lait de vache diminue de 2,2 % dans l'UE (graphique 3). En début d'année, le prix moyen du lait à teneurs réelles est nettement supérieur à son niveau de 2017 (+ 6,3 % en janvier 2018 par rapport

Graphique 3

**Début 2019, les prix du lait se redressent en Europe**



Source : Commission européenne - Milk Market Observatory

à 2017) mais la baisse entamée à l'automne 2017 se poursuit d'un mois sur l'autre, conduisant, dès avril 2018, à des niveaux inférieurs à ceux de 2017 (- 1,5 %). En mai, le cours atteint son niveau le plus bas (330 € pour 1 000 litres). Au 2<sup>d</sup> semestre 2018, le prix du lait est ainsi en retrait de 4,7 % par rapport à 2017.

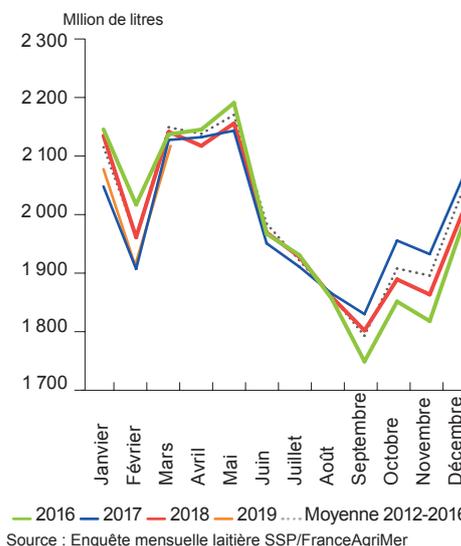
Tirés par une collecte européenne en baisse, les cours se redressent début 2019, atteignant 360 € pour 1 000 litres en février 2019, soit + 1,5 % sur un an.

**Décrochage de la collecte laitière française à l'automne 2018**

En 2018, la collecte française de lait de vache s'établit à 23,8 milliards de litres, en légère baisse de 0,2 % par rapport à 2017, s'établissant au niveau de 2016 (graphique 4). Au 1<sup>er</sup> semestre 2018, la production laitière française progresse de 1,3 % par rapport à 2017 (+ 30 % pour le lait biologique - encadré 1), dans la continuité de la hausse de l'automne 2017. Elle atteint 12,5 milliards de litres. De mars à août 2018, les niveaux de collecte sont proches de ceux de 2017. Un net décrochage se produit à partir de septembre et s'amplifie en fin d'année : la production laitière recule ainsi de 1,9 % au 2<sup>d</sup> semestre (- 3,8 % en novembre au plus fort de la baisse).

Graphique 4

**Un pic de collecte en retrait par rapport à la moyenne 2012-2016**



Source : Enquête mensuelle laitière SSP/FranceAgriMer

Le ralentissement de la collecte résulte de conditions météorologiques défavorables ayant affecté la production laitière pendant une bonne partie de l'année : fortes pluies au printemps, suivies d'un long épisode de sécheresse de juin à septembre. Dans un contexte de trésoreries affaiblies, certains éleveurs ont ainsi dû puiser dans leurs stocks de fourrages hivernaux pour compenser le manque d'herbe et ont parfois été contraints de réduire leur cheptel (hausse de 1,6 % des abattages en 2018).

Début 2019, le ralentissement de la collecte de lait de vache se poursuit (- 2,2 % en cumul sur janvier à mars par rapport aux mêmes mois de 2018). La collecte recule ainsi sur un an depuis huit mois, malgré le redressement du prix du lait.

### Début 2019, hausse du prix du lait en France

Après s'être redressé en 2017 (+ 13,4 % par rapport à 2016), le prix moyen du lait de vache payé au producteur augmente très légèrement en 2018 (+ 1,4 % sur un an) et plus fortement par rapport à la moyenne 2012-2016 (graphique 5). Cette situation masque cependant des disparités en cours d'année. À l'été 2018, le prix du lait de vache diminue par rapport à 2017 (- 0,1 % sur un an en juillet, + 0,4 % en août et - 0,7 % en septembre), conséquence du repli du prix du beurre fin 2017 et du cours historiquement bas de la poudre de lait écrémé.

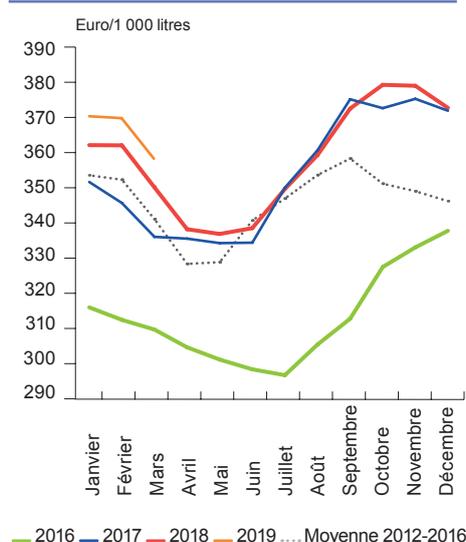
Le cours moyen du lait se redresse à l'automne 2018 et surtout début 2019 (+ 2,3 % en moyenne sur les trois premiers mois de l'année). Ce rebond est lié à la revalorisation des produits industriels d'une part et au ralentissement de la collecte de lait française et européenne d'autre part.

### Dans un contexte de léger recul de la collecte, seules les fabrications françaises de beurre sont bien orientées en 2018

Après un recul de 3,7 % en 2017, la production française de beurre

### Graphique 5

#### Des prix du lait en hausse début 2019



Source : Enquête mensuelle laitière SSP/FranceAgriMer

se redresse au 1<sup>er</sup> semestre 2018 (+ 4,2 % sur un an), grâce à une demande plus soutenue - y compris sur le marché mondial - et à un prix élevé du beurre incitant les fabricants à accroître les volumes produits (tableau 2). Son repli au 2<sup>d</sup> semestre entraîne cependant un recul des fabrications sur l'ensemble de l'année 2018 (- 1,4 % par rapport à 2017). La tendance se poursuit sur les trois premiers mois de 2019 (- 3,9 %).

En 2018, les moindres disponibilités en lait limitent la production de crème conditionnée et de poudre de lait écrémé. Dynamiques ces dernières années, les fabrications de crème conditionnée diminuent. Elles se

redressent toutefois en début d'année 2019 (+ 0,9 % sur les trois premiers mois). Celles de poudre de lait écrémé fléchissent sensiblement en 2018 (- 7 % au 1<sup>er</sup> semestre, - 12 % au second semestre), et de façon moins marquée sur les trois premiers mois de l'année 2019 (- 3,3 %) en raison du déstockage massif des stocks publics sur le marché européen. À la mi-avril 2019, il ne reste en effet plus qu'un millier de tonnes de poudre de lait écrémé dans les stocks publics, contre plus de 378 000 tonnes au début de l'année 2018. Les adjudications successives tout au long de l'année 2018 ont permis un redressement des cours (hausse de 32 % de la cotation de poudre de lait écrémé pour l'année 2018), qui repassent au-dessus du prix d'intervention en décembre 2018.

À l'image du repli de 2017 (- 0,3 %) la plupart des fabrications de fromage diminuent en 2018 (- 0,9 %). Seules les fabrications de pâtes pressées non cuites se maintiennent. Elles semblent toutefois mieux résister à l'insuffisance des disponibilités que les autres produits laitiers. Début 2019, les fabrications de fromages se redressent même légèrement : + 0,5 % sur le total en janvier-février, + 3,6 % pour les fromages à pâte pressée non cuite, + 3,5 % pour ceux à pâte molle, + 1,1 % pour les pâtes pressées cuites et + 7,2 % pour les fromages à pâte persillée.

Les fabrications de lait conditionné fléchissent en 2018 ainsi que début 2019 (- 0,6 % en janvier-février 2019).

### Tableau 2

#### En 2018, baisse de la plupart des fabrications dans un contexte de contraction des achats des ménages

	Total 2017 (kg)	Total 2018 (kg)	2018/2017 (%)	1 <sup>er</sup> semestre 18 1 <sup>er</sup> sem. 17 (%)	2 <sup>e</sup> semestre 18 2 <sup>e</sup> sem. 17 (%)
Lait conditionné*(l)	3 300 595	3 173 906	- 3,8	- 1,8	- 6,0
Yaourts et desserts lactés	2 099 885	2 062 159	- 1,8	- 2,5	- 1,0
Crème conditionnée	465 356	458 784	- 1,4	- 1,6	- 1,2
Beurre	394 367	401 081	1,7	4,2	- 1,4
Poudre	555 165	501 545	- 9,7	- 7,4	- 12,2
Fromages frais	606 583	599 162	- 1,2	- 2,2	- 0,2
Fromages à pâte molle	411 700	410 787	- 0,2	- 0,4	- 0,1
Fromage à pâte persillée	38 810	37 397	- 3,6	- 0,2	- 6,8
Fromages à pâte pressée non cuite	243 167	244 688	0,6	0,6	0,6
Fromages à pâte pressée cuite	367 016	360 432	- 1,8	- 0,9	- 2,8

\* en litres

Source : Enquête mensuelle laitière SSP/FranceAgriMer

D'autres produits ultra-frais enregistrent une réduction de leur production en 2018, à l'instar de la consommation atone de ces produits : les yaourts et desserts lactés et les fromages frais. Dans un contexte de repli de la collecte de lait plus marqué au second semestre 2018 et de diminution tendancielle de la consommation domestique de produits laitiers frais, les transformateurs ont privilégié les fabrications de beurre et, dans une moindre mesure, celles de certains fromages.

### En 2018, les exportations françaises de beurre reculent en volume mais augmentent en valeur

En 2018, les exportations françaises sont majoritairement en retrait, en lien avec le repli de la collecte. C'est notamment le cas des yaourts (- 8,1 % en volume par rapport à 2017), de la crème conditionnée (- 14,1 %) et des desserts lactés de conserve (- 2,6 %).

À la réduction des volumes exportés de lait en poudre et de poudre de lactosérum (respectivement - 3,9 % et - 4,8 %), s'ajoute une dégradation des prix. En valeur, les exportations de lait en poudre et de poudre de lactosérum se contractent ainsi respectivement de - 16,9 % et de - 13,3 % en 2018. Avec une diminution des volumes (- 1,6 %) mais une envolée des prix, les exportations de beurre augmentent de 6,9 % en valeur sur la même période.

Les exportations de fromages sont stables (+ 0,1% en volume) avec toutefois des différences selon les catégories : les ventes de fromages fondus reculent (- 5 % en volume et - 2,1 % en valeur) comme celles de fromages frais (- 2,1 % en volume et - 2,7 % en valeur) tandis que les exportations de fromages à pâte molle augmentent (+ 1,6 % en volume, + 3 % en valeur) ainsi que celles de fromages à pâte pressée

cuite (+ 2,2 % à la fois en volume et en valeur). En début d'année 2019, en revanche, les exportations de fromages sont dynamiques (+ 4,8 % en volume en cumul sur janvier-février, + 4,4 % en valeur), en particulier pour les fromages fondus et les fromages frais (respectivement + 10,3 % et + 7,7 % en volume, et + 8,8 % et + 4,9 % en valeur).

Les exportations de lait en poudre se redressent en janvier-février 2019 (+ 15,5 %), mais la tendance à la baisse se confirme pour les yaourts (- 12,4 %), les desserts lactés de conserve (- 0,3 %) et la poudre de lactosérum (- 10,2 %).

La France, comme le reste de l'UE, demeure pénalisée par la fermeture du marché russe. Les exportations

françaises vers la Chine sont, quant à elles, inégales. Après une forte hausse en volume en 2018 (+ 29,6 %) mais une baisse de 3,5 % en valeur, les exportations de desserts lactés de conserve diminuent début 2019 (- 58,5 % sur le cumul janvier-février en volume, - 31,4 % en valeur). En revanche, les ventes de crème conditionnée, en fort recul en 2018 (- 30,4 % en volume et - 12,5 % en valeur), repartent à la hausse début 2019 (+ 21,7 % en volume, + 24,2 % en valeur). De même, les exportations de lait en poudre se redressent début d'année 2019 (+ 33,3 % en cumul sur janvier et février, contre - 9 % sur l'année 2018). Enfin, les exportations de poudre de lactosérum restent très dynamiques (+ 12 % en 2018 et + 28,1 % en janvier-février 2019).

#### Encadré 1

##### Alors que la collecte française de lait biologique continue d'augmenter, les prix baissent pour la première fois

Avec 26 % de producteurs de lait de vache biologique supplémentaires de septembre 2017 à avril 2018, la collecte de lait de vache biologique augmente fortement en 2018 (+ 30 % par rapport à 2017), après une hausse de 11,7 % en 2017. En décembre 2018, le lait bio représente 3,7 % de la collecte laitière nationale, contre 3,1 % en début d'année.

Début 2019, la part de la collecte biologique continue de croître (3,9 % de l'ensemble de la collecte laitière nationale en mars). Quoique toujours soutenu, le rythme de collecte est toutefois moins marqué qu'en 2018 (+ 15,9 % sur les trois premiers mois de l'année).

En parallèle, sur les trois premiers mois de 2019, le prix moyen du lait de vache bio diminue pour le quatrième mois consécutif (- 1,7 % sur un an).

En progressant parfois plus rapidement que la consommation, du fait de conversions par à-coups, les conversions des producteurs pourraient générer des surproductions et déséquilibrer le marché du bio. Pour éviter tout risque de surplus et de déclassement du lait biologique en lait conventionnel et même si le dynamisme de la demande des ménages français pour les produits biologiques se poursuit, certaines coopératives ont décidé de ralentir les conversions au bio de leurs producteurs et de limiter les volumes de lait produits.

## Sources, définitions et méthodes

- L'enquête mensuelle laitière (EML) réalisée par FranceAgriMer et le service de la statistique et de la prospective (SSP) du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation pour les données de collecte de lait, de prix du lait et de fabrication de produits laitiers. C'est une enquête administrative depuis janvier 2016 en application du décret 2015-729 du 24 juin 2015 relatif aux informations de suivi économique dans le secteur du lait et des produits laitiers. Elle permet de répondre notamment aux obligations réglementaires européennes de la directive 96/16/CE sur les statistiques laitières et contribue à la réponse au règlement 1165/98 sur les statistiques conjoncturelles (Ipi).
- Les statistiques de la Direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI) pour les données sur le commerce extérieur.
- La Commission européenne pour les données de prix du lait, les quantités fabriquées dans les Etats membres et les stocks.  
<http://ec.europa.eu/eurostat/fr/data/database>  
[http://ec.europa.eu/agriculture/milk-market-observatory/latest-statistics/productions-stocks\\_en.htm](http://ec.europa.eu/agriculture/milk-market-observatory/latest-statistics/productions-stocks_en.htm)
- L'enquête FranceAgriMer/ATLA pour les prix des produits industriels.
- Calcul du prix du lait de vache : le prix à teneurs réelles est le prix du lait réfrigéré départ exploitation, toutes primes comprises et toutes qualités confondues, à teneurs réelles en matière grasse et matière protéique. Ce prix s'entend TVA non comprise, cotisations non déduites. Les avances ou récupérations d'avances sont comprises. Il se calcule en rapportant le total des paiements aux producteurs à la quantité collectée. Les prix moyens diffusés prennent en compte tous les types de laits : lait non bio et non AOP, lait bio, lait pour productions AOP. Le prix moyen est la moyenne des prix individuels (prix des répondants et prix estimés des non répondants) pondérés par la collecte.

## Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture - Lait » pour les publications Agreste Conjoncture
- dans la rubrique « Conjoncture – Séries mensuelles (bulletin) - Lait » pour les principales séries chiffrées
- Les dernières publications parues sur le thème sont :
  - le recul de la collecte de lait de vache se réduit en mars», Agreste Infos Rapides Lait, n°5/11, mai 2019
  - résultats définitifs 2017 de l'enquête annuelle laitière sur le site Agreste :  
<http://agreste.agriculture.gouv.fr/enquetes/entreprises-agroalimentaires/enquete-annuelle-laitiere/>





## En 2018, hausse sur un an des abattages d'agneaux et des prix à la production

**En 2018, la production française d'agneaux se replie de nouveau en têtes et en poids mais les abattages sont en légère hausse. L'excédent commercial des échanges d'agneaux vivants se dégrade, du fait de la forte baisse des exportations. Le repli de la demande de viande ovine se répercute sur les importations. Bien qu'en baisse, elles restent toutefois majoritaires dans la consommation de viande. Confronté à partir de l'été à des produits importés à des prix faibles, le cours de l'agneau est néanmoins en hausse sur un an. Début 2019, les cotations restent en deçà des niveaux de 2018.**

### En 2018, une production d'agneaux en recul en têtes et en poids

En 2018, après le sursaut de 2016, la production d'agneaux (82 % de la production ovine totale) se replie de nouveau en têtes (- 0,7 % et - 27 000 têtes par rapport à 2017). Elle s'établit à un peu plus de 3,8 millions de têtes. La baisse est moins sensible en poids, la production se

situant 0,4 % en deçà du niveau de 2017 (*graphique 1*). La production d'agneaux recule mais les abattages se redressent (*tableau 1*).

### En 2018, davantage d'agneaux abattus en France

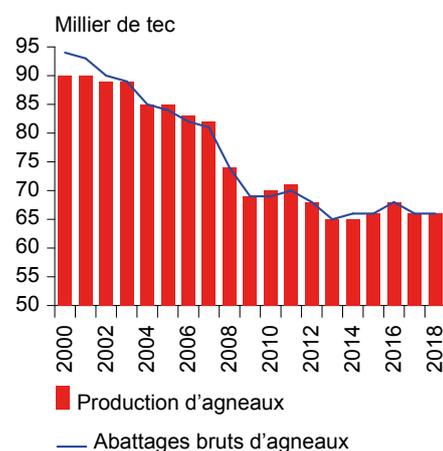
En 2018, avec 3,64 millions de têtes, les abattages d'agneaux sont en hausse de 0,6 %, par rapport à 2017 (+ 12 000 têtes) (*graphique 2*). En effet, les exportations d'agneaux issus des différents bassins laitiers ayant baissé, les animaux ont été davantage engraisés et abattus en France. Cette hausse n'infléchit cependant pas le repli tendanciel par rapport à la moyenne des cinq dernières années (- 0,8 % en 2018). Le recul de 7 % depuis 2011 des effectifs de femelles ovines reproductrices (- 400 000 têtes) explique la baisse régulière des abattages d'agneaux en têtes (- 1,2 % en moyenne par an entre 2011 et 2018).

Durant les six premiers mois de l'année 2018, les abattages d'agneaux en têtes sont en retrait, voire très proches des niveaux de 2017, puis les dépassent à partir du mois de juillet.

Au moment des deux pics traditionnels d'abattage, la fête de Pâques au printemps, et celle de l'Aïd-El-Kébir à l'automne, les abattages d'ovins reculent sur un an : - 7 500 têtes lors de la période de Pâques pour les mois de mars et avril et - 20 000 têtes lors de la fête de l'Aïd-El-Kébir, pour les mois d'août et de septembre.

Graphique 1

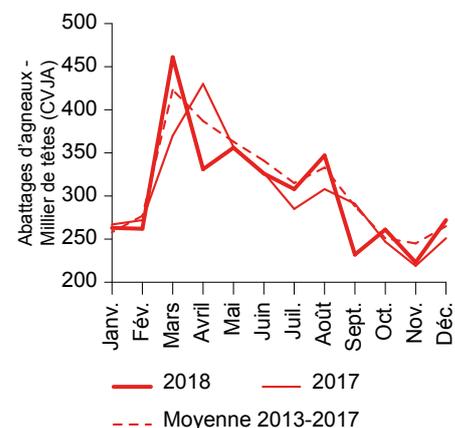
En 2018, nouveau repli sur un an de la production d'agneaux



Source : Agreste

Graphique 2

En 2018, des abattages d'agneaux globalement inférieurs à la moyenne 2013-2017



Source : Agreste

## Graphique 1

### En 2018, recul sur un an de la production d'agneaux en têtes et hausse de celle d'ovins de réforme

		2000	2017	2018	2018/2017
		Millier de têtes			%
<b>Agneaux</b>	Abattages d'agneaux (a)	5 423	3 623	3 644	0,6
	Exportations (b)	525	410	366	- 10,8
	Importations (c)	678	180	184	2,3
	<b>Production d'agneaux (a + b - c)</b>	<b>5 270</b>	<b>3 853</b>	<b>3 826</b>	<b>- 0,7</b>
<b>Ovins adultes</b>	Abattages d'ovins adultes (d)	639	572	576	0,6
	Exportations (e)	202	57	48	- 16,5
	Importations (f)	151	28	20	- 27,2
	<b>Production d'ovins adultes (d + e - f)</b>	<b>690</b>	<b>602</b>	<b>603</b>	<b>0,3</b>
<b>Production ovine totale</b>		<b>5 960</b>	<b>4 455</b>	<b>4 429</b>	<b>- 0,6</b>

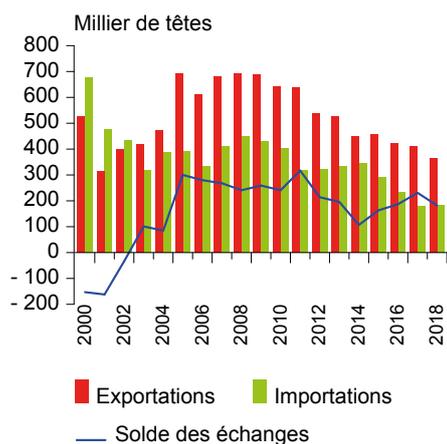
Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

### L'excédent du commerce extérieur d'agneaux vivants diminue en 2018

En 2018, l'excédent des échanges d'agneaux vivants se réduit, passant de 231 000 têtes en 2017, à 182 000 têtes en 2018, après une hausse continue de 2014 à 2017 (*graphique 3*). La dégradation du solde résulte d'un net repli des exportations, et d'une légère hausse des importations.

#### Graphique 3

### En 2018, l'excédent du solde du commerce extérieur d'agneaux vivants se dégrade



Source : DGDDI (Douanes)

### En 2018, nouvelle baisse des exportations d'agneaux vivants

En repli continu depuis 2008 (- 6,2 % en moyenne par an sur la période 2008-2018), les exportations

françaises d'agneaux vivants se contractent de nouveau en 2018 sur un an (- 44 000 têtes, soit - 11 %, atteignant 366 000 têtes (*graphique 4*).

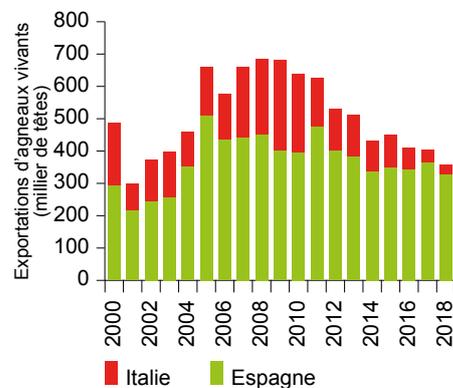
Depuis 2008, l'Espagne et l'Italie représentent la quasi-totalité des débouchés pour les agneaux vivants français. Du fait de la baisse de la demande, de la concurrence d'autres pays (en particulier de la Roumanie et du Portugal) et des contraintes à l'exportation engendrées par la fièvre catarrhale ovine (FCO), les ventes vers ces deux pays reculent en 2018. Le repli est de 10 % vers l'Espagne et atteint 27 % vers l'Italie. La destination italienne ne représente ainsi plus que 8 % des agneaux français vivants exportés en 2018, après avoir atteint 41 % en 2009. Avec 90 % des agneaux vivants exportés, le marché espagnol devient alors quasiment l'unique débouché.

Plus de 80 % de ces exportations se font de novembre à février, avec un pic en décembre. Les ventes concernent surtout les agneaux dits de lait, d'un poids vif de 12 kg par tête, issus des bassins laitiers du sud de la France (82 % des exportations d'agneaux en 2018). Ces agneaux sont vendus traditionnellement en Espagne où ils sont consommés durant les fêtes de fin d'année. En 2018, ces exportations reculent de 23 000 têtes (et ce malgré une hausse de 1 % en décembre). Les agneaux qui ne sont pas exportés sont engraisés et abattus en France.

Ils entrent alors en concurrence avec les agneaux issus des cheptels allaitants. Des exportations d'agneaux plus lourds, finis ou semi-finis peuvent également avoir lieu au cours du 1<sup>er</sup> semestre.

#### Graphique 4

### Recul des exportations françaises d'agneaux vers l'Italie



Source : DGDDI (Douanes)

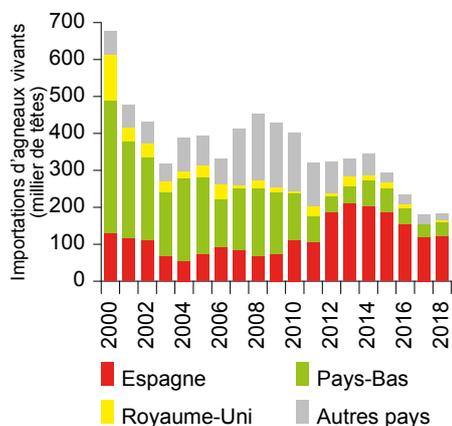
### Après quatre années de repli, les importations d'agneaux vivants repartent à la hausse

En 2018, les importations d'agneaux vivants se redressent sur un an (+ 2,3 %), après un repli entre 2014 et 2017. Elles atteignent 184 000 animaux contre 180 000 en 2017 (*graphique 5*).

Cette hausse concerne principalement les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Roumanie et l'Espagne. Ce dernier

pays demeure, avec 120 000 têtes (66 % des achats), le principal fournisseur d'agneaux en France.

**Graphique 5**  
**En 2018, l'Espagne demeure le principal fournisseur de la France en agneaux vivants**



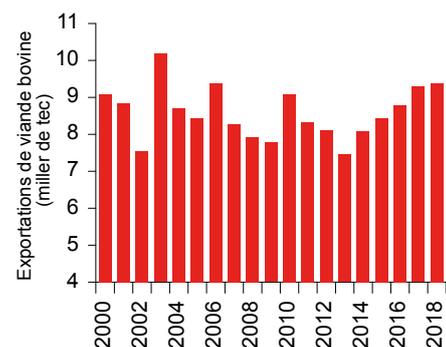
Source : DGDDI (Douanes)

**En 2018, nouvelle progression des exportations de viande ovine**

Entamée en 2014, la hausse des exportations de viande ovine se poursuit en 2018 : + 1,1 % par rapport à 2017 et + 3,3 % par rapport au niveau élevé de 2010 (graphique 6).

Portant sur de faibles volumes (9 400 tec), les ventes se font essentiellement au sein de l'UE. Néanmoins, avec l'augmentation de la demande israélienne, la part des ventes à destination de l'UE recule légèrement, de 91 % en 2017 à 89 % en 2018. L'Italie et le Royaume-Uni

**Graphique 6**  
**En 2018, nouvelle hausse des exportations de viande ovine, sur un an**



Source : DGDDI (Douanes)

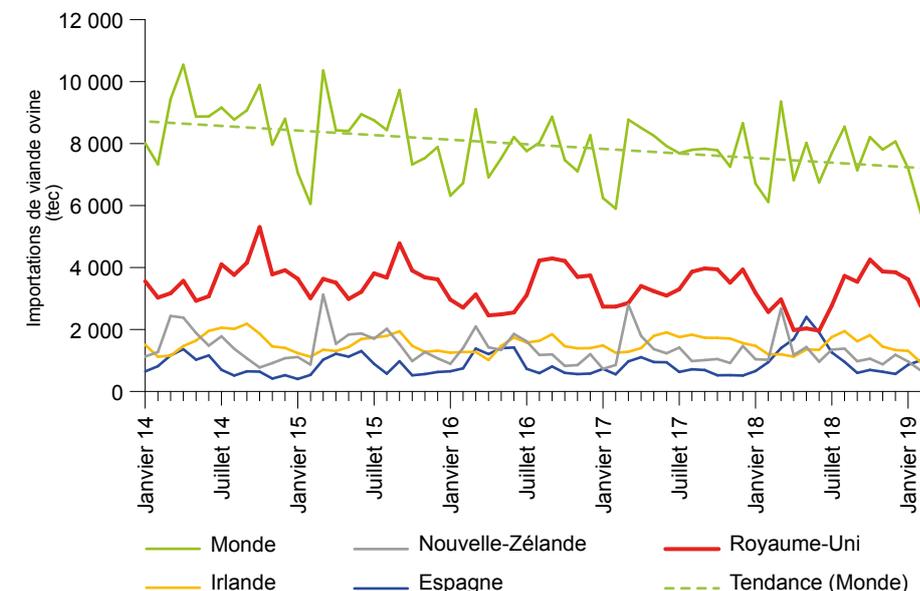
restent les deux principaux clients de la France, avec respectivement 38 % et 11 % du tonnage exporté.

**En 2018, des importations de viande ovine de nouveau en repli**

En baisse continue depuis 2013, les importations françaises de viande ovine fléchissent de nouveau en 2018 (- 1,4 % par rapport à 2017), pour s'établir à 91 300 tec (graphique 7). Elles sont également inférieures à la moyenne des cinq dernières années (- 9 %). En valeur, les importations se replient par rapport à la moyenne quinquennale (- 3,8 %) mais s'accroissent par rapport à 2017 (+ 1,3 %).

Avec 40 % des importations, le Royaume-Uni demeure le principal fournisseur en viande ovine de la France, suivi de l'Irlande (19 % des volumes) (graphique 8). En 2018, les volumes en provenance de ces pays reculent (- 9,5 % chacun sur un an). Conséquence au Royaume-Uni d'une baisse des disponibilités, à la suite de difficultés climatiques, les importations baissent sensiblement entre les mois de mars et de juillet 2018, pour ensuite repartir à la hausse. Parallèlement, les importations en provenance d'Espagne augmentent, se rapprochant ainsi des volumes importés de Nouvelle-Zélande :

**Graphique 7**  
**En 2018, le Royaume-Uni, 1er fournisseur de viande ovine, malgré une chute des ventes au printemps**

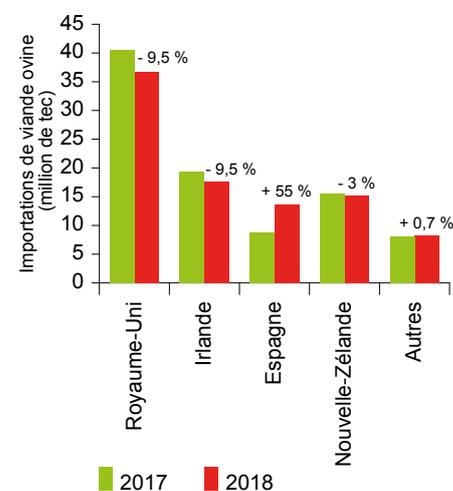


Source : DGDDI (Douanes)

+ 81 % de mars à août 2018 et + 55 % sur l'année.

Alors qu'en première partie d'année 2018 (de janvier à mai), la viande ovine importée coûte plus chère qu'en 2017, le prix moyen se contracte à compter du mois de juin, passant de 5,85 €/kg en mai, à 5,52 €/kg en juin, pour atteindre son niveau le plus bas en octobre, à 4,75 €/kg. Les prix se redressent ensuite, tout

**Graphique 8**  
**En 2018, net repli des importations en provenance du Royaume-Uni, compensé en partie par la hausse des achats à l'Espagne**



Source : DGDDI (Douanes)

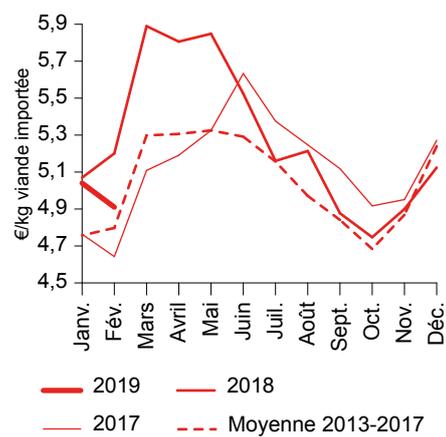
en restant en deçà des niveaux de 2017 (*graphique 9*). Ces baisses de prix touchent aussi bien les importations de viande en provenance du Royaume-Uni que celles venant d'Irlande.

### À partir de l'été 2018, la hausse des importations de viande ovine à moindre prix pèse sur les cours des agneaux payés aux producteurs

À 6,30 €/kg carcasse en moyenne sur l'année 2018, le cours moyen des agneaux payé aux producteurs dépasse de 1,4 % le niveau de 2017 et de 0,5 % celui de la période 2013-2017. Sur l'année,

Graphique 9

### À compter de mai 2018, forte baisse du prix moyen de la viande ovine importée



Source : DGDDI (Douanes)

les cours se caractérisent toutefois par deux périodes bien distinctes (*graphique 10*). De janvier 2019 à Pâques, ils se maintiennent nettement au-dessus des niveaux bas de 2017, tout en reflétant l'évolution habituelle à cette période de l'année. La baisse de la consommation en début d'année et la présence sur le marché des agneaux engraisés issus des bassins laitiers pèsent sur les cours. L'approche de la fête de Pâques contribue ensuite à tirer les prix à la hausse. La fête passée, la demande chute, entraînant les cours à la baisse. Ils se maintiennent néanmoins au-dessus de leurs niveaux de 2017.

À partir du mois de mai, et malgré la baisse des volumes, l'arrivée sur le marché intérieur des viandes ovines anglaise et irlandaise à des prix importés moins élevés pénalise les cours français à la production. En lien avec une hausse des abattages d'agneaux français et un repli de la demande, les prix stagnent à un niveau bas, inférieur à celui de 2017. En outre, ils ne profitent pas de la hausse estivale enregistrée habituellement au moment de la fête de l'Aïd-El-Kébir, nombre de consommateurs étant à l'étranger pour les vacances.

L'année 2019 débute avec des cours nettement en diminution par rapport à 2018. Avec d'une part, une demande en repli et une offre concurrencée par les agneaux laitiers, et, d'autre part,

un prix pour les produits d'importation en retrait, le cours moyen de l'agneau est inférieur au niveau de 2018. Il suit l'évolution saisonnière tirée, à partir de mi-février (semaine 7), par l'augmentation de la demande à l'approche de la fête de Pâques.

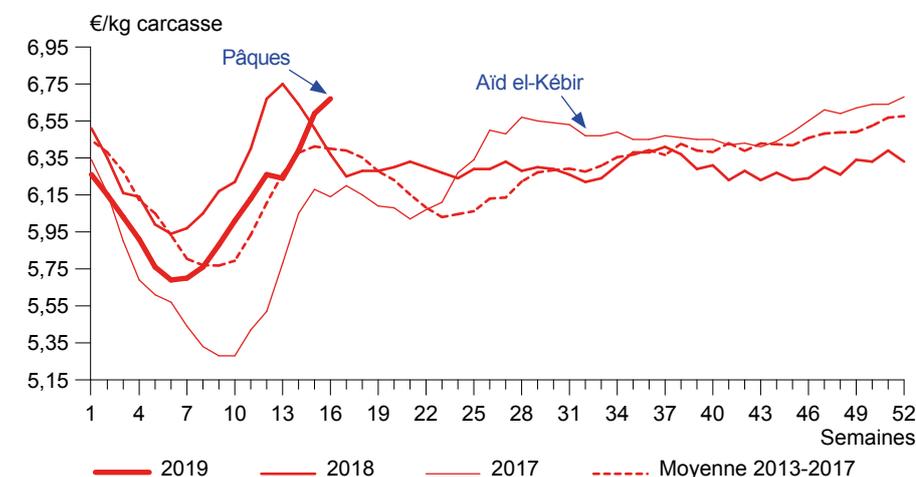
### Toujours moins de viande ovine consommée en France

En repli continu depuis 2006, la consommation calculée par bilan de viande ovine recule de nouveau en 2018 (- 0,6 % sur un an) (*graphique 11*). Avec une diminution des importations supérieure à celle de la consommation, la part de la viande ovine importée dans la consommation se replie sur un an, après le rebond de 2017. Néanmoins, la France continue à importer plus de la moitié de la viande ovine qu'elle consomme (56 %). Cette part tend à se stabiliser autour de 55 % à 56 % depuis 2016, après les fortes chutes de 2010-2011 et de 2015-2016.

La baisse de la consommation calculée est confirmée par les résultats du panel Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer portant sur les achats de viande ovine par les ménages français. En 2018, les achats reculent de 5,3 % en volume et de 5,5 % en valeur. En moyenne annuelle sur dix ans, les baisses sont un peu moins marquées (- 4,4 % en volume et - 2,4 % en valeur).

Graphique 10

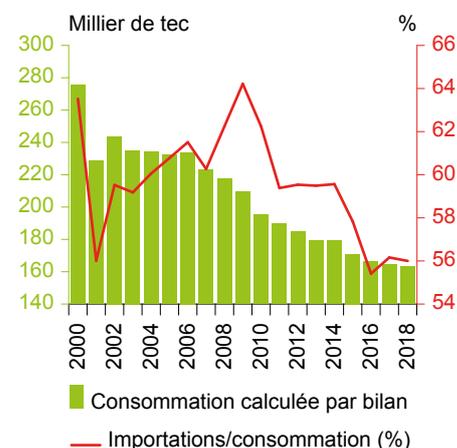
### En 2018, des cours de l'agneau supérieurs à 2017 jusqu'en juillet, en retrait ensuite



Source : FranceAgriMer

Graphique 11

### En 2018, la part des importations dans la consommation calculée de viande ovine en repli sur un an



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

## Sources et définitions

### Abattages bruts et abattages CVJA

Les données concernant les abattages mensuels sont exprimées en nombre (têtes) et en poids (tec). Il s'agit des ovins abattus dans les abattoirs publics ou industriels, contrôlés par les services vétérinaires. Les résultats des abattages bruts sont corrigés en appliquant des coefficients de variation journalière d'abattage (CVJA) afin de tenir compte du niveau d'activité des abattoirs qui diffèrent selon les jours de la semaine et la présence ou non de jours fériés dans le mois, le mois précédent ou le mois suivant. Les données sont collectées, tous les mois auprès de l'ensemble des abattoirs par le Service de la statistique et de la prospective.

### Production ovine

La production annuelle d'agneaux correspond aux abattages d'agneaux bruts auxquels on ajoute les exportations d'agneaux vivants et on retranche les importations d'agneaux vivants. Au sens de la DGDDI (Douanes), les exportations et importations d'agneaux vivants concernent les échanges d'ovins vivants âgés de moins d'un an et non destinés à la reproduction.

La production d'ovins adulte est calculée en ajoutant aux abattages bruts d'ovins adulte, les exportations d'ovins vivants de plus d'un an (à l'exclusion des animaux reproducteurs de race pure) et en retranchant les importations d'ovins adultes vivants.

La production totale ovine est la somme de la production d'agneaux et de la production d'ovins adultes.

### Consommation calculée totale de viande ovine

La consommation de viande ovine correspond aux abattages totaux d'ovins (en tec) CVJA auxquels on ajoute les importations de viande ovine et on retranche les exportations de viande ovine.

### Tonne-équivalent-carcasse (tec)

Il s'agit d'une unité employée pour pouvoir agréger des données en poids concernant des animaux vivants et des viandes sous toutes leurs présentations : carcasses, morceaux désossés ou non, viandes séchées, etc. On applique au poids brut, un coefficient propre à chaque forme du produit.

## Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture – Bulletin » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Animaux de Boucherie-Ovins » pour les publications mensuelles Agreste Conjoncture

### Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Entre 2011 et 2018, repli des effectifs ovins en France » Infos Rapides - Animaux de Boucherie - Ovins - Enquête cheptel - Mars 2019
- « En 2017, léger repli de la production ovine », Synthèse Animaux de boucherie n°2018/324, Mai 2018
- « 2016 : redressement de la production ovine », Synthèse Animaux de boucherie n°2017/307, Juin 2017.

Pour nous contacter : [agreste-info@agriculture.gouv.fr](mailto:agreste-info@agriculture.gouv.fr)





### En 2018, des prix à la production bas pour le porc sur fond d'offre européenne abondante

***En 2018, la production porcine française est en légère reprise, après la baisse de 2017. La hausse de la production européenne, le tassement de la demande chinoise et la concurrence entre exportateurs (notamment les États-Unis) sur les marchés asiatiques maintiennent la pression sur les prix, après deux années plus favorables. La progression des importations françaises de viande de porc en provenance de l'UE accentue le déficit extérieur. En France, au 2<sup>d</sup> semestre 2018, la hausse des cours céréaliers entraîne une augmentation des prix de l'aliment pour porcins, générant un effet de ciseau avec les prix à la production défavorable à la marge brute des élevages porcins. La consommation apparente se redresse légèrement, sauf à domicile. Avec l'apparition, en août 2018, de la peste porcine africaine en Chine, les échanges internationaux de viande de porc pourraient s'accroître en 2019 vers l'Asie, relançant ainsi les cours.***

#### Entre 2010 et 2018, forte croissance des exportations mondiales de viande de porc vers l'Asie

En 2018, la production mondiale de viande porcine s'établit à plus de 120 millions de tonnes, en augmentation de 1,8 % entre 2017 et 2018, et de 12 % depuis 2010, selon les estimations provisoires de la FAO (*tableau 1*). Aux États-Unis, la production est deux fois plus dynamique (respectivement + 3,6 % et + 20 %) tandis qu'elle est plus modérée dans l'Union européenne (+ 0,3 % et + 3 %)\*, mais l'évolution

plus limitée de leurs consommations au cours des huit dernières années (+ 16 % aux États-Unis, stable dans l'UE) conduit à des hausses équivalentes de leurs exportations (+ 30 % depuis 2010).

Les exportations mondiales de viande porcine ont pour débouché principal l'Asie, où la consommation progresse plus fortement que la production. Les tensions commerciales avec les États-Unis engendrent de la part de la Chine la mise en place de taxes ainsi que la réduction des importations en provenance de ce pays (- 30 % sur un an). L'apparition de la fièvre porcine africaine en Asie, en réduisant la production locale, permet toutefois de maintenir la dynamique des flux d'exportations vers cette zone (*encadré 1*).

#### En 2018, les abattages de porcins sont dynamiques dans l'UE

En 2018, au sein de l'Union européenne (UE), les abattages de porcins sont dynamiques (+ 2 % en tonnes sur un an), après avoir fléchi en 2017 (- 1 %) (*tableau 2*). En Espagne et en Pologne, seuls pays à avoir enregistré une hausse en 2017, la progression est bien supérieure à la moyenne européenne. Le Danemark et les Pays-Bas retrouvent le chemin de la croissance. La France, qui représente 9 % des abattages européens (au 3<sup>e</sup> rang), affiche une relative stabilité (+ 0,2 %). Seule l'Allemagne réduit de nouveau ses abattages (- 2 %). Talonnée par l'Espagne, elle conserve toutefois sa première place dans l'UE. L'Allemagne et l'Espagne (respectivement 22 %

\* Selon Eurostat, l'évolution des abattages dans l'Union européenne serait supérieure : + 2 % entre 2017 et 2018, + 7 % entre 2010 et 2018.

## Encadré 1 - La menace de la peste porcine africaine dans le monde

Apparue en Europe de l'Est en 2014 (en Ukraine, Russie, Pologne, pays baltes, Roumanie et Hongrie), la peste porcine africaine (PPA) se propage vers l'ouest de la Pologne en 2018 (carte 1). En septembre 2018, elle frappe l'avifaune des Ardennes belges (814 sangliers révélés positifs au 27/05/19). La fermeture des marchés à l'exportation, en particulier vers l'Asie, provoque un afflux supplémentaire de volumes disponibles sur le marché européen. Des accords de régionalisation sont en cours de négociation entre l'UE et la Chine et permettraient aux régions indemnes d'épizootie de continuer à exporter.

Pour freiner la propagation du virus, en l'absence de vaccin contre la maladie, les pays limitrophes renforcent également leurs mesures de surveillance et de biosécurité : en France, il s'agit, d'une part, d'abattages de sangliers (« zone blanche ») et de poses de clôtures à la frontière belge et, d'autre part, du renforcement des mesures de biosécurité au sein des élevages ainsi que des mises en place de plans de contrôle des échanges d'animaux et de viande avec les pays voisins.

Alors que la Chine est engagée depuis 2015 dans une restructuration de sa filière porcine afin d'atteindre l'auto-provisionnement, elle est à son tour affectée par la PPA en août 2018 (carte 2). La mise en œuvre d'abattages sanitaires conduit à un dépeuplement de son cheptel porcin (- 21 % de truies en mars 2019 sur un an, selon l'Ifip).

Début 2019, la propagation de la PPA reste difficile à contrôler en Chine et en Mongolie. En février, elle atteint le Vietnam, 2<sup>e</sup> pays producteur asiatique derrière la Chine. Selon un communiqué du 28/05/2019 de l'Organisation Mondiale de la Santé Animale (OIE), la propagation s'accélère dans plusieurs régions du monde après de nouveaux cas recensés à Hong-Kong ou en Corée du Nord. L'OIE appelle à une coordination mondiale pour

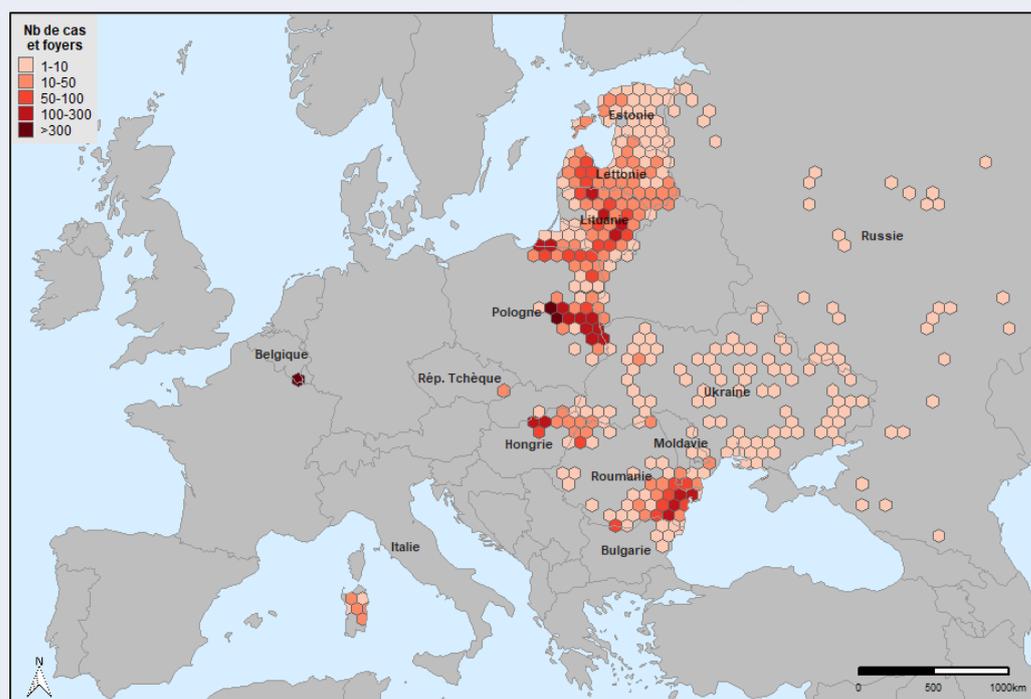
réduire les effets sur la santé et sur l'économie des élevages et de l'industrie porcine, celle-ci ayant des répercussions sur les moyens de subsistance des éleveurs, sur la sécurité alimentaire et sur les échanges commerciaux internationaux.

### Carte 2 La PPA présente dans toutes les régions chinoises, ainsi que dans d'autres pays asiatiques



Foyers et cas de PPA en Asie - Période : 01/08/2018 au 21/02/2019  
Source : FAO Empres-i

### Carte 1 La PPA présente en Europe de l'Est et de l'Ouest (en Belgique depuis septembre 2018)



Foyers et cas de PPA en Europe - Période : 01/01/2018 au 08/04/2019  
Source : FAO Empres-i

et 19 % des abattages de l'UE) contribuent fortement aux variations de l'offre porcine européenne (graphique 1).

### En 2018, léger redressement de la production porcine française

En 2018, la production porcine française se redresse légèrement (+ 0,6 % en tec et + 0,8 % en têtes par rapport à 2017),

après avoir régulièrement augmenté de 2014 à 2016 (graphique 2) avant de se replier en 2017 (- 1,4 % en tec et - 1,7 % en têtes sur un an) (tableau 3). Elle reste toutefois proche du niveau moyen 2013-2017.

Tableau 1  
En huit ans, la Chine multiplie ses achats extérieurs par six

	Production			Importations			Exportations			Consommation		
	Million de tonnes	Part monde	2018/2010	Million de tonnes	Part monde	2018/2010	Million de tonnes	Part monde	2018/2010	Million de tonnes	Part monde	2018/2010
		(%)	(%)		(%)	(%)		(%)	(%)			
<b>Monde</b>	<b>120,7</b>	<b>100</b>	<b>+ 12</b>	<b>8,0</b>	<b>100</b>	<b>+ 28</b>	<b>8,1</b>	<b>100</b>	<b>+ 24</b>	<b>120,5</b>	<b>100</b>	<b>+ 13</b>
Asie	67,4	56	+ 12	4,6	57	+ 60	0,5	6	+ 6	71,5	59	+ 14
dont Chine	54,2	45	+ 11	1,5	19	+ 495	0,2	3	- 18	55,5	46	+ 14
UE 28	23,6	20	+ 3	0,02	0,2	- 48	2,5	30	+ 30	21,1	18	+ 0,1
États-Unis	12,0	10	+ 20	0,6	8	+ 4	2,5	31	+ 29	10,0	8	+ 16

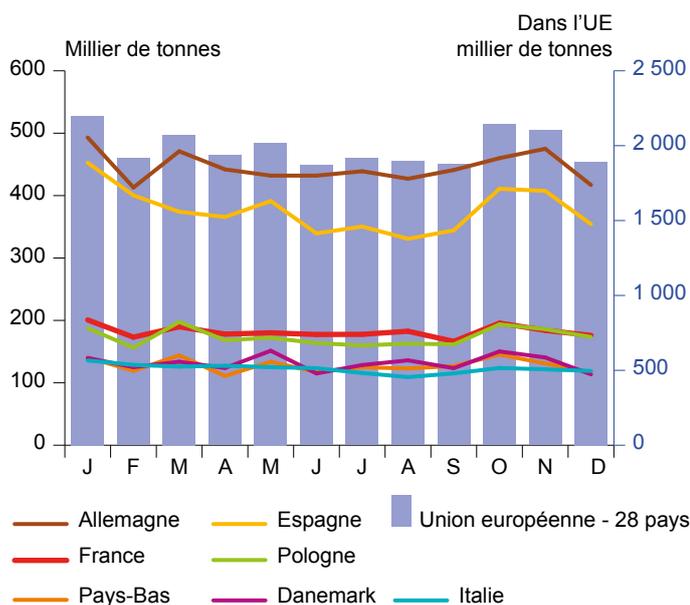
Sources : FAO, OCDE

Tableau 2  
La France, 3<sup>e</sup> pays européen d'abattage des porcs, derrière l'Allemagne et l'Espagne

	UE 28	Allemagne	Espagne	France	Pologne	Danemark	Pays-Bas	Italie	Belgique	Royaume-Uni
(millier de tonnes)										
2018	23 832	5 342	4 522	2 182	2 082	1 581	1 534	1 471	1 073	927
2017	23 362	5 455	4 299	2 177	1 990	1 530	1 456	1 467	1 045	903
2018/2017 (%)	+ 2,0	- 2,1	+ 5,2	+ 0,2	+ 4,6	+ 3,4	+ 5,4	+ 0,3	+ 2,7	+ 2,7
(millier de têtes)										
2018	259 439	56 605	52 412	23 491	22 650	18 086	15 912	11 251	11 231	10 936
2017	255 215	57 868	50 073	23 404	22 067	17 466	15 169	11 381	10 950	10 657
2018/2017 (%)	+ 1,7	- 2,2	+ 4,7	+ 0,4	+ 2,6	+ 3,5	+ 4,9	- 1,1	+ 2,6	+ 2,6

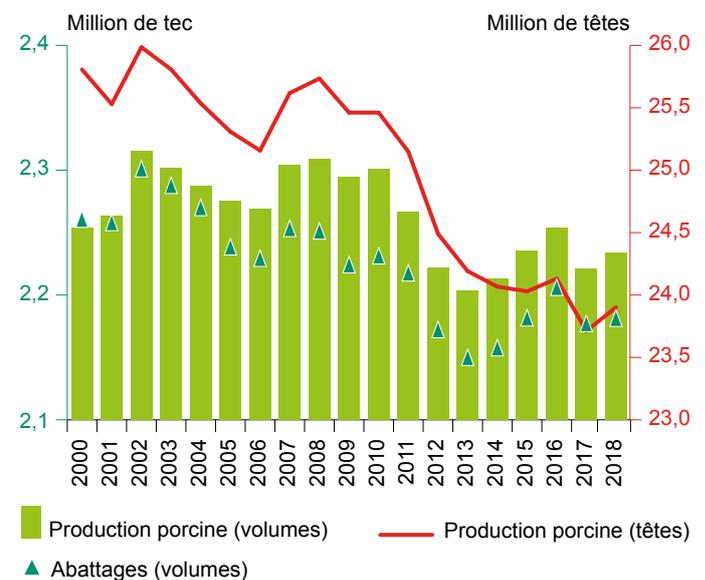
Sources : Agreste, Eurostat

Graphique 1  
En 2018, la variation des abattages européens est principalement liée à l'Espagne



Sources : Agreste (abattages contrôlés), Eurostat

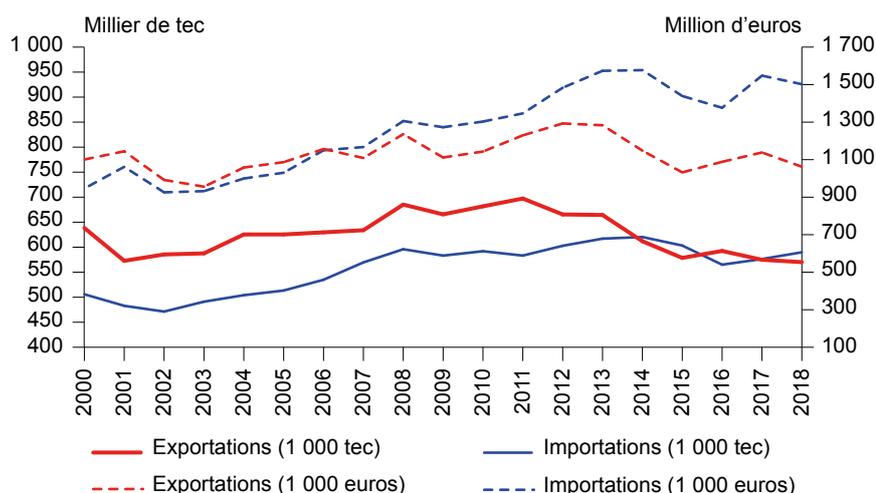
Graphique 2  
En 2018, reprise modérée de la production porcine française



Source : Agreste (Abattages contrôlés et production Indigène contrôlée)



**Graphique 5**  
**En valeur, les importations sont nettement supérieures aux exportations depuis 2014**



Source : DGDDI (douanes), échanges de viande porcine y compris grasse de porc

**Tableau 5**  
**En 2018, les importations françaises de viande porcine augmentent en volume mais se contractent en valeur**

	2018	2018	2018/2017	2018	2018	2018/2017
	(1 000 tec)	(%)		(Million d'€)	(%)	
Total	591	100	+ 2,5	1 506	100	- 2,8
UE	584	99	+ 2,5	1 491	99	- 2,8
Espagne	301	51	- 1,0	703	47	- 8,0
Allemagne	102	17	+ 3,0	266	18	- 1,9
Italie	67	11	+ 17,1	262	17	+ 5,8
Belgique	50	8	+ 6,0	108	7	+ 2,6
Pays-Bas	24	4	+ 15,6	47	3	+ 14,1
Danemark	21	4	- 12,7	53	4	- 8,3
Autres pays	19	3	+ 6,7	53	4	+ 10,0
Pays tiers	7	1	+ 6,9	15	1	- 4,7

Source : DGDDI (Douanes)

**Tableau 6**  
**Exportations françaises : légère baisse en volume et forte contraction en valeur**

	2018	2018	2018/2017	2018	2018	2018/2017
	(1 000 tec)	(%)		(Million d'€)	(%)	
Monde	570	100	- 0,8	1 062	100	- 6,7
UE	422	74	+ 0,7	791	74	- 6,0
Italie	112	20	+ 5,7	192	18	- 3,6
Belgique	48	8	- 3,2	120	11	- 6,7
Royaume-Uni	43	8	- 2,8	90	8	- 3,8
Allemagne	34	6	+ 7,4	91	9	+ 3,6
Espagne	30	5	- 4,9	48	5	- 6,6
Pays-Bas	23	4	+ 10,8	41	4	- 0,8
Autres pays	130	23	- 2,4	210	20	- 0,1
Pays tiers	149	26	- 4,9	271	26	- 8,7
Chine	48	8	- 2,3	82	8	- 12,2
Philippines	27	5	+ 14,3	38	4	- 0,5
Japon	19	3	+ 3,7	57	5	+ 0,5
Corée du Sud	7	1	- 4,7	22	2	- 13,0
Arabie saoudite	6	1	- 22,7	5	0	- 26,9
Autres pays	41	7	- 17,0	68	6	- 0,1

Source : DGDDI (Douanes), viande porcine (y compris grasse de porc, hors abats)

**En 2018, légère baisse en volume des exportations de viande porcine**

En 2018, les exportations françaises de viande porcine se contractent légèrement en volume (- 5 milliers de tec) (*tableau 6*). Les flux vers l'UE, majoritaires dans l'ensemble des échanges, s'accroissent légèrement mais reculent vers les pays tiers.

Au 1<sup>er</sup> semestre, les exportations françaises sont en hausse sur un an avant de se replier fortement au 2<sup>d</sup> semestre (- 20 % en septembre et - 9 % sur les deux derniers mois de l'année). La baisse est à relativiser compte tenu du niveau exceptionnel des ventes vers l'Italie pendant les quatre derniers mois de 2017 (7 milliers de tec de plus qu'en 2018 sur la même période), permis par une production française élevée au 2<sup>d</sup> semestre 2017. Comme en 2017, c'est vers l'Italie, principal client de la France, que l'essor des ventes sur le marché européen est le plus important (+ 5,7 % sur un an, + 4,7 % en croissance annuelle moyenne de 2015 à 2017).

Parmi les pays tiers, la Chine demeure le principal débouché pour les produits porcins ; malgré le léger fléchissement en 2018 (- 2,3 % sur un an), l'essentiel des flux avec ce pays est préservé depuis 2016. Par ailleurs, les Philippines, 7<sup>e</sup> destination, continuent d'augmenter leurs achats (+ 5 % sur un an, + 13 % en 2017).

Que ce soit sous l'effet de l'embargo russe frappant la viande porcine européenne depuis 2014 ou grâce à l'essor exceptionnel des exportations vers la Chine en 2016, le solde de la balance commerciale française de ces dernières années est étroitement lié aux modifications des flux d'échanges avec ces deux pays (*graphique 9*).

**En 2018, les prix restent bas, même pendant l'été**

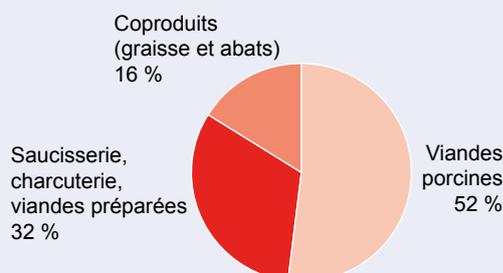
Contrairement aux années précédentes, le cours du porc reste bas tout au long de l'année 2018 (*graphique 10*). En moyenne sur l'année, il est inférieur de 12 % à celui de 2017, année marquée par un niveau élevé dès janvier et

## Encadré 2 - Échanges des produits porcins : moins de valeur ajoutée à l'exportation qu'à l'importation

L'Asie, avec notamment les Philippines et la Chine, offre des débouchés pour la moitié des abats de porc français et le tiers des graisses, tandis que l'Italie n'achète quasiment que de la viande (tableau 4). Après

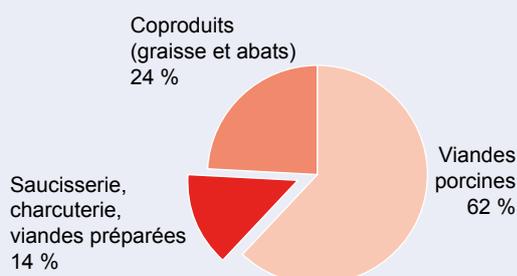
un léger repli en 2018, les achats de la Chine devraient croître à nouveau en 2019. Quant aux importations, elles proviennent essentiellement d'Espagne et de l'UE, et portent sur des viandes ainsi que des produits élaborés.

Graphique 6  
Le tiers des importations en volume de produits porcins concernent des élaborés



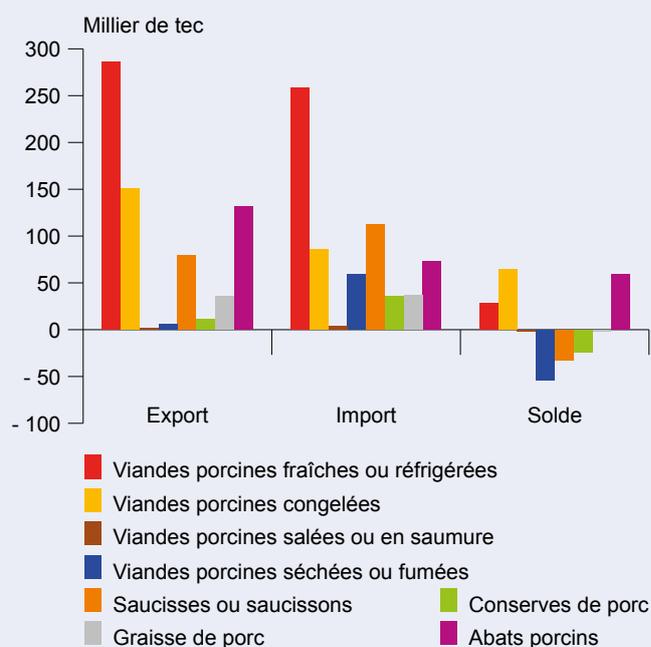
Source : DGDDI (Douanes), produits porcins y compris graisse et abats

Graphique 7  
À l'exportation, seulement 14 % de produits élaborés en volume (et 24 % de coproduits)



Source : DGDDI (Douanes), produits porcins y compris graisse et abats

Graphique 8  
Le solde commercial est excédentaire pour les abats et la viande, et déficitaire pour les morceaux à valeur ajoutée



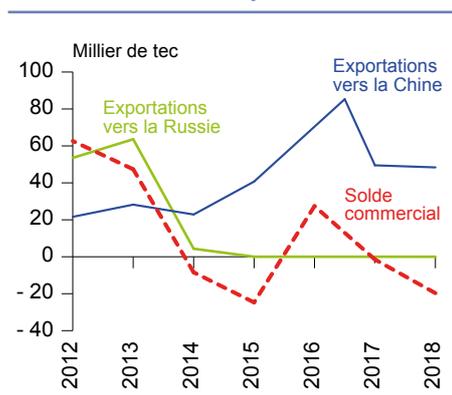
Source : DGDDI (Douanes), produits porcins y compris graisse et abats

Tableau 4  
La Chine et les Philippines achètent en majorité des coproduits

Structure des échanges de produits porcins en 2018	Exportations								Importations			
	Total		Vers l'Italie		Vers la Chine+ Philippines		Vers Japon + Corée du sud + Hong-Kong + Taiwan		Total		En provenance d'Espagne	
	(1 000 tec)	Part (%)	(1 000 tec)	Part (%)	(1 000 tec)	Part (%)	(1 000 tec)	Part (%)	(1 000 tec)	Part (%)	(1 000 tec)	Part (%)
Viandes porcines	437	62	106	94	64	45	28	76	344	52	247	72
Viandes porcines fraîches ou réfrigérées	286,4	41	102,6	91	0,4	0	0,1	0	258,2	39	194,9	57
Viandes porcines congelées	150,5	21	3,8	3	64,0	45	27,8	75	86,0	13	52,1	15
Viandes porcines préparées	7	1	3	3	0	0	0	0	63	9	17	5
Viandes porcines séchées ou fumées	5,4	1	2,1	2	0,0	0	0,0	0	59,2	9	15,8	5
Viandes porcines salées ou en saumure	1,4	0	0,8	1	0,1	0	0,1	0	3,3	0	1,1	0
Saucisserie, charcuterie	91	13	1	1	0	0	1	2	148	22	34	10
Saucisses et saucissons	79,6	11	0,6	1	0,1	0	0,6	2	111,9	17	31,5	9
Conserves de porc	11,4	2	0,4	0	0,0	0	0,1	0	35,6	5	2,1	1
Coproduits (graisse et abats)	167	24	3	3	78	55	8	22	110	17	46	13
Abats porcins	131,7	19	0,8	1	67,2	47	7,3	20	72,8	11	41,9	12
Graisse de porc	35,3	5	2,0	2	10,5	7	0,9	2	36,8	6	3,8	1
<b>Total</b>	<b>702</b>	<b>100</b>	<b>113</b>	<b>100</b>	<b>142</b>	<b>100</b>	<b>37</b>	<b>100</b>	<b>664</b>	<b>100</b>	<b>343</b>	<b>100</b>

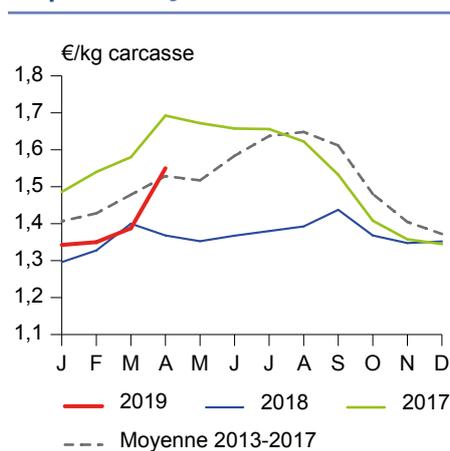
Source : DGDDI (Douanes), viande porcine (y compris graisse de porc et abats)

**Graphique 9**  
**Un solde commercial français fortement lié aux fluctuations des débouchés vers la Russie jusqu'en 2013 et la Chine depuis 2016**



Source : DGDDI (Douanes) - Échanges de viande porcine, y compris graisse de porc et hors abats

**Graphique 10**  
**En 2018, stagnation des cours du porc français à un niveau bas**



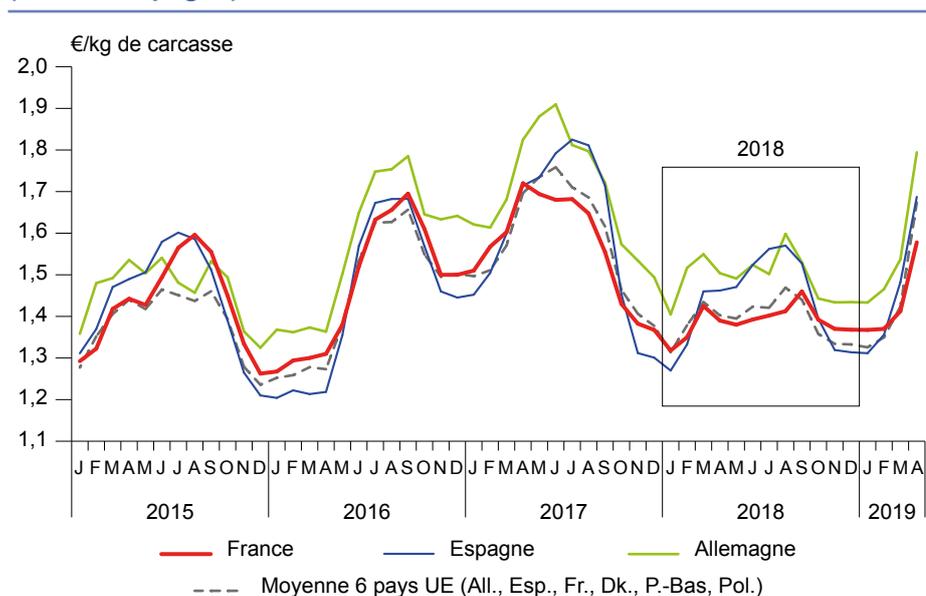
Source : RNM - FranceAgriMer (cours du porc charcutier classe E + S, entrée abattoirs)

**Tableau 7**  
**En 2018, des cours moyens européens aussi bas qu'en 2015 (- 20 cts d'€/kg par rapport à 2017)**

	France	Espagne	Allemagne	Moyenne 6 pays UE (All., Esp., Fr., Dk., P.-Bas, Pol.)
	€/kg de carcasse			
Écart 2018/2017	- 0,18	- 0,17	- 0,21	- 0,19
Écart 2018/2015	- 0,04	- 0,01	0,03	0,01

Sources : Eurostat, RNM - FranceAgriMer (cotations entrée abattoirs classe S)

**Graphique 11**  
**En 2018, des cours européens peu élevés et sans relief (sauf en Espagne)**



Évolution des cours moyens du porc charcutier classe S, entrée abattoirs (méthode de cotation différente entre états membres ne permettant pas de comparer les niveaux).

Sources : Eurostat, RNM - FranceAgriMer

une envolée prématurée en avril. En 2018, la hausse saisonnière traditionnellement constatée à partir du printemps et jusqu'en été, ne se produit pas ; le cours moyen tombe à 1,37 €/kg, contre 1,51 €/kg en moyenne sur cinq ans (- 9 %).

Au 1<sup>er</sup> semestre 2018, malgré une amorce de hausse en mars, les cours sont bas : dans l'UE, la production est importante (avec des poids de carcasse lourds) et les exportations sont au ralenti vers la Chine. De plus, la concurrence américaine est forte sur les marchés internationaux dans un contexte de disponibilités mondiales importantes. Pendant l'été, les épisodes de canicule en Europe accentuent le repli saisonnier de l'offre porcine (baisse du poids des carcasses) et freinent la consommation de viande. Les cours peinent à se redresser jusqu'en août.

La rentrée de septembre reprend sur un marché intérieur fluide (opérations promotionnelles) mais le repli des cours européens interrompt la remontée des cours français, trop tardive pour compenser l'absence de valorisation estivale. La baisse automnale habituelle des prix est peu perceptible en 2018 et en évolution sur un an, les cours sont en légère hausse en décembre ; l'apparition de la PPA en Chine et sa propagation rapide contribuent à un retournement de marché qui se confirme au 1<sup>er</sup> trimestre 2019.

En moyenne sur l'ensemble de l'année 2018, le cours français du porc charcutier est inférieur de 18 cts d'€ à celui de 2017 et inférieur de 4 cts d'€ à celui de 2015 (tableau 7). Il reste « plaqué » à un niveau plancher pendant l'été, à l'instar des autres principales références européennes (graphique 11). En revanche, en Espagne, le dynamisme de la demande intérieure permet au cours d'afficher davantage d'amplitude pendant l'été. Néanmoins, sur l'année, le repli des cours européens reste comparable à celui des cours français.

Après deux années de repli, liées à l'abondance de la production mondiale de céréales, le coût de l'aliment porcin repart à la hausse en 2018 (+ 3,3 % par

rapport à 2017), tout en restant inférieur de 4,4 % à la moyenne 2013-2017 (*graphique 12*). En 2018, la baisse des récoltes françaises et européennes, à la suite de la sécheresse estivale, a soutenu les cours des céréales et des oléoprotéagineux. Au 2<sup>d</sup> semestre 2018, les prix à la production des céréales augmentent sensiblement, entraînant dans leur sillage le coût des aliments pour animaux (qui représente 60 % de la valeur de la production porcine en sortie d'élevages). Sur la période d'août à décembre 2018, le prix des aliments pour porcins est supérieur de 1,7 % au coût moyen 2013-2017.

Fin 2018, la trésorerie des éleveurs pâtit d'un effet ciseau entre des cours à la production bas et des prix à la production en hausse. C'est l'inverse de la situation favorable de 2017, caractérisée par un coût de l'aliment bas et stable et un cours du porc globalement soutenu.

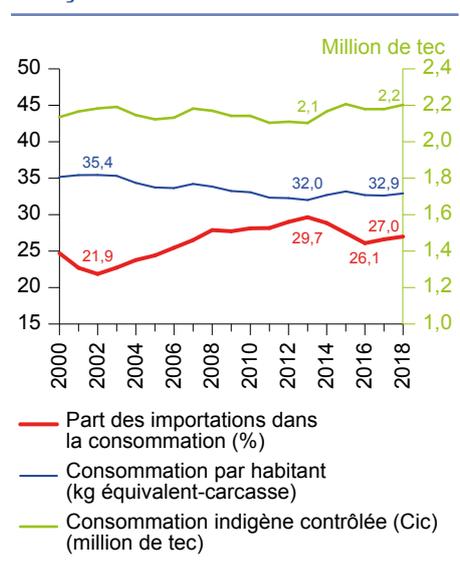
### En 2018, la consommation calculée de viande de porc par les français est en légère hausse, sauf à domicile

En 2018, les achats de viande porcine par les ménages pour leur seule consommation à domicile reculent de nouveau, selon le panel de consommateurs Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer. Toutes les catégories sont concernées : - 4,4 %

pour le porc frais (- 4,6 % en 2017), - 2,6 % pour les charcuteries dont le jambon (- 2,2 % en 2017).

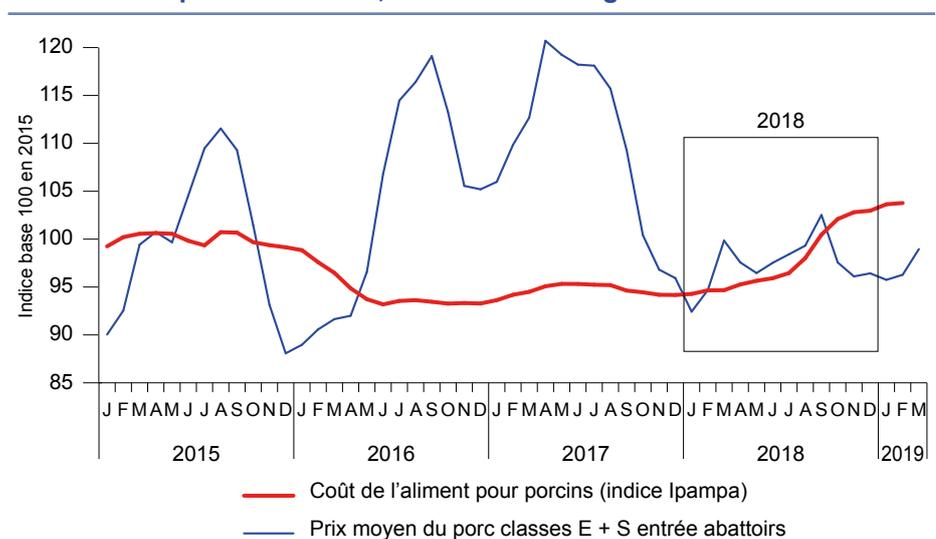
En revanche, la consommation globale de viande porcine, calculée par bilan (à domicile et hors domicile) progresse de 1,1 %, soit + 0,9 % sur un an par habitant, ce qui représente près de 33 kg équivalent-carcasse par personne (*graphique 13*). Les français consommeraient ainsi plus de viande porcine, mais moins à leur domicile et davantage en restauration hors foyer.

**Graphique 13**  
**Hausse de la part des viandes importées dans la consommation française**



Source : Agreste (consommation globale calculée par bilan)

**Graphique 12**  
**Fin 2018, un effet de ciseau entre le prix à la production et le coût de l'aliment des porcins se crée, réduisant la marge des éleveurs**



Sources : RNM - FranceAgriMer, Agreste, Insee

Si les besoins de consommation de la population française sont globalement couverts par la production nationale, le taux d'auto-approvisionnement (rapport production/consommation) se dégrade depuis 2010 : de 107,4 en 2010, il tombe à 101,4 en 2018.

De leur côté, les importations de produits porcins couvrent 27 % de la consommation française. La légère progression constatée depuis 2016 (+ 1 point) traduit un retour à la hausse tendancielle de la part des importations dans la consommation entre 2003 et 2013. L'offre nationale, déficitaire sur certains segments de la demande, tels que les jambons, certaines pièces de viande et les produits élaborés, favorise le développement des importations en provenance de l'UE.

### Envolée des cours du porc en avril 2019 et hausse des exportations européennes vers l'Asie

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2019, les abattages de porcins progressent en France : + 1,2 % en têtes et + 1,9 % en tec par rapport au même trimestre de 2018.

En janvier et février 2019, le marché intérieur français manque de fluidité : offre importante et consommation toujours atone. En revanche, les exportations vers la Chine sont dynamiques (+ 50 %), après un mois de décembre 2018 particulièrement morose. L'offre américaine abondante, accompagnée de cours planchers, continue de peser sur les cours européens du porc (1,35 €/kg en France au mois de janvier). En février, la baisse saisonnière de l'offre européenne (notamment allemande) et la demande croissante de la part de la Chine, du Japon et des Philippines dopent le marché européen, favorisant l'envolée des cours (notamment espagnols). Les cours français affichent la même dynamique à partir d'avril. Il en va de même avec les cours américains, tirés également par les perspectives d'exportations vers l'Asie qui redoute une pénurie de viande porcine. Avec l'arrivée du printemps, les cours européens devraient rester soutenus avec la reprise de la consommation saisonnière des premières grillades.

## Sources, définitions et méthodes

### Sources

- L'enquête mensuelle auprès des abattoirs de gros animaux
- L'enquête européenne semestrielle auprès des éleveurs sur le cheptel porcin
- Eurostat pour les statistiques européennes
- Les statistiques de la DGDDI (Douanes) pour les données de commerce extérieur
- Les cotations du RNM pour FranceAgriMer pour le porc
- Le panel Kantar Worldpanel de FranceAgriMer pour les achats des ménages

### Définitions

- Production indigène contrôlée CVJA (Pic CVJA) : la production indigène contrôlée est obtenue par calcul à partir des abattages relevés dans les abattoirs, augmentés des exportations et diminués des importations totales d'animaux vivants. Une correction des variations journalières d'abattages (CVJA) est appliquée mensuellement pour tenir compte du niveau d'activité des abattoirs qui diffèrent selon les jours de la semaine et la présence ou non de jours fériés dans le mois précédent ou le mois suivant.
- Depuis le 01/01/2014, la réglementation européenne définissant la classe des porcs charcutiers a été modifiée. Jusqu'en décembre 2013, la classe E correspondait aux porcs charcutiers dont la teneur en viande maigre (TMP) était supérieure ou égale à 55 %. Depuis janvier 2014, la réglementation restreint la classe E aux animaux dont la TMP est comprise entre 55 % et moins de 60 %, les porcs charcutiers de TMP  $\geq$  60 % étant dorénavant classés en S. À des fins de comparaison sur longue période, le périmètre observé jusqu'en 2013, porcs charcutiers de TMP  $\geq$  55 %, a été reconstitué en 2014 pour les principaux pays producteurs européens à partir des cotations hebdomadaires relevées en 2014 pour chacune des classes E et S. Pour chaque pays, ces cotations ont été pondérées par les volumes nationaux abattus en 2013 en classe E et en classe S. La cotation ainsi calculée correspond selon la nouvelle réglementation au prix du porc charcutier des classes E et S réunies.
- La part des charges de l'alimentation (aliments grossiers + concentrés) porcine dans la valeur du produit brut mentionnée dans la synthèse est déterminée à partir des résultats du Rica. Pour plus de détails sur le champ et les concepts retenus, consulter la synthèse Moyens de production de mars 2015 n° 2015/261, « En 2014, la baisse des prix à la production des produits animaux n'est que partiellement compensée par la baisse des prix de l'alimentation animale ».

### Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture - Animaux de boucherie » pour les publications Agreste Conjoncture
- dans la rubrique « Conjoncture - Séries mensuelles (bulletin) » pour les principales séries chiffrées
- dans « Données en ligne - Disar - Élevage - Conjoncture Animaux de boucherie » pour des données complémentaires

#### Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « En avril 2019, forte hausse des cours sur le marché du porc », Infos rapides Animaux de boucherie n° 5/11, mai 2019
- « Fin 2018, hausse des effectifs du cheptel porcin », Infos rapides Cheptel novembre 2018 n° 2/2, mars 2019
- « En 2017, le dynamisme des exportations françaises de viande porcine vers l'Italie ne compense qu'en partie la contraction de la demande chinoise », Synthèse Animaux de boucherie, n° 2018/325, mai 2018





### En 2018, la production en volume des IAA repart à la baisse

**En 2018, la production en volume des industries alimentaires et boissons hors tabac (IAA) décroît à nouveau, après une année de stabilisation en 2017. Ce repli s'inscrit dans une tendance baissière depuis 2011. L'ensemble des filières est touché, à l'exception des viandes, des poissons, des aliments pour animaux et des boissons. Dans un contexte où la production fléchit et où la demande intérieure se contracte pour la première fois depuis 2008, les importations s'accroissent tandis que les exportations sont étales. En conséquence, après un rebond en 2017, l'excédent commercial global des IAA s'érode à nouveau, s'établissant à son plus bas niveau depuis 2011. Bénéficiant d'une légère hausse des prix à la production, le chiffre d'affaires du secteur progresse. L'emploi augmente légèrement.**

#### Définition du périmètre des industries agroalimentaires (IAA) retenu dans l'analyse

Le champ des industries agroalimentaires (IAA) regroupe les industries alimentaires et les fabrications de boissons (divisions 10 et 11 de la nomenclature d'activité productive NAF rév. 2, 2008 de l'Insee). Sauf précision contraire, il ne comprend pas la fabrication de produits à base de tabac (division 12). Par ailleurs, les données présentées incluent l'artisanat commercial (activités de charcuterie, boulangerie, pâtisserie et cuisson de produits de la boulangerie), mais excluent le commerce de gros de produits alimentaires et de boissons. Enfin, sauf indication contraire, les évolutions sont calculées à partir de données brutes en glissement annuel, c'est-à-dire en référence à l'année précédente.

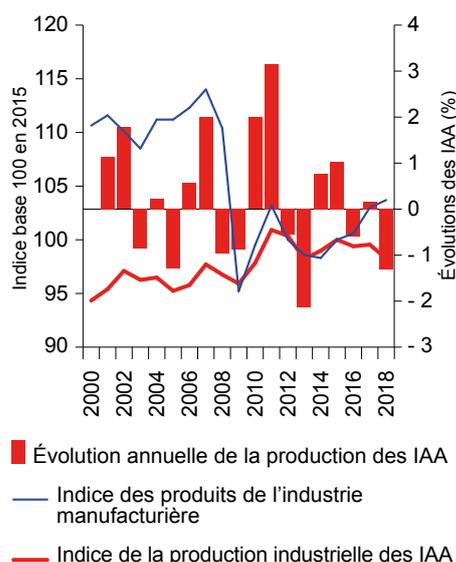
#### En 2018, la production totale des IAA recule en volume après une année 2017 stable

Après une quasi-stabilité en 2017, la production en volume des industries agroalimentaires repart à la baisse en 2018 (- 1,3 %) (graphique 1). Malgré la hausse des fabrications de boissons (+ 0,8 %), la production pâtit de la diminution des fabrications de produits alimentaires (- 1,7 %). L'activité a été pénalisée par un contexte économique morose et des conditions climatiques moins favorables qu'en 2017.

Proche de 2013, la production agroalimentaire en volume en 2018 s'inscrit dans une tendance à la baisse depuis 2011, et plus généralement dans un contexte de faible progression depuis le début des années 2000 (+ 0,2 % par an en moyenne), contrastant avec la dynamique de croissance des années 1990 (+ 0,8 % par an en moyenne).

Graphique 1

En 2018, repli de la production en volume des IAA après une année de stabilité



Sources : Insee, Agreste - Indice brut de la production industrielle (Ipi)

## En 2018, la production de la plupart des produits alimentaires diminue

En 2018, la production de produits alimentaires recule pour la troisième année consécutive (- 1,7 % en volume). Il s'agit du niveau le plus bas depuis 2009. Cette baisse est quasiment générale : seules les productions de viandes, d'aliments pour animaux et de préparations à base de poisson font exception.

Les *produits laitiers*, qui pèsent pour un cinquième dans la production des industries alimentaires, reculent sensiblement en 2018 (- 3,2 %), après une hausse en 2017 (*graphique 2*). Au second semestre 2018, les fabrications ont été freinées par la stagnation de la collecte laitière, en lien avec la sécheresse estivale ayant affecté les disponibilités et la qualité des fourrages. Sur l'ensemble de l'année, la baisse de la production s'inscrit dans une tendance à la baisse de la consommation de lait liquide conditionné et de produits ultra-frais (yaourts, desserts lactés, fromages frais).

Les fabrications de *produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires* se replient de leur côté de 1,8 %, interrompant une tendance à la hausse depuis 2015. Celles de *produits du travail des grains et produits amylicés* sont également

en baisse, pour la troisième année consécutive (- 2,1 %).

La production d'*huiles et graisses végétales et animales* interrompt la progression régulière enregistrée depuis 2004 (- 1,5 %). Ces dernières années, la hausse des fabrications avaient déjà commencé à ralentir (*graphique 3*).

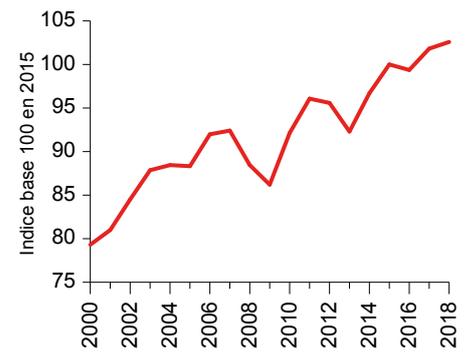
La production de *produits à base de fruits et légumes* se contracte (- 4,1 %), après une forte hausse en 2017. Avec les *autres produits alimentaires* (sucre, chocolaterie, café, plats préparés, etc.) (- 3,9 %), deuxième poste le plus important dans la production des IAA après les viandes, ce sont les deux postes qui diminuent le plus. La production d'*autres produits alimentaires* souffre du repli des fabrications de *cacao, chocolat et produits de confiserie*.

## Une croissance ralentie des fabrications de boissons

En 2018, la production de *boissons* croît (+ 0,8 %) (*graphique 4*). Moins marquée qu'en 2017, cette progression résulte du dynamisme des fabrications d'*eaux de table, de bière et de boissons alcooliques distillées*. *A contrario*, la production de *Champagne et mousseux* recule.

## Graphique 4

### En 2018, la hausse de la production de boissons marque le pas



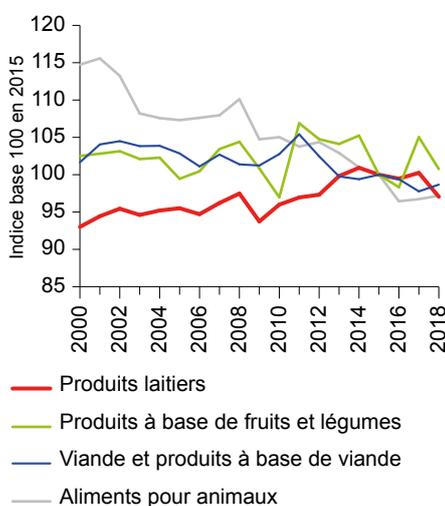
Sources : Insee, Agreste - Indice brut de la production industrielle (Ipi)

## En 2018, baisse de la consommation des ménages

D'après les résultats des comptes trimestriels de l'Insee, la part de l'alimentation dans les dépenses en biens des ménages se contracte en volume en 2018 (- 0,4 point) pour la première fois depuis 2008. Le fort repli des dépenses de consommation en produits bruts de l'agriculture et de la pêche (fruits et légumes, poissons frais, etc.) (- 3,2 %) s'accompagne du recul de la consommation en volume de denrées alimentaires, boissons et tabac par les ménages (- 0,8 %) (*graphique 5*).

## Graphique 2

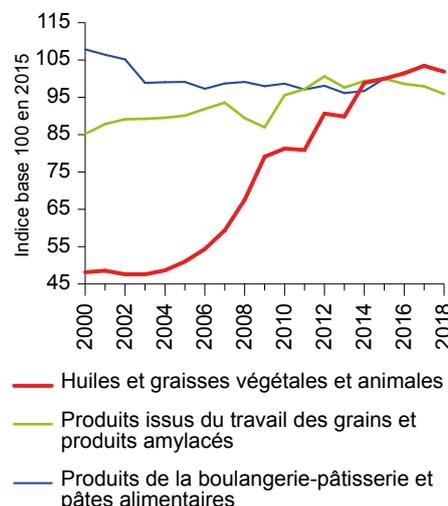
### En 2018, baisse de la production de produits laitiers



Sources : Insee, Agreste - Indice brut de la production industrielle (Ipi)

## Graphique 3

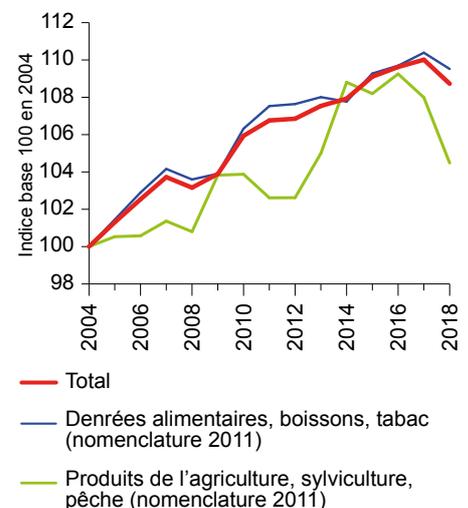
### En 2018, la production des huiles et graisses végétales et animales se contracte



Sources : Insee, Agreste - Indice brut de la production industrielle (Ipi)

## Graphique 5

### En 2018, les dépenses des ménages en produits agroalimentaires décroissent



Source : Insee, comptes trimestriels - Indice CVS-CJO calculé à partir des dépenses de consommation des ménages (volumes aux prix de l'année précédente chaînés, base 2014)

Ces dernières représentent plus des quatre-cinquièmes des dépenses totales de consommation alimentaire.

La baisse des quantités de viande achetées par les ménages pour leur seule consommation à domicile se poursuit également en 2018, dans un contexte de prix en hausse, d'après le Kantar WorldPanel pour FranceAgrimer. Elle confirme le retournement de tendance observé en 2015 après six ans de croissance ininterrompue. Toutes les catégories de viandes sont concernées par ce repli, à part la viande de canard. De même, les volumes de produits laitiers achetés par les ménages reculent de nouveau en 2018, à l'exception des crèmes.

### En 2018, l'excédent commercial des IAA se contracte, pénalisé par la hausse des importations

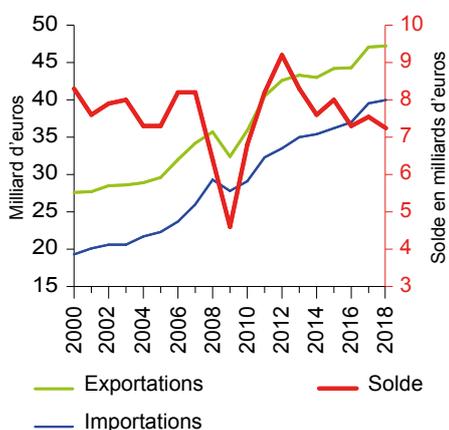
Après un rebond en 2017, l'excédent commercial des IAA diminue en valeur en 2018 (- 4,0 %), atteignant 7,2 milliards d'euros, soit son plus bas niveau depuis 2011 (*graphique 7*).

Cette dégradation s'explique principalement par la progression des importations, les exportations restant stables.

Le déficit commercial des produits alimentaires continue de se creuser, notamment avec l'UE. En revanche, l'excédent des boissons se consolide,

#### Graphique 7

Après un léger mieux en 2017, l'excédent commercial des IAA se dégrade à nouveau en 2018



Source : DGDDI (Douanes)

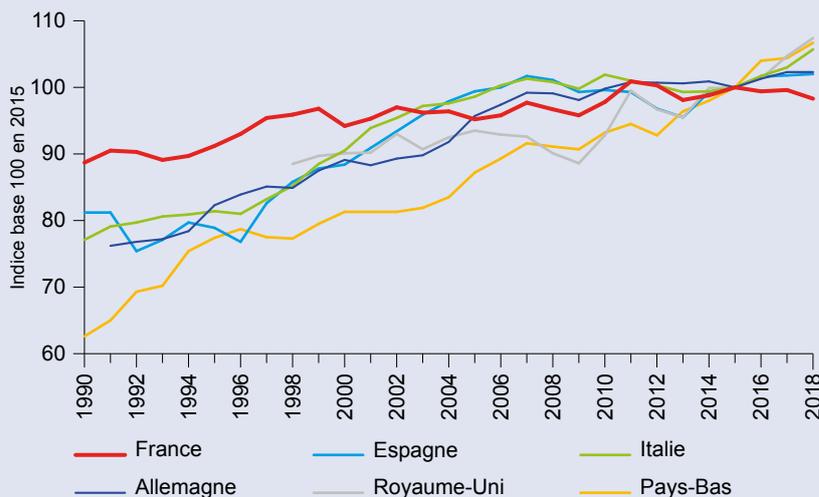
### Évolution de la production des IAA dans l'Union européenne

Entamée en 2013, après la période de stagnation ayant suivi la crise économique de 2008, la croissance de la production des industries alimentaires et boissons (hors tabac) se poursuit en 2018 dans la plupart des principaux pays européens (*graphique 6*).

La production est dynamique en Italie, au Royaume-Uni et aux Pays-Bas (respectivement + 2,6 %, + 2,6 % et + 2,2 %). Elle reste stable en Allemagne et en Espagne. À l'inverse, la production des IAA recule en France (- 1,3 %).

#### Graphique 6

En 2018, la croissance de la production des IAA se poursuit en volume dans la plupart des pays européens



Source : Eurostat - Indice brut de la production industrielle (Ipi)

bien qu'à un rythme moins soutenu que les années précédentes.

La dégradation du solde des produits alimentaires s'explique, d'une part, par la réduction des excédents commerciaux des *produits laitiers* et des *autres produits alimentaires* et, d'autre part, par l'accroissement du déficit des échanges de *viandes et produits à base de viandes*. Seuls les déficits des *huiles et graisses végétales et animales* et des *produits issus de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires* diminuent. Concernant les *produits laitiers* et les *autres produits alimentaires*, les importations augmentent tandis que les exportations reculent.

Quant à l'excédent des échanges des boissons, il progresse légèrement en 2018, malgré un solde des échanges de *bière et eaux de table* qui se dégrade. Les exportations de *bière* sont en retrait tandis que les importations s'accroissent. Pour les

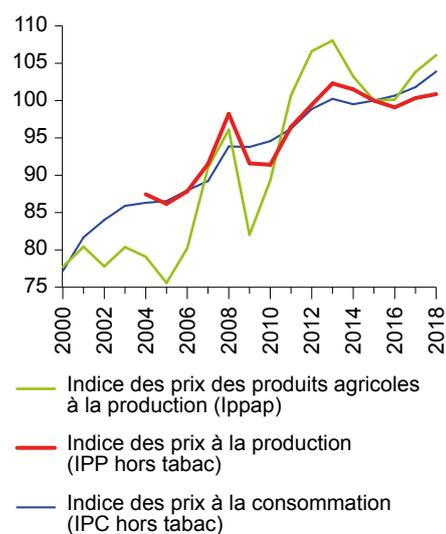
*eaux de table*, la hausse des ventes à l'extérieur ne compense pas la hausse des importations.

### En 2018, la hausse des prix à la production des IAA se poursuit

Amorcée en 2016, la hausse des prix à la production des IAA se poursuit en 2018 (+ 0,5 % sur un an), à un rythme néanmoins plus faible qu'en 2017 (+ 1,3 %) (*graphique 8*). La progression est moins forte que celle des prix des produits agricoles à la production et des prix des produits alimentaires à la consommation (+ 2 % chacun). Les prix s'accroissent moins pour les produits alimentaires (+ 0,3 %) que pour les boissons (+ 1,6 %). Pour ces dernières, l'indice de prix atteint un niveau record.

Les prix à la production augmentent pour l'ensemble des produits des IAA, grâce essentiellement aux boissons (*graphiques 9 et 10*). Parmi ces dernières, les prix des *Champagne et mousseux* se contractent toutefois.

**Graphique 8**  
**En 2018, légère hausse des prix à la production des IAA**



Source : Insee - Indice brut des prix à la production pour le marché français

Les prix des produits alimentaires progressent peu, la hausse des produits à base de fruits et légumes, des produits laitiers, des produits de la boulangerie-pâtisserie et des pâtes alimentaires, et des autres alimentaires ayant été quasiment compensée par la baisse des autres produits.

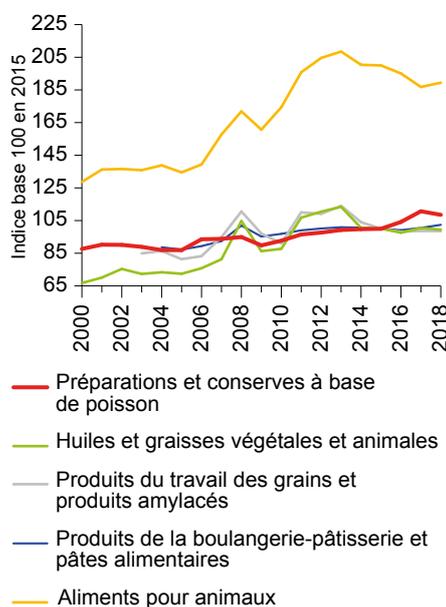
**En 2018, le chiffre d'affaires du secteur des IAA progresse**

Dans un contexte de repli de la production mais de prix en hausse modérée, le chiffre d'affaires du secteur des IAA s'accroît en 2018 (+ 1,4 %) (*graphique 11*) (*cf. encadré Sources, définitions et méthodes - point 3*). Moins soutenue que l'année

précédente, la croissance se situe toutefois dans la moyenne des cinq dernières années.

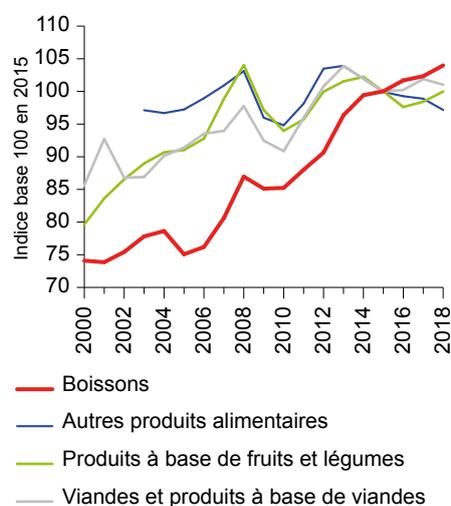
Le chiffre d'affaires des boissons tire une nouvelle fois son épingle du jeu (+ 2,4 %), grâce à une hausse des prix et de la production. Le chiffre d'affaires du secteur des produits alimentaires progresse également, mais de façon moins marquée (+ 1,3 %). Les évolutions sont contrastées selon les produits : à l'exception des viandes et produits à base de viandes et des produits du travail des grains et produits amylicés, les chiffres d'affaires des produits sont en hausse, malgré des prix et des productions parfois en baisse au niveau de la branche.

**Graphique 9**  
**Les prix à la production des préparations à base de poisson diminuent en 2018**



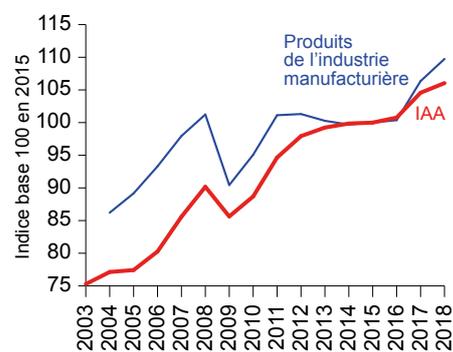
Source : Insee - Indice brut de prix à la production pour le marché français

**Graphique 10**  
**En 2018, les prix à la production des boissons atteignent un niveau record**



Source : Insee - Indice brut de prix à la production pour le marché français

**Graphique 11**  
**En 2018, la croissance du chiffre d'affaires des IAA se poursuit**



Source : Insee - Indice brut de chiffre d'affaires

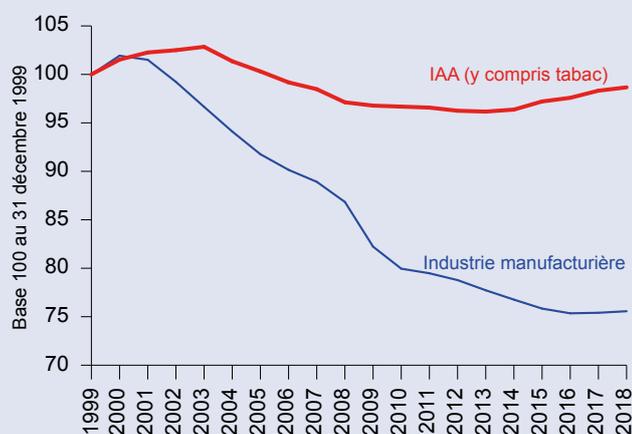
## En 2018, légère progression de l'emploi dans les IAA

En 2018, l'emploi dans les IAA (produits alimentaires et boissons, tabac, artisanat de la charcuterie et de la boulangerie-pâtisserie) s'accroît pour la cinquième année consécutive (graphique 12). Au 4<sup>e</sup> trimestre 2018, les IAA employaient 576 000 salariés (tous contrats et tous temps de travail confondus), soit

2 000 emplois de plus qu'un an auparavant (+ 0,3 %). Dans l'ensemble de l'industrie manufacturière, l'emploi salarié progresse pour la deuxième année de plus, après 16 ans de baisse. Fin décembre 2018, l'industrie manufacturière employait 2,78 millions de salariés.

Graphique 12

En 2018, l'emploi salarié s'accroît légèrement dans les IAA pour la cinquième année consécutive



Source : Insee - Compte trimestriel - Emploi salarié à la fin du 4<sup>e</sup> trimestre

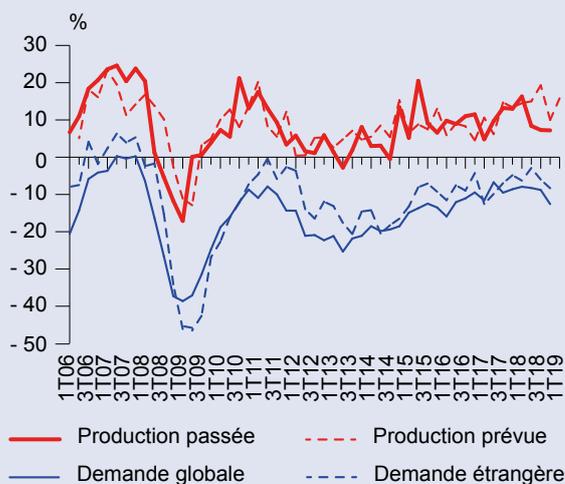
## Perspectives de production

Selon les chefs d'entreprise interrogés par l'Insee fin 2018 - début 2019, l'activité des IAA recule au 4<sup>e</sup> trimestre 2018. Les carnets de commande, qu'ils émanent de France ou de l'étranger, sont toujours considérés comme peu étoffés,

et se sont dégarnis en 2018 (graphique 13). Les perspectives personnelles de production pour le 2<sup>e</sup> trimestre 2019 sont positives mais, en moyenne, moins bonnes que celles de l'année dernière.

Graphique 13

En 2018, la demande globale recule et reste peu étoffée



Note du graphique : les indicateurs présentés correspondent à un solde d'opinion, différence entre les pourcentages de réponses positives (hausse de la production, de la demande, etc., selon l'indicateur) et négatives (baisse).

Source : Insee - Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie

Tableaux 1, 2 et 3  
En 2018, recul de la production des IAA

	Année 2018/Année 2017					Solde extérieur	
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	2018	2017
	%					Million d'euros	
<b>Produits des industries alimentaires</b>	<b>- 1,7</b>	<b>0,3</b>	<b>1,3</b>	<b>- 0,8</b>	<b>0,4</b>	<b>- 5 088</b>	<b>- 4 713</b>
Viande et produits à base de viande	0,9	- 0,9	- 0,1	- 1,6	2,1	- 1 254	- 1 066
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	1,4	- 1,9	1,0	0,9	- 2,0	- 3 237	- 3 331
Produits à base de fruits et légumes	- 4,1	1,6	2,9	3,3	1,0	- 2 921	- 2 938
Huiles et graisses végétales et animales	- 1,5	- 1,0	0,2	- 4,1	- 3,6	- 2 176	- 2 250
Produits laitiers	- 3,2	1,7	0,5	- 1,5	3,2	2 462	2 684
Produits du travail des grains et produits amylacés	- 2,1	- 0,1	- 0,4	- 2,9	0,6	837	924
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	- 1,8	1,9	4,2	5,3	0,6	- 259	- 350
Autres produits alimentaires	- 3,9	- 1,7	0,0	- 1,6	0,1	326	483
Aliments pour animaux	0,5	1,4	2,9	0,9	1,5	1 134	1 131
<b>Boissons</b>	<b>0,8</b>	<b>1,6</b>	<b>2,4</b>	<b>2,4</b>	<b>8,5</b>	<b>12 329</b>	<b>12 257</b>
<b>IAA hors tabac</b>	<b>- 1,3</b>	<b>0,5</b>	<b>1,4</b>	<b>0,3</b>	<b>1,1</b>	<b>7 242</b>	<b>7 544</b>

	4 <sup>e</sup> trimestre 2018/4 <sup>e</sup> trimestre 2017					Solde extérieur	
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	4 <sup>e</sup> trimestre 2018	4 <sup>e</sup> trimestre 2017
	%					Million d'euros	
<b>Produits des industries alimentaires</b>	<b>- 1,8</b>	<b>0,7</b>	<b>1,8</b>	<b>- 2,5</b>	<b>- 0,1</b>	<b>- 1 154</b>	<b>- 953</b>
Viande et produits à base de viande	0,7	- 0,7	1,1	- 3,6	- 1,1	- 216	- 185
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	- 0,4	- 1,9	0,6	- 4,2	0,3	- 881	- 866
Produits à base de fruits et légumes	- 1,4	0,4	5,7	6,3	0,6	- 700	- 725
Huiles et graisses végétales et animales	- 5,8	6,9	3,1	- 14,1	- 1,9	- 560	- 531
Produits laitiers	- 3,7	1,7	- 0,2	- 1,3	- 1,2	714	724
Produits du travail des grains et produits amylacés	- 2,1	2,2	1,8	- 2,4	1,7	207	230
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	- 1,2	0,6	3,7	4,7	3,2	- 85	- 90
Autres produits alimentaires	- 4,9	- 2,4	- 0,6	- 4,4	- 0,1	82	188
Aliments pour animaux	1,5	5,0	7,4	- 2,9	0,4	284	301
<b>Boissons</b>	<b>0,9</b>	<b>2,1</b>	<b>4,3</b>	<b>1,3</b>	<b>3,5</b>	<b>3 404</b>	<b>3 381</b>
<b>IAA hors tabac</b>	<b>- 1,4</b>	<b>0,9</b>	<b>2,1</b>	<b>- 1,2</b>	<b>0,3</b>	<b>2 250</b>	<b>2 428</b>

	3 <sup>e</sup> trimestre 2018/3 <sup>e</sup> trimestre 2017					Solde extérieur	
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	3 <sup>e</sup> trimestre 2018	3 <sup>e</sup> trimestre 2017
	%					Million d'euros	
<b>Produits des industries alimentaires</b>	<b>- 2,4</b>	<b>- 0,1</b>	<b>0,2</b>	<b>- 1,0</b>	<b>- 0,2</b>	<b>- 1 447</b>	<b>- 1 388</b>
Viande et produits à base de viande	- 0,6	- 1,6	- 2,0	- 4,8	- 0,6	- 371	- 328
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	- 0,5	- 2,5	- 0,5	- 9,4	- 4,8	- 830	- 860
Produits à base de fruits et légumes	0,1	1,4	2,9	3,8	2,1	- 715	- 709
Huiles et graisses végétales et animales	3,8	1,1	5,4	- 5,2	- 0,9	- 569	- 564
Produits laitiers	- 3,1	1,5	- 1,4	- 2,8	- 0,3	539	582
Produits du travail des grains et produits amylacés	- 3,8	- 1,1	0,5	- 1,6	2,4	215	236
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	- 2,6	1,6	3,5	6,0	- 2,1	- 33	- 75
Autres produits alimentaires	- 5,9	- 2,3	- 1,0	- 0,1	1,8	38	77
Aliments pour animaux	- 1,3	1,5	1,3	3,1	- 3,8	278	252
<b>Boissons</b>	<b>1,9</b>	<b>2,6</b>	<b>3,4</b>	<b>2,4</b>	<b>9,8</b>	<b>3 194</b>	<b>3 189</b>
<b>IAA hors tabac</b>	<b>- 1,7</b>	<b>0,4</b>	<b>0,6</b>	<b>0,2</b>	<b>0,7</b>	<b>1 747</b>	<b>1 801</b>

En raison de différences de couverture (champ, branche, secteur, cf. Sources, définitions et méthodes), les évolutions de la production, du prix et du chiffre d'affaires ne sont pas immédiatement comparables.

Sources : Insee, DGDDI (Douanes) et Agreste

Tableaux 4 et 5

	2 <sup>e</sup> trimestre 2018/2 <sup>e</sup> trimestre 2017					Solde extérieur	
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	2 <sup>e</sup> trimestre 2016	2 <sup>e</sup> trimestre 2015
	%					Million d'euros	
<b>Produits des industries alimentaires</b>	<b>- 1,3</b>	<b>- 0,1</b>	<b>0,4</b>	<b>- 1,5</b>	<b>0,3</b>	<b>- 1 342</b>	<b>- 1 204</b>
Viande et produits à base de viande	1,6	- 1,4	- 1,2	- 1,7	2,8	- 377	- 319
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	1,3	- 1,6	- 0,2	7,7	- 3,6	- 774	- 828
Produits à base de fruits et légumes	- 10,5	2,0	0,6	3,2	2,3	- 773	- 760
Huiles et graisses végétales et animales	- 0,2	- 4,9	- 1,9	- 3,3	- 1,8	- 554	- 560
Produits laitiers	- 3,3	1,9	1,4	- 2,3	3,7	568	646
Produits du travail des grains et produits amylacés	- 1,8	- 1,1	- 3,1	- 6,7	- 3,8	196	224
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	- 1,8	2,2	3,3	3,8	2,3	- 63	- 69
Autres produits alimentaires	- 1,7	- 1,9	- 1,1	- 2,4	- 1,7	153	172
Aliments pour animaux	1,6	0,1	1,1	- 0,1	2,8	282	290
<b>Boissons</b>	<b>- 0,7</b>	<b>0,9</b>	<b>1,6</b>	<b>4,6</b>	<b>7,6</b>	<b>3 082</b>	<b>2 975</b>
<b>IAA hors tabac</b>	<b>- 1,2</b>	<b>0,1</b>	<b>0,6</b>	<b>0,6</b>	<b>1,0</b>	<b>1 740</b>	<b>1 771</b>

	1 <sup>er</sup> trimestre 2018/1 <sup>er</sup> trimestre 2017					Solde extérieur	
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	1 <sup>er</sup> trimestre 2016	1 <sup>er</sup> trimestre 2015
	%					Million d'euros	
<b>Produits des industries alimentaires</b>	<b>- 1,2</b>	<b>0,7</b>	<b>2,7</b>	<b>2,1</b>	<b>1,6</b>	<b>- 1 144</b>	<b>- 1 167</b>
Viande et produits à base de viande	2,0	0,3	1,6	4,1	7,7	- 290	- 234
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	5,4	- 1,8	4,6	11,7	0,0	- 752	- 776
Produits à base de fruits et légumes	- 8,7	2,6	2,6	- 0,2	- 1,0	- 733	- 744
Huiles et graisses végétales et animales	- 2,8	- 6,7	- 5,6	6,7	- 9,3	- 492	- 595
Produits laitiers	- 2,7	1,8	2,3	0,6	11,8	640	732
Produits du travail des grains et produits amylacés	- 0,6	- 0,5	- 0,6	- 0,8	2,3	219	234
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	- 1,7	3,1	6,3	7,0	- 1,0	- 79	- 117
Autres produits alimentaires	- 3,1	- 0,4	2,7	0,8	0,4	53	45
Aliments pour animaux	0,2	- 1,0	1,7	3,6	6,8	290	288
<b>Boissons</b>	<b>1,0</b>	<b>0,9</b>	<b>0,0</b>	<b>1,4</b>	<b>14,2</b>	<b>2 648</b>	<b>2 712</b>
<b>IAA hors tabac</b>	<b>- 0,9</b>	<b>0,7</b>	<b>2,4</b>	<b>1,9</b>	<b>2,6</b>	<b>1 504</b>	<b>1 544</b>

En raison de différences de couverture (champ, branche, secteur, cf. Sources, définitions et méthodes), les évolutions de la production, du prix et du chiffre d'affaires ne sont pas immédiatement comparables.

Sources : Insee, DGDDI (Douanes) et Agreste

## La transformation des produits de l'élevage tient toujours une place importante dans le secteur

D'après les résultats du dispositif Esane permettant l'élaboration des statistiques structurelles d'entreprises, les entreprises agroalimentaires au sens large – industries agroalimentaires, commerce de gros de produits agroalimentaires, artisanat commercial de charcuterie et de boulangerie-pâtisserie – comptaient un peu plus de 83 800 entreprises (unités légales et « unités profilées ») en 2016 (chiffre stable par rapport à 2015) et employaient près de 726 200 salariés en équivalent temps plein hors intérim (+ 1,2 %) (tableau 6). Parmi elles, les industries agroalimentaires (hors artisanat commercial et commerce de gros de produits

agroalimentaires) comptaient 17 250 unités, en baisse de 6,1 % par rapport à 2015, et 383 300 salariés en équivalent temps plein hors intérim (- 0,8 %).

La transformation de produits de l'élevage occupe toujours une place importante dans le secteur : 37,2 % du chiffre d'affaires des industries agroalimentaires et 40,4 % des emplois salariés en équivalent-temps-plein hors intérim relèvent des industries de la viande et du lait (chiffres stables par rapport à 2015). Ces deux activités sont par ailleurs à l'origine de 31,3 % de la valeur ajoutée du secteur (- 2,2 % par rapport à 2015). Les industries des boissons et les « Autres industries

alimentaires » (sucre, chocolaterie, café, aliments diététiques, plats préparés, etc.), très exportatrices, demeurent quant à elles les deux autres pôles de structuration majeurs des activités.

Au niveau européen (UE à 28), la France regroupe 15 % des unités légales, 16 % du chiffre d'affaires et 13 % de l'emploi des entreprises agroalimentaires au sens large. Elle est au deuxième rang européen en nombre d'entreprises, derrière l'Italie, et en nombre de salariés et en chiffre d'affaires, derrière l'Allemagne. Elle occupe également la première place en termes de chiffre d'affaires réalisé par l'industrie des boissons.

Tableau 6

### Chiffres clés des industries et du commerce de gros de produits agroalimentaires en 2016

Secteurs d'activités (NAF rév. 2)	Nombre d'unités légales et profilées <sup>1</sup>	Effectif salariés en équivalent temps plein	Effectif salariés au 31 décembre	Chiffre d'affaires H.T.		Valeur ajoutée <sup>2</sup> (million d'euros)
				Total (million d'euros)	dont à l'exportation (%)	
<b>Ensemble des entreprises agroalimentaires</b>	<b>83 832</b>	<b>726 165</b>	<b>nd</b>	<b>386 944</b>	<b>18,4</b>	<b>55 954</b>
<b>Industries agroalimentaires</b>	<b>17 253</b>	<b>383 297</b>	<b>nd</b>	<b>166 766</b>	<b>22,7</b>	<b>34 248</b>
<b>Industries alimentaires</b>	<b>13 307</b>	<b>339 513</b>	<b>nd</b>	<b>137 319</b>	<b>20,6</b>	<b>26 475</b>
Transf. & conserv. viande & prép. viande	2 585	98 933	nd	32 953	10,6	5 789
Transf. & conserv. poisson, crust., etc.	495	12 665	nd	4 172	8,7	687
Transf. et conserv. de fruits et légumes	1 388	23 183	nd	7 872	21,9	1 678
Fab. huile et graisse végétale & animale	244	3 535	nd	6 569	36,5	325
Fabrication de produits laitiers	1 222	55 980	nd	29 164	24,3	4 926
Travail des grains ; fab. prod. amylacés	471	13 094	nd	7 138	44,0	1 519
Fab. prod. boulangerie-pâtis. & pâtes	1 917	44 140	nd	11 990	15,8	3 532
Fabrication autres produits alimentaires	4 511	71 443	nd	25 200	24,5	6 290
Fabrication d'aliments pour animaux	474	16 540	nd	12 261	16,9	1 729
<b>Fabrication de boissons</b>	<b>3 946</b>	<b>43 784</b>	<b>nd</b>	<b>29 447</b>	<b>32,2</b>	<b>7 773</b>
<b>Commerce de gros de prod. agroalimentaires</b>	<b>24 076</b>	<b>192 140</b>	<b>nd</b>	<b>207 213</b>	<b>16,1</b>	<b>15 916</b>
Com. gros prod. agric. brut & anim. viv.	4 979	39 275	nd	61 922	18,4	3 296
Com. gros prod. alim. & boissons	19 096	152 865	nd	145 291	15,0	12 620
<b>Artisanat commercial</b>	<b>42 503</b>	<b>150 728</b>	<b>nd</b>	<b>12 965</b>	<b>0,6</b>	<b>5 790</b>
Charcuterie	3 805	10 608	nd	1 217	0,5	350
Cuisson de produits de boulangerie	2 746	6 784	nd	568	0,4	140
Boulangerie et boulangerie-pâtisserie	31 593	120 488	nd	10 070	0,4	4 817
Pâtisserie	4 358	12 848	nd	1 109	2,4	483

1. Ces unités sont constituées des unités légales (sociétés, entreprises individuelles, parties d'administrations publiques et certaines associations) mais aussi des unités « profilées » regroupant des unités légales en forte interaction au sein de grands groupes de plus de 10 000 salariés.

2. Y compris autres produits et autres charges.

nd : non disponible en 2016 du fait du passage de la Déclaration annuelle de données sociales à la Déclaration sociale nominative.

Champ : industrie et commerce de gros agroalimentaires, tabac exclu, Dom inclus.

Sources : Insee - Esane 2016, traitements SSP

## Sources, définitions et méthodes

- Les données conjoncturelles des industries agroalimentaires (IAA) sont présentées selon la nomenclature d'activité productive Naf rév. 2 entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2008. Les IAA regroupent les industries alimentaires (division 10) et les fabrications de boissons y compris de vins (division 11), mais n'incluent pas la fabrication de produits à base de tabac (division 12) :

<http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=nomenclatures/cpf2008/cpf2008.htm>

- Les IAA sont intégrées à l'ensemble « Industrie manufacturière » (section C de la nomenclature) qui regroupe toutes les industries manufacturières, à l'exclusion de l'énergie et de la construction.
- Les différents indicateurs des IAA utilisés ont pour base 100 l'année 2015. Ils ont des couvertures différentes (champ, branche ou secteur) et ne sont, de ce fait, pas toujours immédiatement comparables. L'indicateur de chiffre d'affaires (Ica) et l'emploi salarié sont des indicateurs sectoriels alors que les autres indicateurs - Indice de production industrielle (Ipi), indice de prix à la production (IPP), données sur le commerce extérieur – sont des indicateurs de branche.

Alors que la branche regroupe des unités de production homogènes, les secteurs d'activité regroupent des entreprises de fabrication, de commerce ou de service qui ont la même activité principale mais qui peuvent avoir des productions ou services secondaires relevant d'autres items de la nomenclature d'activité. Compte tenu des champs respectifs des différents indicateurs, le chiffre d'affaires total d'une entreprise sera affecté à un seul poste de la nomenclature d'activité (l'activité principale) alors que sa production sera, le cas échéant, ventilée dans différents postes de la nomenclature.

### ■ Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie :

Le département de la conjoncture de l'Insee effectue une enquête mensuelle auprès des entreprises du secteur concurrentiel sur la situation et les perspectives d'activité dans l'industrie. Le champ de l'industrie retenu recouvre les secteurs de l'industrie manufacturière dont les fabrications de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac. Toutes les questions sont qualitatives et trimodales. Les résultats sont présentés sous la forme de soldes d'opinion, différence entre le pourcentage de réponses « en hausse » ou « supérieurs à la normale » et le pourcentage de réponses « en baisse » ou « inférieurs à la normale ». Cette présentation permet d'améliorer la lisibilité sans perte d'information notable.

<https://www.insee.fr/fr/metadonnees/source/operation/s1133/documentation-methodologique>

- Les données concernant les entreprises agroalimentaires au sens large, industries agroalimentaires, commerce de gros de produits agroalimentaires, artisanat commercial de charcuterie et de boulangerie-pâtisserie sont obtenues à partir d'Esane (Élaboration des Statistiques Annuelles d'Entreprise) :

<http://agreste.agriculture.gouv.fr/enquetes/entreprises-agroalimentaires/esane-entreprises-agroalimentaires/>

- Les séries retenues pour l'Ipi couvrent partiellement certains domaines :
  - l'Ipi de l'industrie laitière couvre également les glaces et sorbets ;
  - l'Ipi de l'industrie des boissons ne comprend pas les vins.
- Les comparaisons sont effectuées, sauf précision contraire, en glissement annuel, c'est-à-dire par rapport à la même période de l'année précédente.

### Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - IAA » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - IAA » pour les publications Agreste Conjoncture

#### Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- Le tableau de bord mensuel des IAA qui retrace le climat conjoncturel des IAA, au travers de différents indicateurs et des chiffres du commerce extérieur.

#### Les Synthèses conjoncturelles IAA :

- « Au 3<sup>e</sup> trimestre 2018, nouveau recul de la production en volume des IAA », Synthèses n° 2019/336, février 2019
- « Au 2<sup>e</sup> trimestre 2018, nouveau recul de la production en volume des IAA sur un an », Synthèses n° 2018/332, octobre 2018
- « Au 3<sup>e</sup> trimestre 2017, la production en volume des IAA a reculé sur un an pour la première fois depuis le début de l'année », Synthèses n° 2018/320, janvier 2018

#### Les primeurs IAA :

- « Productions commercialisées des industries agroalimentaires - En 2017, les ventes progressent sous l'effet d'une hausse des prix », Agreste primeur n° 351, juillet 2018

#### Autre publication sur ce thème publiée par la DGPE :

- « Le panorama des industries agroalimentaires 2018 » disponible en ligne à l'adresse suivante :  
<http://agriculture.gouv.fr/le-panorama-des-iaa>

# Fiches sectorielles détaillées des IAA

## En 2018, le déficit commercial des viandes se creuse pour la deuxième année consécutive

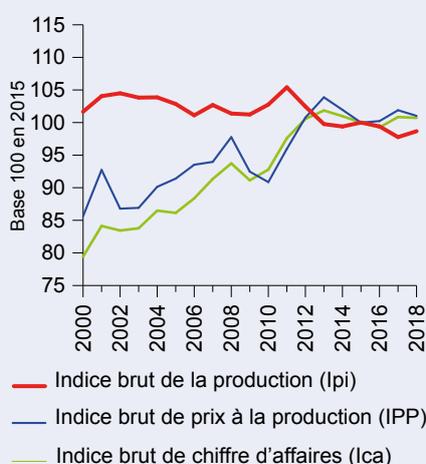
En 2018, la production de viande et produits à base de viande croît, après une baisse en 2017, mais reste peu élevée (graphiques 14 - tableau 7). Par ailleurs, quel que soit le produit, l'évolution est peu marquée. La production de viande porcine et viande de volaille s'accroît dans un contexte de progression des abattages tandis que celle de viande bovine se stabilise. Quant à la production de viande ovine, elle est en légère diminution. Enfin, le recul de la production des produits à base de viandes entamée en 2012 se poursuit, atteignant son plus bas niveau depuis 2004.

Le chiffre d'affaires du secteur reste stable en 2018, proche du niveau atteint ces cinq dernières années.

En raison d'une hausse des importations et d'une baisse des exportations, le déficit commercial

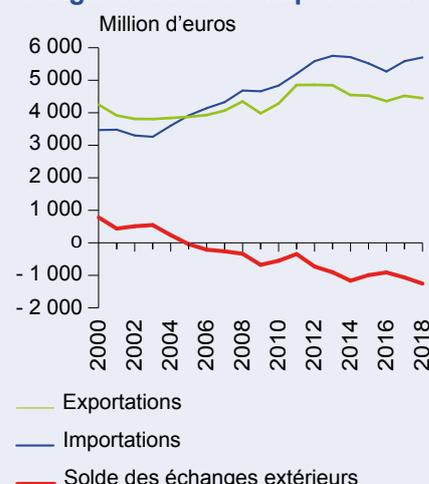
se creuse en valeur pour la deuxième année consécutive (graphique 15).

Graphique 14  
En 2018, stabilité du chiffre d'affaires



Sources : Insee, Agreste

Graphique 15  
En 2018, le déficit commercial des viandes se creuse en raison de l'augmentation des importations



Source : DGDDI (Douanes)

Tableau 7  
Une production de viande en hausse en 2018

Évolution (%)	1 <sup>er</sup> sem. 2018/1 <sup>er</sup> sem. 2017					2 <sup>e</sup> sem. 2018/2 <sup>e</sup> sem. 2017					Année 2018/Année 2017				
	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*
<b>Viandes et produits à base de viandes</b>	1,8	-0,6	0,2	1,2	5,2	0,1	-1,1	-0,4	-4,2	-0,9	0,9	-0,9	-0,1	-1,6	2,1
Viandes de bouch. et produits d'abat.	1,7	-1,6	-0,3	-0,2	1,8	0,3	-1,4	-2,0	-7,1	-5,0	1,0	-1,5	-1,1	-3,7	-1,7
Viandes de volailles	7,5	-0,5	4,5	6,0	12,3	1,3	-0,5	3,2	-1,5	2,1	4,3	-0,5	3,8	1,8	6,9
Produits à base de viandes	-1,5	0,5	-1,5	0,9	7,8	-1,0	-1,2	-0,5	1,6	6,8	-1,2	-0,3	-1,0	1,3	7,3

\* En valeur.

En raison de différences de couverture (champ, branche, secteur, cf. Sources, définitions et méthodes), les évolutions de la production, du prix et du chiffre d'affaires ne sont pas immédiatement comparables.

Sources : Insee, DGDDI (Douanes) et Agreste

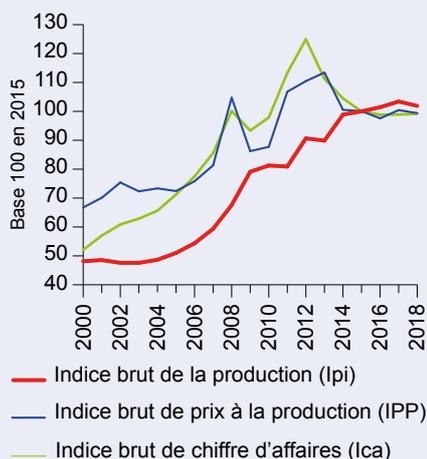
## Le déficit commercial des huiles et graisses végétales et animales se réduit légèrement en 2018

En 2018, la fabrication d'huiles et graisses végétales et animales

diminue légèrement (- 1,5 %), après plusieurs années de croissance

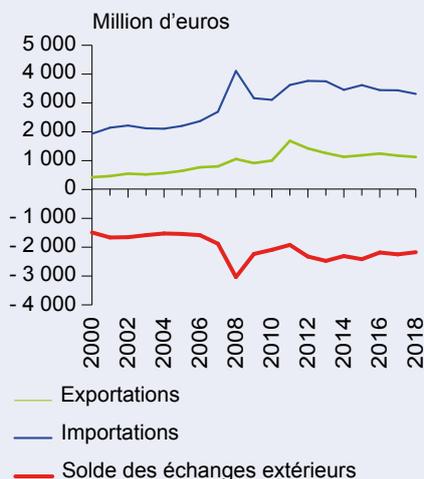
(graphiques 16 et 17 - tableau 8). La baisse des fabrications, particulièrement marquée pour les huiles raffinées (- 9,0 %), l'est moins pour la margarine (- 0,3 %). À l'inverse, les fabrications d'huiles brutes sont en hausse (+ 3,9 %).

**Graphique 16**  
En 2018, le chiffre d'affaires du secteur est étale



Sources : Insee, Agreste

**Graphique 17**  
En 2018, le déficit commercial des huiles et graisses végétales et animales se réduit



Source : DGDDI (Douanes)

Malgré des prix également en repli au niveau de la branche, le chiffre d'affaires du secteur se maintient.

En 2018, les importations d'huiles et graisses végétales et animales diminuent plus que les exportations, en niveau. En conséquence, le déficit commercial se réduit, s'établissant à son plus faible niveau depuis 2012 (graphique 17).

**Tableau 8**

### Une production et des prix en baisse au niveau de la branche

Évolution (%)	1 <sup>er</sup> sem. 2018/1 <sup>er</sup> sem. 2017					2 <sup>e</sup> sem. 2018/2 <sup>e</sup> sem. 2017					Année 2018/Année 2017				
	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*
<b>Huiles et graisses végétales et anim.</b>	- 1,6	- 5,8	- 3,8	1,8	- 5,6	- 1,4	4,0	4,2	- 10,2	- 1,4	- 1,5	- 1,0	0,2	- 4,1	- 3,6
<b>Huiles et graisses</b>	- 1,7	- 6,0	- 100,0	1,7	- 5,9	- 1,3	4,3	- 100,0	- 10,4	- 1,3	- 1,5	- 0,9	- 100,0	- 4,2	- 3,7
Huiles brutes et tourteaux	0,3		- 3,9			7,8		3,2			3,9		- 0,3		
Huiles raffinées	- 4,7	- 7,9				- 12,9	- 9,9				- 9,0	- 8,9			
<b>Margarine</b>	<b>2,4</b>		<b>- 100,0</b>	<b>4,0</b>	<b>- 3,1</b>	<b>- 2,9</b>		<b>- 100,0</b>	<b>- 6,1</b>	<b>- 2,1</b>	<b>- 0,3</b>			<b>- 1,2</b>	<b>- 2,6</b>

\* En valeur.

En raison de différences de couverture (champ, branche, secteur, cf. Sources, définitions et méthodes), les évolutions de la production, du prix et du chiffre d'affaires ne sont pas immédiatement comparables.

Sources : Insee, DGDDI (Douanes) et Agreste

## 2018, une année difficile pour l'industrie laitière malgré un chiffre d'affaires en légère hausse

En 2018, la production de l'industrie laitière diminue (- 3,2 %), après une légère hausse en 2017 (graphique 18 - tableau 9). La baisse de l'activité s'inscrit dans un contexte de très léger recul de la collecte laitière, consécutif à la sécheresse estivale et aux fortes pluies du printemps, en particulier dans le nord de la France, ayant affecté la qualité et les disponibilités des fourrages.

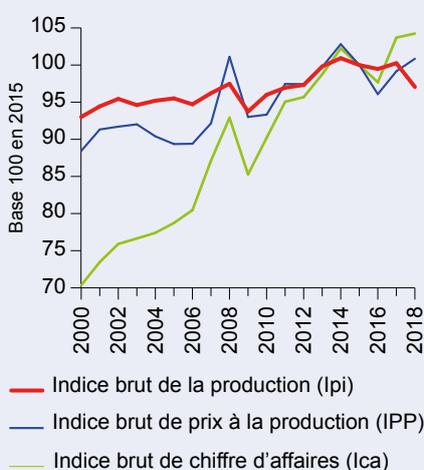
Dans un contexte de stocks européens toujours consistants malgré une certaine réduction, les fabrications de laits secs décroissent fortement (- 14,4 %), après avoir augmenté en 2017. Les fabrications de fromages se contractent également après une année de stabilité. Il en va de même pour les fabrications de lait liquide, crème de lait et produits frais (- 2,6 %). En revanche, les fabrications de matières grasses solides (beurres, ...) se redressent, après une forte baisse en 2017. Les fabrications de glaces et sorbets sont en légère hausse (+ 0,2 %).

Sur fond de progression des cours du lait depuis l'été 2016, les

prix à la production des produits laitiers augmentent en 2018 pour la deuxième année consécutive (+ 1,7 %). Presque tous les produits sont concernés par cette hausse, en particulier le beurre et la crème de lait. Avec une hausse des prix à la production, le chiffre d'affaires du secteur continue de croître, mais de façon modérée.

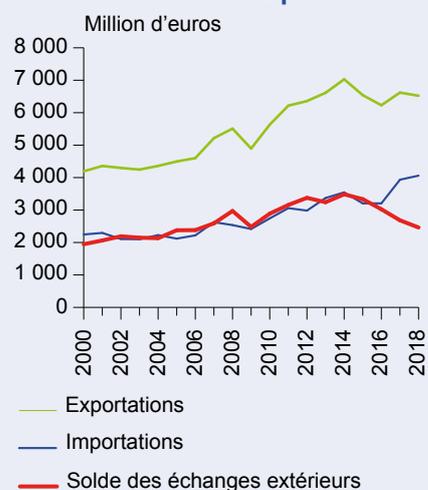
Après le niveau record de 2014, l'excédent commercial des produits se dégrade en valeur en 2018 pour la quatrième année consécutive (- 8,3 %), sous l'effet du repli des exportations et de la croissance des importations (graphique 19). La progression des importations de beurre et de produits frais est plus marquée (respectivement + 11,7 % et + 10,4 %) que celle des fromages (+ 4,0 %).

Graphique 18  
En 2018, le chiffre d'affaires bénéficie d'une hausse des prix



Sources : Insee, Agreste

Graphique 19  
En 2018, l'excédent des produits laitiers se dégrade sous l'effet de la contraction des exportations



Source : DGDDI (Douanes)

Tableau 9  
Recul de la production et des exportations de produits laitiers en 2018

Évolution (%)	1 <sup>er</sup> sem. 2018/1 <sup>er</sup> sem. 2017					2 <sup>e</sup> sem. 2018/2 <sup>e</sup> sem. 2017					Année 2018/Année 2017				
	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*
<b>Produits laitiers</b>	- 3,0	1,8	1,9	- 0,9	7,4	- 3,4	1,6	- 0,8	- 2,0	- 0,8	- 3,2	1,7	0,5	- 1,5	3,2
<b>Produits laitiers et fromages</b>	<b>- 3,0</b>	<b>1,8</b>	<b>1,6</b>	<b>- 1,8</b>	<b>7,6</b>	<b>- 3,6</b>	<b>1,6</b>	<b>- 1,6</b>	<b>- 3,0</b>	<b>- 1,4</b>	<b>- 3,3</b>	<b>1,7</b>	<b>- 0,1</b>	<b>- 2,4</b>	<b>2,9</b>
Lait liquide, crème de lait, produits frais	- 1,9		2,3			- 3,4		- 1,3			- 2,6		0,5		
Lait liquide		3,1		2,5	- 23,6		0,7		- 11,6	- 28,0		1,9		- 4,7	- 25,8
Crème de lait		10,0		1,0	10,2		7,6		- 2,6	- 8,3		8,7		- 0,8	1,6
Produits frais : yaourts, desserts lactés frais		0,5		- 1,7	12,9		- 0,1		1,1	8,0		0,2		- 0,4	10,4
Beurre conditionné GMS	4,0	20,5	6,3	17,8	27,3	- 1,8	13,4	1,0	- 14,7	0,1	1,4	16,7	3,6	0,7	11,7
Fromages	- 0,8	2,3	3,0	1,4	5,9	- 0,8	1,8	0,3	2,1	2,1	- 0,8	2,0	1,6	1,7	4,0
Laits secs	- 15,2		- 5,8			- 13,6		- 9,6			- 14,4		- 7,7		
Lait en poudre écrémé				- 22,2	5,9				- 18,0	10,6				- 20,3	8,3
Lait en poudre entier				- 14,5	7,7				- 7,3	1,7				- 11,1	4,5
Caséine et caséinates		- 28,6		6,9	- 12,3		- 16,8		- 8,1	- 7,6		- 22,9		- 0,5	- 9,8
<b>Glaces et sorbets</b>	<b>- 1,8</b>	<b>- 1,1</b>	<b>9,0</b>	<b>10,7</b>	<b>4,7</b>	<b>3,7</b>	<b>- 2,4</b>	<b>26,1</b>	<b>14,3</b>	<b>14,1</b>	<b>0,2</b>	<b>- 1,8</b>	<b>17,1</b>	<b>12,2</b>	<b>8,2</b>

\* En valeur.

En raison de différences de couverture (champ, branche, secteur, cf. Sources, définitions et méthodes), les évolutions de la production, du prix et du chiffre d'affaires ne sont pas immédiatement comparables.

Sources : Insee, DGDDI (Douanes) et Agreste

## En 2018, la production et les exportations d'autres produits alimentaires reculent

En 2018, la production des autres produits alimentaires (sucre, chocolaterie, café, plats préparés, etc.) se contracte (- 3,9 %), pour la troisième année consécutive (graphique 20 - tableau 10). Tous les produits sont en baisse plus ou moins marquée : en particulier, les fabrications de cacao, chocolat et produits de confiserie (- 11,8 %). Seule la production de sucre se stabilise.

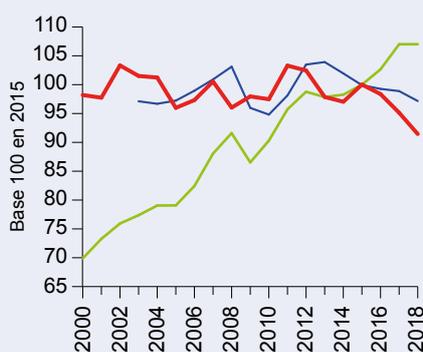
Malgré le recul conjoint de la production et des prix au niveau de la branche, le chiffre d'affaires reste stable en 2018 pour le secteur, après quatre années de hausse (cf. encadré Sources, définitions et méthodes - point 3).

Après une forte hausse en 2018, l'excédent commercial recule en valeur en 2018, en raison d'une baisse des exportations

(graphique 21). Les exportations fléchissent pour l'ensemble des produits, à l'exception du sucre et du café et thé transformés. En volume,

l'excédent commercial du secteur croît cependant, sous l'effet de la hausse des exportations.

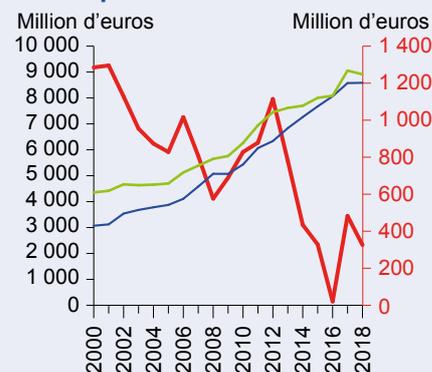
**Graphique 20**  
En 2018, la baisse de la production se poursuit



— Indice brut de la production (Ipi)  
— Indice brut de prix à la production (IPP)  
— Indice brut de chiffre d'affaires (Ica)

Sources : Insee, Agreste

**Graphique 21**  
En 2018, l'excédent commercial diminue sous l'effet de la baisse des exportations



— Exportations  
— Importations  
— Solde des échanges extérieurs

Source : DGDDI (Douanes)

**Tableau 10**  
En 2018, le repli de la production et des prix se poursuit

Évolution (%)	1 <sup>er</sup> sem. 2018/1 <sup>er</sup> sem. 2017					2 <sup>e</sup> sem. 2018/2 <sup>e</sup> sem. 2017					Année 2018/Année 2017				
	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*
<b>Autres produits alimentaires</b>	- 2,4	- 1,1	0,9	- 0,8	- 0,6	- 5,4	- 2,3	- 0,8	- 2,4	0,8	- 3,9	- 1,7	0,0	- 1,6	0,1
Sucre	- 4,1	- 17,3	- 7,4	19,9	- 0,2	4,8	- 16,6	- 13,3	- 13,6	- 13,4	0,0	- 16,9	- 10,1	1,1	- 7,0
Cacao, chocolat et produits de confiserie	- 10,1	- 2,1	1,2	- 10,2	- 6,1	- 13,3	- 1,8	- 1,7	- 4,4	- 1,0	- 11,8	- 2,0	- 0,4	- 7,2	- 3,4
Café et thé transformés	- 0,1	- 0,7	3,5	3,7	- 4,3	- 2,8	- 4,7	- 4,7	4,7	1,6	- 1,4	- 2,7	- 0,9	4,2	- 1,4
Condiments et assaisonnements	- 1,1	- 1,1	2,1	- 8,5	2,2	- 0,8	5,5	5,2	3,0	3,0	- 0,9	3,8	- 2,1	2,5	
Plats préparés	4,2	0,2	3,0	- 8,9	11,5	- 5,1	- 1,0	3,7	- 4,4	5,0	- 0,5	- 0,4	3,4	- 6,6	8,1
Aliments adaptés à l'enfant et diététiques	- 11,2	3,5	4,5	- 3,6	23,6	- 1,2	1,3	6,7	- 2,5	5,5	- 6,3	2,4	5,6	- 3,1	14,4
Autres produits alimentaires n.c.a.	0,2	5,0	0,0	1,8	6,1	- 4,9	1,1	- 2,5	3,5	3,0	- 2,2	3,0	- 1,2	2,6	4,6

\* En valeur.

En raison de différences de couverture (champ, branche, secteur, cf. Sources, définitions et méthodes), les évolutions de la production, du prix et du chiffre d'affaires ne sont pas immédiatement comparables.

Sources : Insee, DGDDI (Douanes) et Agreste

## En 2018, la hausse de la production et des prix des aliments pour animaux se poursuit

En 2018, pour la deuxième année consécutive, la production d'aliments pour animaux augmente légèrement (graphique 22 - tableau 11). Elle est principalement imputable à la bonne tenue des fabrications d'aliments pour animaux de ferme (+ 1,6 %). À l'inverse, les fabrications d'aliments composés pour animaux d'agrément repartent à la baisse.

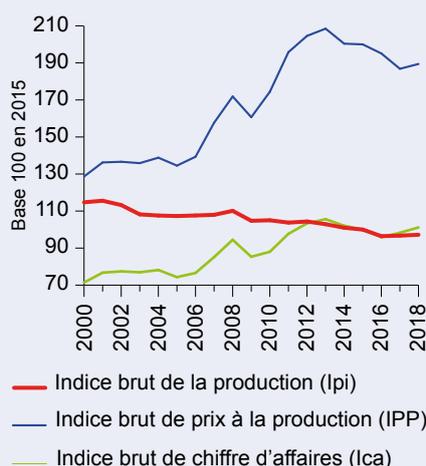
Pour la deuxième année consécutive, les prix à la production des aliments pour animaux de ferme augmentent tout en demeurant à un niveau bas. La branche des aliments pour animaux de compagnie enregistré, quant à elle, un redressement des prix, après la forte baisse de 2017. Du fait d'une hausse de la production et des prix, le chiffre d'affaires de la nutrition animale s'accroît.

Structurellement excédentaire, le solde du commerce extérieur

se maintient (+ 0,3 %) après la hausse plus importante de 2017 (graphique 23). L'excédent

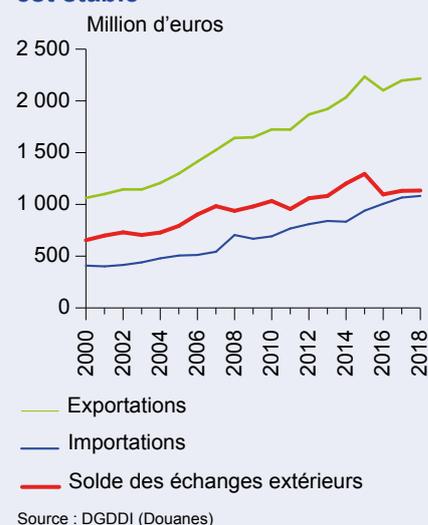
commercial des aliments pour animaux de ferme est toutefois en recul.

**Graphique 22**  
En 2018, nouvelle hausse du chiffre d'affaires des aliments pour animaux



Sources : Insee, Agreste

**Graphique 23**  
En 2018, l'excédent commercial est stable



**Tableau 11**  
Une production et un chiffre d'affaires en hausse

Évolution (%)	1 <sup>er</sup> sem. 2018/1 <sup>er</sup> sem. 2017					2 <sup>e</sup> sem. 2018/2 <sup>e</sup> sem. 2017					Année 2018/Année 2017				
	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*
<b>Aliments pour animaux</b>	0,8	-0,4	1,4	1,8	4,9	0,1	3,2	4,4	-0,1	-1,7	0,5	1,4	2,9	0,9	1,5
Aliments pour animaux de ferme	1,1	-1,8	1,8	2,4	4,9	2,2		5,0	-0,7	6,5	1,6	-1,0	3,4	0,8	5,7
Aliments pour animaux de compagnie	0,2	1,1	-0,1	1,4	4,9	-5,4		2,6	0,4	-7,6	-2,7	0,6	1,3	0,9	-1,7

\* En valeur.

En raison de différences de couverture (champ, branche, secteur, cf. Sources, définitions et méthodes), les évolutions de la production, du prix et du chiffre d'affaires ne sont pas immédiatement comparables.

Sources : Insee, DGDDI (Douanes) et Agreste

## Hausse de la production, des prix et du chiffre d'affaires des boissons en 2018

Pour la seconde année consécutive, la production de boissons augmente en 2018 (+ 0,8 % par rapport à 2017) (graphique 24 - tableau 12). Seules les productions de Champagne et mousseux et de boissons rafraîchissantes baissent.

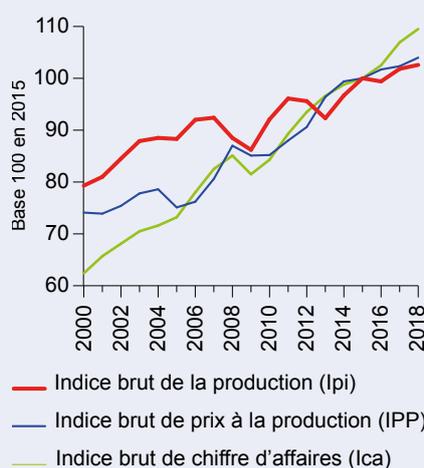
Prolongeant la tendance haussière débutée en 2006, les prix à la production des boissons s'accroissent en 2018 (+ 1,6 %), atteignant même un niveau record. Soutenu par la hausse des prix et de la production, le chiffre d'affaires du secteur continue de progresser pour la neuvième année consécutive (+ 2,4 %).

En 2018, l'excédent commercial s'accroît légèrement en valeur, bien qu'à un rythme beaucoup plus faible

qu'en 2017 (graphique 25). Tous les produits sont concernés par la hausse, à l'exception des boissons

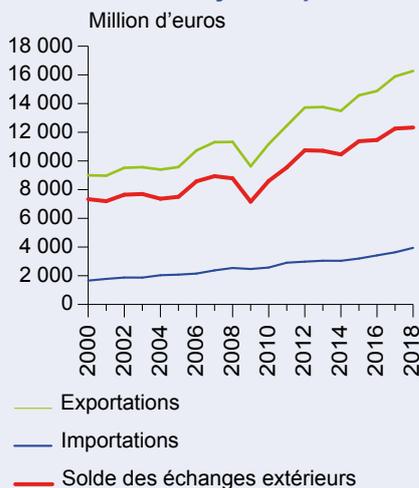
rafraîchissantes, en fort recul, et des eaux de table.

**Graphique 24**  
Soutenu par la hausse des prix et de la production, la croissance du chiffre d'affaires se poursuit en 2018



Sources : Insee, Agreste

**Graphique 25**  
En 2018, les échanges de boissons sont dynamiques



Source : DGDDI (Douanes)

**Tableau 12**  
En 2018, la croissance de la production de boissons continue

Évolution (%)	1 <sup>er</sup> sem. 2018/1 <sup>er</sup> sem. 2017					2 <sup>e</sup> sem. 2018/2 <sup>e</sup> sem. 2017					Année 2018/Année 2017				
	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*
<b>Boissons</b>	<b>0,0</b>	<b>0,9</b>		<b>3,1</b>	<b>10,6</b>	<b>1,4</b>	<b>2,3</b>		<b>1,8</b>	<b>6,6</b>	<b>0,8</b>	<b>1,6</b>	<b>2,2</b>	<b>2,4</b>	<b>8,5</b>
<b>Boissons alcooliques distillées</b>	<b>5,3</b>	<b>0,2</b>	<b>2,4</b>	<b>1,2</b>	<b>3,7</b>	<b>4,0</b>	<b>0,0</b>	<b>3,5</b>	<b>2,4</b>	<b>0,8</b>	<b>4,7</b>	<b>0,1</b>	<b>3,0</b>	<b>1,9</b>	<b>2,2</b>
Champagne et mousseux	- 1,0	- 0,7	1,2	1,8	17,3	- 3,1	- 1,5	3,0	3,3	9,6	- 2,4	- 1,1	2,3	2,7	13,0
Vins			4,6	6,8	24,8			0,3	- 0,8	5,8			2,4	3,0	14,2
Cidre et autres vins de fruits		1,6	- 100,0	7,8	- 8,5		1,9	- 100,0	20,4	8,6		1,8		14,2	- 0,7
Autres boissons fermentées non distillées		2,0	- 100,0	5,1	12,8		2,1	- 100,0	39,8	15,9		2,1		22,2	14,3
<b>Bière</b>	<b>- 2,4</b>	<b>1,7</b>	<b>1,9</b>	<b>- 9,2</b>	<b>9,9</b>	<b>7,7</b>	<b>1,9</b>	<b>11,2</b>	<b>0,9</b>	<b>15,0</b>	<b>2,2</b>	<b>1,8</b>	<b>6,0</b>	<b>- 4,3</b>	<b>12,3</b>
<b>Malt</b>	<b>4,9</b>	<b>- 3,2</b>	<b>0,7</b>	<b>1,3</b>	<b>80,9</b>	<b>1,2</b>	<b>5,0</b>	<b>5,8</b>	<b>4,5</b>	<b>184,1</b>	<b>3,0</b>	<b>0,8</b>	<b>3,0</b>	<b>2,8</b>	<b>132,4</b>
<b>Boissons rafraîchissantes, eaux minérales et autres eaux en bouteille</b>	<b>- 2,0</b>	<b>- 1,0</b>	<b>- 2,5</b>	<b>- 0,9</b>	<b>7,8</b>	<b>1,6</b>	<b>3,5</b>	<b>5,2</b>	<b>4,6</b>	<b>6,4</b>	<b>- 0,3</b>	<b>1,2</b>	<b>1,2</b>	<b>1,8</b>	<b>7,1</b>
Boissons rafraîchissantes	- 3,9	1,6	- 4,4	1,8	7,4	0,2	9,0	3,9	3,8	5,1	- 1,9	5,3	- 0,5	2,8	6,3
Eaux de table	1,5	- 4,6	1,0	- 3,1	9,7	3,9	- 4,4	7,3	5,2	14,2	2,7	- 4,5	4,1	1,0	11,9

\* En valeur.

En raison de différences de couverture (champ, branche, secteur, cf. Sources, définitions et méthodes), les évolutions de la production, du prix et du chiffre d'affaires ne sont pas immédiatement comparables.

Sources : Insee, DGDDI (Douanes) et Agreste

## Autres secteurs

### En 2018, poursuite du repli de la production de produits à base de fruits et légumes

Après le rebond de 2017, la production de fruits et légumes transformés repart à la baisse en 2018, tout en restant au-dessus de son niveau de 2015 (tableau 13). Pénalisées par une météo moins favorable qu'en 2017, toutes les fabrications se replient, à l'exception des préparations et conserves à base de pommes de terre. Les prix à la production sont en hausse et favorisent la progression du chiffre d'affaires du secteur. Enfin, structurellement déficitaire, le solde du commerce extérieur des fruits et légumes transformés s'améliore légèrement.

### Nouvelle baisse de l'excédent commercial des produits du travail des grains et produits amyliacés (farines, semoules, produits amyliacés)

En 2018, pour la troisième année consécutive, la production de produits du travail des grains et produits amyliacés se replie. Les fabrications de produits amyliacés progressent toutefois, de même que les prix à la production, générant ainsi un accroissement du chiffre d'affaires. Dans le même temps, celui des produits du travail des grains diminue. L'excédent commercial des produits du travail des grains et produits amyliacés se dégrade pour la sixième année consécutive.

### Recul de la production des produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires et du déficit commercial

En 2018, la production de produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires recule, après quatre années de hausse mais les prix progressent de nouveau. Le chiffre d'affaires du secteur s'accroît ainsi pour la neuvième année consécutive. Le déficit commercial, quant à lui, se réduit en valeur et en volume, grâce à une augmentation des exportations supérieure à celle des importations.

Tableau 13

### Hausse de la production de préparations et conserves à base de poisson et produits de la pêche et baisse dans les autres branches

Évolution (%)	1 <sup>er</sup> sem. 2018/1 <sup>er</sup> sem. 2017					2 <sup>e</sup> sem. 2018/2 <sup>e</sup> sem. 2017					Année 2018/Année 2017				
	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations*	Importations*
<b>Produits à base de fruits et légumes</b>	- 9,6	2,3	1,6	1,5	0,7	- 0,5	0,9	4,2	5,0	1,4	- 4,1	1,6	2,9	3,3	1,0
Préparations et conserves à base de pommes de terre	3,3		9,3	0,2	- 2,4	8,4		9,5	15,4	4,7	5,7		9,4	7,8	1,1
Jus de fruits et légumes	- 7,0	0,7	- 1,2	5,5	4,0	- 3,8	0,8	7,3	4,1	2,1	- 5,5	0,7	2,9	4,8	3,1
Autres préparations et conserves à base de fruits et légumes	- 11,3	2,8	1,2	1,4	0,1	- 0,7	1,0	3,6	2,5	0,3	- 4,6	1,9	2,4	1,9	0,2
Préparations et conserves de légumes	- 16,3		0,3			- 1,8		3,8			- 5,9		2,1		
Préparations et conserves de fruits	- 7,3	6,0	2,4			1,6	2,5	3,4			- 2,8	4,2	2,9		
<b>Produits du travail des grains et produits amyliacés</b>	- 1,2	- 0,8	- 1,9	- 3,8	- 0,8	- 2,9	0,5	1,2	- 2,0	2,0	- 2,1	- 0,1	- 0,4	- 2,9	0,6
Produits amyliacés	4,7	0,4	- 1,4	- 3,8	- 3,9	1,4	1,2	3,6	2,1	4,7	3,0	0,8	1,0	- 0,9	0,3
Produits du travail des grains	- 5,2	- 1,3	- 2,2	- 3,7	0,5	- 6,0	0,4	- 0,6	- 6,8	0,9	- 5,6	- 0,5	- 1,4	- 5,3	0,7
Farines	- 5,3	- 2,0	- 3,0			- 4,0	- 0,2	- 0,3			- 4,7	- 1,1	- 1,6		
Céréales transformées	- 5,1	10,6	- 1,0			- 9,0	31,4	- 1,1			- 7,0	21,0	- 1,0		
<b>Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires</b>	- 1,8	2,7	4,8	5,4	0,6	- 1,9	1,1	3,6	5,3	0,7	- 1,8	1,9	4,2	5,3	0,6
Pain ; pâtisseries et viennoiseries fraîches		3,0	5,5	9,4	- 7,3		1,1	4,2	11,4	- 1,1		2,0	4,8	10,4	- 4,1
Biscuits, biscottes, pâtisseries de conservation	- 0,8	2,2	1,0	3,5	2,3	- 0,7	1,7	0,0	2,5	0,6	- 0,7	2,0	0,5	3,0	1,4
Pâtes alimentaires	- 3,3	- 3,5	- 0,4	- 6,7	3,1	- 0,5	- 0,7	- 0,1	- 13,7	3,4	- 1,9	- 2,2	- 0,3	- 10,2	3,3
<b>Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche</b>	3,3	- 1,7	2,1	9,7	- 1,8	- 0,5	- 2,2	0,2	- 6,6	- 2,2	1,4	- 1,9	1,0	0,9	- 2,0

\* En valeur.

En raison de différences de couverture (champ, branche, secteur, cf. Sources, définitions et méthodes), les évolutions de la production, du prix et du chiffre d'affaires ne sont pas immédiatement comparables.

Sources : Insee, DGDDI (Douanes) et Agreste



# ORGANISMES

**ACP** : Afrique, Caraïbes et Pacifique  
**Agreste** : données collectées et diffusées par le SSP  
**AGPB** : Association générale des producteurs de blé et autres céréales  
**AGPM** : Association générale des producteurs de maïs  
**Arvalis** : Institut du végétal  
**ASTREDHOR** : Association nationale des structures d'expérimentation et de démonstration en horticulture  
**BNIC** : Bureau national interprofessionnel du cognac  
**CGB** : Confédération générale des planteurs de betteraves  
**CIC** : Conseil international des céréales  
**Cidéf** : Comité interprofessionnel de la dinde  
**Cifog** : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras  
**Cip** : Comité interprofessionnel de la pintade  
**CNCA** : Caisse nationale de crédit agricole  
**Cniel-Iri** : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.  
**CNIPT** : Comité interprofessionnel de la pomme de terre  
**CNPO** : Comité national pour la promotion de l'œuf  
**Coceral** : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne  
**Coop de France**  
**CSA** : China sugar association  
**CTIFL** : Centre technique interprofessionnel des fruits et des légumes  
**DGAL** : Direction générale de l'alimentation  
**DGI** : Direction générale des impôts  
**DGCCRF** : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes  
**DGDDI** : Direction générale des douanes et droits indirects  
**DGPE** : Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises  
**DSV** : Direction des services vétérinaires  
**Eurostat** : office statistique des communautés européennes  
**FranceAgriMer** : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1<sup>er</sup> avril 2009  
**FAO** : Food and agriculture organisation  
**FOP** : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux  
**GIPT** : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre  
**GNIS** : Groupement national interprofessionnel des semences et plants  
**Inra** : Institut national de la recherche agronomique  
**Insee** : Institut national de la statistique et des études économiques  
**Iso** : International sugar organization  
**Itavi** : Institut technique de l'aviculture  
**Matif** : Marché à terme international de France  
**NEPG** : North-Western European Potato Growers (groupement des producteurs de pommes de terre du Nord-Ouest européen)  
**OCM** : Organisation commune des marchés  
**Oilworld** : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals  
**OIS** : Organisation mondiale du sucre  
**OIV** : Organisation internationale de la vigne et du vin  
**OP** : Organisme de producteurs  
**PMA** : Pays les moins avancés  
**RNM** : Réseau des nouvelles des marchés  
**SSP** : Service de la statistique et de la prospective  
**Snia** : Syndicat national des industriels de la nutrition animale  
**SNFS** : Société nationale des fabricants de sucre  
**StatCan** : Statistique Canada  
**Synalaf** : Syndicat national des labels avicoles de France  
**UE** : Union européenne (à 27 à partir de 2007)  
**Unctad** : United nations conference on trade and development (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement)  
**Unifa** : Union des industries de la fertilisation  
**Unip** : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines  
**USDA** : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)  
**WASDE** : Word agricultural supplies and demand estimates

# ABRÉVIATIONS

**AB** : agriculture biologique  
**AOC** : appellation d'origine contrôlée  
**AOP** : appellation d'origine protégée  
**ACE** : aides aux cultures énergétiques  
**BDNI** : base de données nationales d'identification  
**BTP** : bâtiment et travaux publics  
**Caf** : coût, assurance, fret  
**Cib** : consommation indigène brute  
**Cic** : consommation indigène corrigée  
**CJO** : corrigé des jours ouvrables  
**CPA** : classification de produits associés aux activités  
**CPF** : classification de produits française  
**CVJA** : corrigé des variations journalières d'abattages  
**CVS** : corrigé des variations saisonnières  
**Fab** : franco à bord  
**FCO** : fièvre catarrhale ovine  
**Fob** : free on board  
**Ica** : Indice de chiffre d'affaires  
**IGP** : indication géographique protégée  
**IAA** : industries agroalimentaires  
**ICA** : indice de chiffre d'affaires  
**lpa** : indice de prix de l'alimentation animale  
**lpampa** : indice des prix d'achat des moyens de production agricole  
**IPC** : indice des prix à la consommation  
**ipi** : indice des prix industriels  
**IPP** : indice de production industrielle  
**lppap** : indice des prix des produits agricoles à la production  
**IPVI** : indice des prix de vente industriels  
**Isop** : informations et suivi objectif des prairies  
**Min** : marchés d'intérêt national  
**mm3, mm12** : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois  
**Naf** : nomenclature d'activités française  
**NC** : nomenclature combinée  
**Otex** : orientation technico-économique des exploitations  
**Pac** : poulet prêt à cuire  
**Pib** : production indigène brute  
**Pic** : production indigène contrôlée  
**ProdCom** : production communautaire  
**Rica** : réseau d'information comptable agricole  
**SAA** : statistique agricole annuelle  
**Sap** : statistique annuelle provisoire  
**Smic** : salaire minimum interprofessionnel de croissance  
**SRW** : soft red winter  
**tec** : tonne-équivalent-carcasse  
**teoc** : tonne-équivalent-œuf-coquille  
**TIPP** : taxe intérieure sur les produits pétroliers  
**TNO** : tendance nationale officieuse  
**VAIG** : vins avec indication géographique  
**VCC** : vins de consommation courante  
**VDQS** : vins délimités de qualité supérieure  
**VQPRD** : vins de qualité produits dans des régions délimitées  
**VSM** : viande séparée mécaniquement

### Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site de FranceAgriMer - Réseau des nouvelles des marchés : [www.rnm.franceagrimer.fr/](http://www.rnm.franceagrimer.fr/)

Des séries de prix sont disponibles sur le site du RNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : [agreste-info@agriculture.gouv.fr](mailto:agreste-info@agriculture.gouv.fr)



## Agreste : la statistique agricole

**Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation**  
**SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE**  
3 rue Barbet de Jouy - 75349 PARIS 07 SP  
Site internet : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot  
Rédactrice en chef : Annie Delort  
Composition : SSP  
Dépot légal : À parution  
© Agreste 2019

**Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole**  
[www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)



## RÉFÉRENCES DES SYNTHÈSES

### Fruits

Les récoltes élevées de pommes dans l'UE pèsent sur les exportations françaises, voire sur le marché intérieur p. 7  
*L. Bernadette*

### Grandes cultures

En 2018/2019, redressement du prix des graines sous l'effet de la baisse des productions et du dynamisme de la demande p. 13  
*J-M. Pognat*

En 2018/2019, forte augmentation des prix de la pomme de terre sous l'effet du recul de la production p. 19  
*T. Champagnol*

### Lait

En France, depuis l'automne 2018, le recul de la collecte laitière soutient les prix p. 25  
*A. Calvino, O. Le Tollec*

### Animaux de boucherie

En 2018, hausse sur un an des abattages d'agneaux et des prix à la production p. 31  
*M-A. Lapuyade*

En 2018, des prix à la production bas pour le porc sur fond d'offre européenne abondante p. 37  
*C. Ugliera*

### IAA

En 2018, la production en volume des IAA repart à la baisse p. 47  
*F. Royer*

**Organismes et abréviations** p. 65

**Pour en savoir plus** p. 67

## LISTE DES INFOS RAPIDES PARUES

### Animaux de boucherie

Animaux de boucherie – Bovins, n° 74-5/11, mai 2019 *M.A. Lapuyade*  
Animaux de boucherie – Ovins, n° 76-5/11, mai 2019 *M.A. Lapuyade*  
Animaux de boucherie – Porcins, n° 75-5/11, mai 2019 *C. Ugliera*

### Fruits

Abricot, n° 80-2/4, juin 2019 *L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts*  
Cerise, n° 82-2/3, juin 2019 *L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts*  
Fraise, n° 89-2/3, juin 2019 *M. Le Fustec*  
Pêche, n° 81-2/5, juin 2019 *L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts*  
Tomate, n° 71-1/4, mai 2019 *M. Le Fustec*

### Légumes

Carotte, n° 50-3/3, avril 2019 *M. Le Fustec*  
Concombre, n° 86-1/3, juin 2019 *M. Le Fustec*  
Courgette, n° 87-1/3, juin 2019 *M. Le Fustec*  
Chicorée, n° 51-4/4, avril 2019 *M. Le Fustec*  
Chou-fleur, n° 69-4/4, mai 2019 *M. Le Fustec*  
Endive, n° 88-4/4, juin 2019 *M. Le Fustec*  
Laitue, n° 53-4/4, avril 2019 *M. Le Fustec*

### Vollailles

Aviculture, n° 78-6/11, juin 2019 *C. Ugliera*

### Lait

Lait, n° 66-5/11, mai 2019 *S. Cazeneuve*

### Grandes cultures

Grandes cultures, n° 79-4/10, juin 2019 *J-M. Pognat*

### Autres

Coûts de production, n° 84-6/10, juin 2019 *A. Lavergne, F. Royer*  
Commerce extérieur agroalimentaire, n° 83-6/12, juin 2019 *T. Champagnol*  
Climatologie, n° 77-6/12, juin 2019 *M. Le Turdu*  
Prairies, n° 73-2/7, mai 2019 *S. Lombard*  
Prix agricoles et alimentaires, n° 72, mai 2019 *A. Delort*  
Stocks Pommes-Poires, n° 68-4/5, mai 2019 *L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts*

Les Infos rapides sont disponibles dans 'Conjoncture' sur [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

Les principales séries mensuelles sont présentes dans le Bulletin, et les données détaillées dans les Données en ligne du site Agreste.

Numéro 2 - juin 2019

# Agreste : la statistique agricole

*Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation*  
*Secrétariat Général*  
**SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE**  
*Site Internet : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)*

---